



# 2021

# Socfinaf

## RAPPORT ANNUEL

Ce document est une traduction en français de la version anglaise auditee. En cas de différence, seule la version anglaise auditee fait foi.

## SOMMAIRE

<b>Portrait du Groupe .....</b>	<b>5</b>
1. Présentation du Groupe .....	5
2. Historique .....	5
3. Structure du Groupe .....	7
4. Renseignement sur les participations de Socfinaf .....	8
<b>Marché international du caoutchouc et des huiles végétales .....</b>	<b>23</b>
1. Caoutchouc .....	23
2. Huiles végétales.....	26
<b>Environnement et responsabilité sociale.....</b>	<b>29</b>
<b>Chiffres clés .....</b>	<b>30</b>
1. Indicateurs d'activités .....	30
2. Chiffres clés du compte de résultat consolidé et du tableau des flux de trésorerie consolidés	
31	
3. Chiffres clés de l'état de la situation financière consolidée .....	31
<b>Données boursières.....</b>	<b>32</b>
<b>Déclaration sur la gouvernance d'entreprise.....</b>	<b>33</b>
1. Introduction.....	33
2. Charte de gouvernance d'entreprise .....	33
3. Conseil d'Administration .....	33
4. Les Comités du Conseil d'Administration.....	36
4.1. Comité d'Audit .....	36
4.2. Comité de Nomination et de Rémunération.....	36
5. Remunerations .....	37
6. Notification de l'actionnariat .....	37
7. Calendrier financier .....	37
8. Audit externe.....	38
9. Responsabilité sociale, sociétale et environnementale.....	38
10. Autres informations .....	38
<b>Déclaration de conformité .....</b>	<b>39</b>
<b>Rapport de gestion consolidé .....</b>	<b>40</b>

<b>Rapport d'audit sur les états financiers consolidés .....</b>	<b>45</b>
<b>Etats financiers consolidés .....</b>	<b>46</b>
1. Etat de la situation financière consolidée .....	46
2. Compte de résultat consolidé .....	48
3. Etat du résultat étendu consolidé .....	49
4. Tableau des flux de trésorerie consolidés.....	50
5. Tableau de variation des capitaux propres consolidés.....	51
6. Annexe aux états financiers consolidés.....	52
Note 1. Généralités et méthodes comptables.....	52
Note 2. Filiales et entreprises associées .....	68
Note 3. Contrats de location .....	71
Note 4. Immobilisations incorporelles .....	73
Note 5. Immobilisations corporelles.....	74
Note 6. Actifs biologiques.....	75
Note 7. Dotations aux amortissements et pertes de valeur.....	76
Note 8. Dépréciations d'actifs .....	76
Note 9. Filiales non détenues en propriété exclusive dans lesquelles les participations ne donnant pas le contrôle sont significatives .....	79
Note 10. Participations dans des entreprises associées .....	82
Note 11. Titres valorisés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultats étendu .....	87
Note 12. Impôts différés .....	88
Note 13. Actifs et passifs d'impôts exigibles.....	89
Note 14. Charge d'impôts .....	90
Note 15. Stocks .....	92
Note 16. Créances commerciales (actifs courants).....	93
Note 17. Autres créances (actifs courants) .....	93
Note 18. Trésorerie et équivalents de trésorerie .....	94
Note 19. Capital et prime d'émission .....	94
Note 20. Réserve légale .....	94
Note 21. Engagements de retraites .....	95
Note 22. Dettes financières.....	99
Note 23. Dettes commerciales et autres dettes .....	104

Note 24. Instruments financiers .....	105
Note 25. Frais de personnel et effectifs moyens de l'exercice .....	109
Note 26. Autres produits financiers .....	109
Note 27. Charges financières .....	109
Note 28. Résultat net par action.....	110
Note 29 Dividendes et tantièmes .....	110
Note 30. Informations relatives aux parties liées.....	111
Note 31. Engagements hors bilan .....	113
Note 32. Information sectorielle.....	113
Note 33. Gestion des risques .....	121
Note 34. Passifs éventuels .....	125
Note 35. Environnement politique et économique .....	125
Note 36. Evènements postérieurs à la date de clôture .....	126
Note 37. Honoraires du réviseur d'entreprises agréé.....	126
<b>Rapport de gestion social .....</b>	<b>127</b>
<b>Rapport d'audit sur les états financiers sociaux .....</b>	<b>134</b>
<b>Etats financiers sociaux.....</b>	<b>135</b>
1.    Bilan au 31 décembre 2021 .....	135
2.    Compte de profits et pertes au 31 décembre 2021.....	137
3.    Annexe aux comptes sociaux de l'exercice 2021 .....	138

# Portrait du Groupe

## 1. Présentation du Groupe

Socfinaf est une société luxembourgeoise, dont le siège social est 4 avenue Guillaume, L-1650 Luxembourg. Elle a été constituée le 22 octobre 1961 et est cotée à la Bourse de Luxembourg.

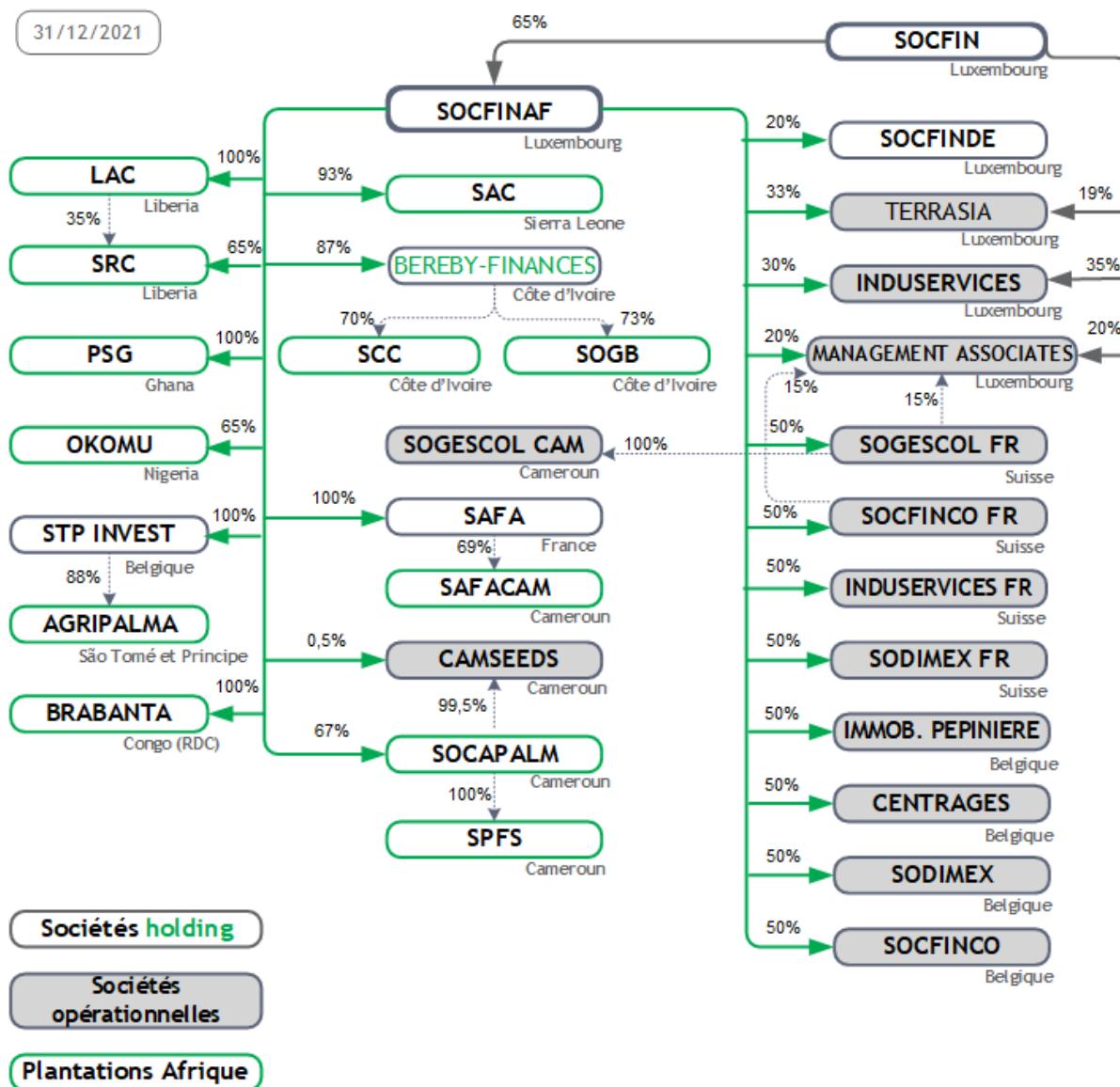
L'activité principale de Socfinaf consiste en la gestion d'un portefeuille de participations essentiellement axées sur l'exploitation de plus de 138,900 hectares de plantations tropicales de palmiers à huile et d'hévéas situées en Afrique. Socfinaf emploie 24,596 personnes et a réalisé, en 2021, un chiffre d'affaires consolidé de EUR 526.7 million.

## 2. Historique

- **22/10/1961** Constitution de la Compagnie Internationale de Cultures sous la forme d'une holding luxembourgeoise.
- **31/12/1961** Intercultures investit dans deux plantations congolaises à savoir la Compagnie Congolaise de l'Hévéa et Cultures Equatoriales.
- **18/04/1966** Les titres Intercultures sont admis à la cote de la Bourse de Luxembourg.
- **31/12/1974** Mesure de nationalisation des entreprises industrielles par l'Etat zaïrois.
- **31/12/1976** Avancement des négociations avec le Zaïre - sortie des participations zaïroises du portefeuille et créance Zaïre comptabilisée.
- **19/05/1995** Augmentation du capital social d'Intercultures afin de relancer l'activité de la Société dans le domaine des plantations tropicales.
- **30/06/1995** Acquisition de 65% de la Société des Caoutchoucs du Grand Bereby "SOGB" en Côte d'Ivoire via Bereby Finances "Befin", une société holding ivoirienne.
- **30/06/1997** Acquisition de 5% de Palmci, une société ivoirienne produisant de l'huile de palme.
- **30/06/1998** Augmentation du capital social et investissement au Kenya dans 70,8% de Red Lands Roses, producteur de roses et de Socfinaf Company, producteur de café. De plus, Intercultures a acquis, via une filiale luxembourgeoise (Indufina Luxembourg) 54% d'une plantation de palmiers à huile au Nigeria, Okomu Oil Palm Company.
- **31/03/1999** Intercultures continue l'expansion de ses investissements en Afrique et plus particulièrement au Liberia : acquisition de 70% de Weala Rubber Company, propriétaire d'une usine à caoutchouc et de 75% de Liberian Agricultural Company "LAC" qui dispose d'une concession d'hévéas.
- **31/03/2000** Acquisition de 89,64% de Société des Palmeraies de la Ferme Suisse "SPFS", une société camerounaise active dans le secteur de la production, la transformation et le raffinage de l'huile de palme.
- **31/12/2000** Via une holding camerounaise Palmcam, Intercultures poursuit ses investissements au Cameroun dans Socapalm, une société active dans la production et la transformation d'huile de palme.

- **31/12/2001** Nouvelle augmentation du capital social qui a permis à Intercultures d'augmenter sa participation dans Okomu Oil Palm Company et dans Befin (maison mère de la SOGB).
- **31/12/2006** Restructuration des participations du Groupe Socfin, dont la distribution de titres Intercultures par Socfinasia (spin-off) et repositionnement des sociétés opérationnelles du Groupe.
- **31/12/2007** Intercultures a acquis 99,8% de Brabanta, une société développant une plantation d'huile de palme au Congo (RDC).  
D'autre part, Intercultures a cédé ses participations Weala Rubber Company (Liberia) et Palmci (Côte d'Ivoire).
- **31/12/2008** Constitution de Sud Comoë Caoutchouc "SCC" (Côte d'Ivoire) via la holding ivoirienne Befin.  
Intercultures a cédé 60% de Red Lands Roses (Kenya).
- **31/12/2009** Augmentation de capital de Brabanta (RDC).  
Augmentation de la participation dans Salala Rubber Corporation "SRC" (Liberia).
- **17/03/2010** Cession de Socfinaf Company (Kenya).
- **10/01/2011** Assemblée Générale Extraordinaire qui entérine l'abandon du statut de holding 29 et changement de la dénomination en Socfinaf.
- **01/07/2011** Attribution aux actionnaires existants de 10 actions nouvelles pour une action ancienne.
- **06/10/2011** Acquisition de 32,9% d'actions Palmcam qui est ainsi intégralement détenue par Socfinaf.
- **31/12/2012** Acquisition de 3,4% d'actions Okomu Oil Palm Company.  
Constitution de Plantations Socfinaf Ghana "PSG".
- **23/10/2013** Acquisition de 100% de STP Invest, une société belge propriétaire de 88% d'Agripalma, attributaire d'une concession de 5.000 hectares sur l'île de São Tomé.
- **31/12/2014** Augmentation de capital avec émission de 1.474.200 actions nouvelles souscrites par Socfin en échange de 100% des actions de Société Anonyme Forestière et Agricole "SAFA". Cette dernière détient 68,93% de Safacam (Cameroun).
- **01/01/2015** Début des activités de Sogescol Cameroun et Camseeds qui ont été constituées courant 2014 respectivement par Sogescol FR et Socfin Research.
- **05/10/2015** Acquisition d'actions Socapalm pour porter le pourcentage de détention à 4,57%.
- **04/11/2015** Constitution de Sodimex FR et Induservices FR.
- **01/02/2016** Liquidation de Palmcam (Cameroun).

### 3. Structure du Groupe



#### 4. Renseignement sur les participations de Socfinaf

Portefeuille	Nombre de titres	% direct
<b>Sierra Leone</b>		
Socfin Agricultural Company	119,970,000	93.00%
<b>Liberia</b>		
Liberian Agricultural Company	25,000	100.00%
Salala Rubber Corporation	516	64.91%
<b>Côte d'Ivoire</b>		
Bereby-Finances	739,995	87.06%
<b>Ghana</b>		
Plantations Socfinaf Ghana	750,000	100.00%
<b>Nigeria</b>		
Okomu Oil Palm Company	622,262,022	65.23%
<b>Cameroon</b>		
Socapalm	3,086,856	67.46%
<b>République Démocratique du Congo</b>		
Brabanta	4,990	99.80%
<b>France</b>		
Société Anonyme Forestière et Agricole "SAFA"	577,200	100.00%
<b>Belgique</b>		
Socfinco	8,750	50.00%
Centrages	7,500	50.00%
Immobilière de la Pépinière	3,333	50.00%
Sodimex	70,000	50.00%
STP Invest	1,800	100.00%
<b>Luxembourg</b>		
Socfinde	50,000	20.00%
Terrasia	3,328	33.28%
Induservices	3,000	30.00%
Management Associates	2,000	20.00%
<b>Suisse</b>		
Sogescol FR	2,650	50.00%
Socfinco FR	650	50.00%
Induservices FR	700	50.00%
Sodimex FR	675	50.00%

Les pages qui suivent, contiennent la synthèse de l'activité et les commentaires succincts des données comptables relatives aux deux derniers exercices clôturés des principales sociétés dans lesquelles Socfinaf détient une participation directe ou indirecte.

Sauf autre indication, les capitaux propres comprennent le capital, les réserves au sens large et le résultat reporté avant répartition bénéficiaire de l'exercice sous revue.

Les données sociales sont mentionnées de préférence aux données consolidées.

Les bilans sont présentés dans la monnaie fonctionnelle de chacune des sociétés.

## SOCFIN AGRICULTURAL COMPANY "SAC"

Capital : USD 30,000,000

SAC est active au Sierra Leone dans la production d'huile de palme.

### **Principales données**

<b>Surfaces (hectares)</b>		<b>Surface plantée</b>		
<b>Au 31 décembre 2021</b>		<b>Mature</b>	<b>Immature</b>	<b>Total</b>
Palmier		12,349	0	12,349

Concessions : 18,473 ha

Personnel permanent au 31 décembre 2021 : 1,541

<b>Production et vente</b>	<b>Réalisé</b>	<b>Réalisé</b>
<b>Au 31 décembre</b>	<b>2021</b>	<b>2020</b>
<b>Production (tonnes)</b>		
Huile de palme	52,307	30,748
Chiffre d'affaires (milliers d'euro)	46,760	15,103
Résultat (milliers d'euro)	16,405	-1,113
<b>Prix de vente moyen (EUR / kg)</b>		
Huile de palme	0.89	0.49
Cours moyen EUR / USD	1.18	1.15
Cours de clôture EUR / USD	1.13	1.23

<b>Chiffres clés (milliers de USD)</b>	<b>2021</b>	<b>2020</b>
<b>Au 31 décembre</b>		
Actifs immobilisés	137,598	142,294
Actifs circulants	13,214	10,300
Capitaux propres (*)	16,376	-2,996
Dettes, provisions et tiers (*)	134,435	155,590
Résultat de l'exercice	19,372	-1,275
Participation de Socfinaf (%)	93.00	93.00

(\*) Avant affectation.

## LIBERIAN AGRICULTURAL COMPANY "LAC"

Capital : USD 31,105,561.

LAC est active au Liberia dans le secteur de la culture d'hévéas et de la transformation de caoutchouc industriel.

### **Principales données**

<b>Surfaces (hectares)</b>	<b>Surface plantée</b>		
	<b>Mature</b>	<b>Immature</b>	<b>Total</b>
<b>Au 31 décembre 2021</b>			
Hévéa	10,918	1,943	12,861

Concessions : 121,407 ha

Personnel permanent au 31 décembre 2021 : 2,082

<b>Production et vente</b>	<b>Réalisé</b>	<b>Réalisé</b>
	<b>2021</b>	<b>2020</b>
<b>Au 31 décembre</b>		
<b>Production (tonnes)</b>		
Caoutchouc	26,872	28,363
Chiffre d'affaires (milliers d'euros)	36,783	29,475
Résultat (milliers d'euros)	4,018	-841
<b>Prix de vente moyen (EUR / kg)</b>		
Caoutchouc	1.37	1.04
Cours moyen EUR / USD	1.18	1.15
Cours de clôture EUR / USD	1.13	1.23

<b>Chiffres clés (milliers de USD)</b>	<b>2021</b>	<b>2020</b>
<b>Au 31 décembre</b>		
Actifs immobilisés	85,048	83,732
Actifs circulants	20,297	18,347
Capitaux propres (*)	57,140	52,396
Dettes, provisions et tiers (*)	48,204	49,684
Résultat de l'exercice	4,745	-963
Participation de Socfinaf (%)	100.00	100.00

(\*) Avant affectation.

## SALALA RUBBER CORPORATION "SRC"

Capital: USD 49,656,328

SRC est active au Liberia dans le secteur de la culture d'hévéas.

### *Principales données*

<i>Surfaces (hectares)</i>	<i>Surface plantée</i>		
<i>Au 31 décembre 2021</i>	<i>Mature</i>	<i>Immature</i>	<i>Total</i>
Hévéa	2,907	1,538	4,445

Concessions : 8,000 ha

Personnel permanent au 31 décembre 2021 : 842

<i>Production et vente</i>	<i>Réalisé</i>	<i>Réalisé</i>
<i>Au 31 décembre</i>	<i>2021</i>	<i>2020</i>
<b>Production (*) (tonnes)</b>		
Caoutchouc	3,710	327
Chiffre d'affaires (milliers d'euros)	3,296	287
Résultat (milliers d'euros)	-357	-2,951
<b>Prix de vente moyen (EUR / kg)</b>		
Caoutchouc	0.89	0.87
Cours moyen EUR / USD	1.18	1.15
Cours de clôture EUR / USD	1.13	1.23

<i>Chiffres clés (milliers de USD)</i>	<i>2021</i>	<i>2020</i>
<i>Au 31 décembre</i>		
Actifs immobilisés	47,962	47,231
Actifs circulants	2,870	1,471
Capitaux propres (*)	2,861	3,282
Dettes, provisions et tiers (*)	47,970	45,419
Résultat de l'exercice	-421	-3,379
Participation de Socfinaf (%)	64.91	64.91

(\*) Production agricole intégralement vendue à LAC.

## BEREBY-FINANCES "BEFIN"

Capital : CFA 8,500,000,000

Cette société de portefeuille ivoirienne détient 73.16% de SOGB et 70.01% de SCC.

## SOCIETE DES CAOUTCHOUC DU GRAND BEREBY "SOGB"

Capital : CFA 21,601,840,000

SOGB est active en Côte d'Ivoire dans le secteur de la production et la transformation d'huile de palme et de caoutchouc.

### *Principales données*

<b>Surfaces (hectares)</b>	<b>Surface plantée</b>		
<b>Au 31 décembre 2021</b>	<b>Mature</b>	<b>Immature</b>	<b>Total</b>
Palmier	7,471	0	7,471
Hévéa	11,413	4,752	16,165
	<b>18,884</b>	<b>4,752</b>	<b>23,636</b>

Concessions : 34,712 ha

Personnel permanent au 31 décembre 2021 : 5,973

<b>Production et vente</b>	<b>Réalisé</b>	<b>Réalisé</b>
<b>Au 31 décembre</b>	<b>2021</b>	<b>2020</b>
<b>Production (tonnes)</b>		
Caoutchouc	67,727	67,594
Huile de palme	38,935	36,228
Chiffre d'affaires (milliers d'euros)	126,646	101,350
Résultat (milliers d'euros)	22,453	11,666
<b>Prix de vente moyen (EUR / kg)</b>		
Caoutchouc	1.30	1.10
Huile de palme	0.93	0.70
Cours de clôture EUR / CFA	655.957	655.957

<b>Chiffres clés (millions de CFA)</b>	<b>2021</b>	<b>2020</b>
<b>Au 31 décembre</b>	<b>2021</b>	<b>2020</b>
Actifs immobilisés	66,133	65,810
Actifs circulants	30,876	26,252
Capitaux propres (*)	66,231	57,503
Dettes, provisions et tiers (*)	30,778	34,559
Résultat de l'exercice	14,728	7,653
Résultat distribué	13,000	6,001
Participation indirecte de Socfinaf (%)	63.69	63.69

(\*) Avant affectation.

## SUD COMOË CAOUTCHOUC "SCC"

Capital : CFA 964,160,000

SCC est active en Côte d'Ivoire dans le secteur de la transformation de caoutchouc industriel.

### **Principales données**

Personnel permanent au 31 décembre 2021 : 383

<b>Production et vente</b>	<i>Réalisé</i>	<i>Réalisé</i>
<i>Au 31 décembre</i>	<b>2021</b>	<b>2020</b>
<b>Production (tonnes)</b>		
Caoutchouc	39,273	35,882
Chiffre d'affaires (milliers d'euros)	49,859	40,466
Résultat (milliers d'euros)	5,340	4,379
<b>Prix de vente moyen (EUR / kg)</b>		
Caoutchouc	1.26	1.12
Cours EUR / CFA	655.957	655.957

<b>Chiffres clés (millions de CFA)</b>	<b>2021</b>	<b>2020</b>
<i>Au 31 décembre</i>		
Actifs immobilisés	4,102	4,502
Actifs circulants	11,123	8,220
Capitaux propres (*)	7,800	7,297
Dettes, provisions et tiers (*)	7,426	5,425
Résultat de l'exercice	3,503	2,873
Résultat distribué	2,500	3,000
Participation indirecte de Socfinaf (%)	60.95	60.95

(\*) Avant affectation.

## PLANTATIONS SOCFINAF GHANA "PSG"

Capital : GHS 150,000,000

PSG est active au Ghana dans la production d'huile de palme et de caoutchouc.

### *Principales données*

<b>Surfaces (hectares)</b>		<b>Surface plantée</b>		
<i>Au 31 décembre 2021</i>		<i>Mature</i>	<i>Immature</i>	<i>Total</i>
Hévéa		386	556	942
Palmier		6,140	0	6,140
		<b>6,526</b>	<b>556</b>	<b>7,082</b>

Concessions : 18,303 ha

Personnel permanent au 31 décembre 2021 : 708

<b>Production et vente</b>	<b>Réalisé</b>	<b>Réalisé</b>
<i>Au 31 décembre</i>	<i>2021</i>	<i>2020</i>
<b>Production (tonnes)</b>		
Caoutchouc	347	0
Huile de palme	27,538	18,892
Chiffre d'affaires (milliers d'euros)	26,378	12,792
Résultat (milliers d'euros)	11,249	-3,608
<b>Prix de vente moyen (EUR / kg)</b>		
Caoutchouc	1.13	0.00
Huile de palme	0.93	0.67
Cours moyen EUR / GHS	6.87	6.42
Cours de clôture EUR / GHS	6.80	7.07

<b>Chiffres clés (milliers de GHS)</b>	<b>2021</b>	<b>2020</b>
<i>Au 31 décembre</i>		
Actifs immobilisés	475,665	487,593
Actifs circulants	62,178	29,725
Capitaux propres (*)	225,168	147,879
Dettes, provisions et tiers (*)	312,675	369,438
Résultat de l'exercice	77,289	-23,155
Participation de Socfinaf (%)	100	100

(\*) Avant affectation.

## OKOMU OIL PALM COMPANY

Capital : NGN 476,955,000

Okomu est active au Nigeria dans le secteur de la production et la transformation d'huile de palme et de caoutchouc.

### *Principales données*

<b>Surfaces (hectares)</b>	<b>Surface plantée</b>		
<b>Au 31 décembre 2021</b>	<b>Mature</b>	<b>Immature</b>	<b>Total</b>
Hévéa	5,649	1,374	7,023
Palmier	19,061	0	19,061
	<b>24,710</b>	<b>1,374</b>	<b>26,084</b>

Concessions : 33,113 ha

Personnel permanent au 31 décembre 2021 : 427

<b>Production et vente</b>	<b>Réalisé</b>	<b>Réalisé</b>
<b>Au 31 décembre</b>	<b>2021</b>	<b>2020</b>
<b>Production (tonnes)</b>		
Caoutchouc	9,285	7,341
Huile de palme	46,429	45,445
Chiffre d'affaires (milliers d'euros)	79,363	57,309
Résultat (milliers d'euros)	23,977	18,084
<b>Prix de vente moyen (EUR / kg)</b>		
Caoutchouc	1.27	0.97
Huile de palme	1.45	1.10
Cours moyen EUR / NGN	472	408
Cours de clôture EUR / NGN	468	466

<b>Chiffres clés (milliers de NGN)</b>	<b>2021</b>	<b>2020</b>
<b>Au 31 décembre</b>		
Actifs immobilisés	49,665,596	38,918,444
Actifs circulants	15,674,442	15,672,994
Capitaux propres (*)	39,416,748	34,588,973
Dettes, provisions et tiers (*)	25,923,291	20,002,466
Résultat de l'exercice	11,316,334	7,387,384
Résultat distribué	7,631,280	6,677,370
Dividende unitaire brut (NGN)	8.00	7.00
Participation de Socfinaf (%)	65.23	65.23

(\*) Avant affectation.

## SOCAPALM

Capital : CFA 45,757,890,000

Socapalm est active au Cameroun dans le secteur de la production et la transformation d'huile de palme et la culture d'hévéas.

### **Principales données**

<b>Surfaces (hectares)</b>	<b>Surface plantée</b>		
	<b>Mature</b>	<b>Immature</b>	<b>Total</b>
<b>Au 31 décembre 2021</b>			
Hévéa	2,079	0	2,079
Palmier	29,943	2,541	32,485
	<b>32,023</b>	<b>2,541</b>	<b>34,564</b>

Concessions : 58,063 ha

Personnel permanent au 31 décembre 2021 : 2,553

<b>Production et vente</b>	<b>Réalisé</b>	<b>Réalisé</b>
<b>Au 31 décembre</b>	<b>2021</b>	<b>2020</b>
<b>Production (tonnes)</b>		
Huile de palm	152,323	145,898
Caoutchouc	2,030	308
Chiffre d'affaires (milliers d'euros)	114,731	108,245
Résultat (milliers d'euros)	20,617	17,959
<b>Prix de vente moyen (EUR / kg)</b>		
Huile de palme	0.74	0.74
Caoutchouc	1.14	0.99
 Cours EUR / CFA	 655.957	 655.957

<b>Chiffres clés (millions de CFA)</b>	<b>2021</b>	<b>2020</b>
<b>Au 31 décembre</b>		
Actifs immobilisés	72,086	73,508
Actifs circulants	17,580	22,400
Capitaux propres (*)	71,120	75,098
Dettes, provisions et tiers (*)	18,546	20,810
Résultat de l'exercice	13,524	11,780
Résultat distribué	15,600	17,502
Participation de Socfinaf (%)	67.46	67.46

(\*) Avant affectation.

## SOCIETE ANONYME FORESTIERE ET AGRICOLE "SAFA"

Capital : EUR 4,040,400

Cette société de droit français détient 68.93% de Safacam S.A.

### SAFACAM

Capital : CFA 6,210,000,000

Safacam est active au Cameroun dans le secteur de la production et la transformation d'huile de palme et la culture d'hévéas.

#### Principales données

Surfaces (hectares)	Surface plantée		
Au 31 décembre 2021	Mature	Immature	Total
Hévéa	3,318	1,107	4,426
Palmier	5,251	76	5,327
	<b>8,569</b>	<b>1,183</b>	<b>9,752</b>

Concessions : 17,690 ha

Personnel permanent au 31 décembre 2021 : 2,421

Production et vente	Réalisé	Réalisé
Au 31 décembre	2021	2020
<b>Production (tonnes)</b>		
Huile de palme	16,945	16,543
Huile de palmiste	10,197	9,510
Caoutchouc	6,919	5,276
Chiffre d'affaires (milliers d'euros)	32,790	25,490
Résultat (milliers d'euros)	3,778	1,037
<b>Prix de vente moyen (EUR / kg)</b>		
Produits palmiers	1.39	1.20
Caoutchouc	1.33	1.07
 Cours EUR / CFA	655.957	655.957

Chiffres clés (millions de CFA)	2021	2020
Au 31 décembre		
Actifs immobilisés	22,633	23,154
Actifs circulants	9,184	6,552
Capitaux propres (*)	21,105	19,628
Dettes, provisions et tiers (*)	10,712	10,078
Résultat de l'exercice	2,478	680
Résultat distribué	2,479	689
Participation indirecte de Socfinaf (%)	69.05	69.05

(\*) Avant affectation.

## SOCIETE DES PALMERAIES DE LA FERME SUISSE "SPFS"

Capital : CFA 2,601,690,000

SPFS est une filiale de Socapalm à hauteur de 100%. SPFS est une société de raffinage d'huile de palme.

### **Principales données**

Personnel permanent au 31 décembre 2021 : 30

<i>Production et ventes</i>	<i>Réalisé</i>	<i>Réalisé</i>
<i>Au 31 décembre</i>	<i>2021</i>	<i>2020</i>
<b>Production (tonnes)</b>		
Oléine	8,431	5,405
Chiffre d'affaires (milliers d'euros)	9,445	8,587
Résultat (milliers d'euros)	500	16
<b>Prix de vente moyen (EUR / kg)</b>		
Huile raffinée conditionnée	1.44	1.44
Huile raffinée en vrac	1.23	1.06
Cours EUR / CFA	655.957	655.957
<b>Chiffres clés (millions de CFA)</b>		
<i>Au 31 décembre</i>	<i>2021</i>	<i>2020</i>
Actifs immobilisés	1,087	1,215
Actifs circulants	2,462	1,861
Capitaux propres	2,834	2,506
Dettes, provisions et tiers	715	569
Résultat de l'exercice	328	10
Participation indirecte de Socfinaf (%)	67.46	67.46

## AGRIPALMA

Capital : STN 156,094,090

Agripalma est une société active dans la production d'huile de palme sur l'île de São Tomé et Principe.

### *Principales données*

<b>Surfaces (hectares)</b>	<b>Surface plantée</b>		
<b>Au 31 décembre 2021</b>	<b>Mature</b>	<b>Immature</b>	<b>Total</b>
Palmier	2,100	0	2,100

Concessions : 4,917 ha

Personnel permanent au 31 décembre 2021 : 268

<b>Production et vente</b>	<b>Réalisé</b>	<b>Réalisé</b>
<b>Au 31 décembre</b>	<b>2021</b>	<b>2020</b>
<b>Production (tonnes)</b>		
Huile de palme	5,636	5,097
Chiffre d'affaires (milliers d'euros)	4,777	3,828
Résultat (milliers d'euros)	-1,878	-2,175
<b>Prix de vente moyen (EUR / kg)</b>		
Huile de palme	0.85	0.75
Cours moyen EUR / STN	24.50	24.50
Cours de clôture EUR / STN	24.50	24.50

<b>Chiffres clés (millions de STN)</b>	<b>2021</b>	<b>2020</b>
<b>Au 31 décembre</b>		
Actifs immobilisés	728	766
Actifs circulants	58	34
Capitaux propres	24	70
Dettes, provisions et tiers	762	730
Résultat de l'exercice	-46	-53
Participation indirecte de Socfinaf (%)	88.00	88.00

## BRABANTA

Capital : CDF 34,243,622,100

Brabanta est une société congolaise (RDC) active dans la production d'huile de palme.

### *Principales données*

<b>Surfaces (hectares)</b>		<b>Surface plantée</b>		
<i>Au 31 décembre 2021</i>		<i>Mature</i>	<i>Immature</i>	<i>Total</i>
Palmier		6,072	0	6,072

Concessions : 8,689 ha

Personnel permanent au 31 décembre 2021 : 2,584

<b>Production et vente</b>	<b>Réalisé</b>	<b>Réalisé</b>
<i>Au 31 décembre</i>	<i>2021</i>	<i>2020</i>
<b>Production (tonnes)</b>		
Huile de palme	15,993	20,438
Chiffre d'affaires (milliers d'euros)	13,117	12,050
Résultat (milliers d'euros)	-2,202	-350
<b>Prix de vente moyen (EUR / kg)</b>		
Huile de palme	0.82	0.59
Cours moyen EUR / CDF	2,351	2,117
Cours de clôture EUR / CDF	2,265	2,420

<b>Chiffres clés (millions de CDF)</b>	<b>2021</b>	<b>2020</b>
<i>Au 31 décembre</i>		
Actifs immobilisés	140,846	113,254
Actifs circulants	113,578	78,161
Capitaux propres (*)	71,047	43,168
Dettes, provisions et tiers (*)	183,377	148,246
Résultat de l'exercice	-5,175	-741
Participation de Socfinaf (en %)	99.80	99.80

(\*) Avant affectation.

## SOGESCOL FR

Capital : CHF 5,300,000

Sogescol FR est une société suisse qui commercialise du caoutchouc et de l'huile de palme.

L'exercice se clôture le 31 décembre 2021 par un bénéfice de USD 6,056,903. Le Conseil d'Administration proposera à l'Assemblée Générale des actionnaires une distribution de bénéfice à hauteur de USD 6,000,000.

	<b>2021</b>	<b>2020</b>
Cours moyen EUR / USD	1.18	1.15
Cours de clôture EUR / USD	1.13	1.23

<b>Chiffres clés (milliers de USD)</b>		
<i>Au 31 décembre</i>	<b>2021</b>	<b>2020</b>
Actifs immobilisés	1,034	1,088
Actifs circulants	51,544	36,307
Capitaux propres (*)	14,940	13,484
Dettes, provisions et tiers (*)	37,637	23,911
Résultat de l'exercice	6,057	3,759
Résultat distribué	6,000	4,600
Dividende unitaire brut (USD)	1,132	868
Participation de Socfinaf (%)	50.00	50.00

(\*) Avant affectation.

## SOCFINCO FR

Capital : CHF 1,300,000

Socfinco FR est une société suisse de services, d'études et de management de plantations agro-industrielles. Les interventions de Socfinco FR couvrent le secteur agro-industriel du palmier à huile et de l'hévéa.

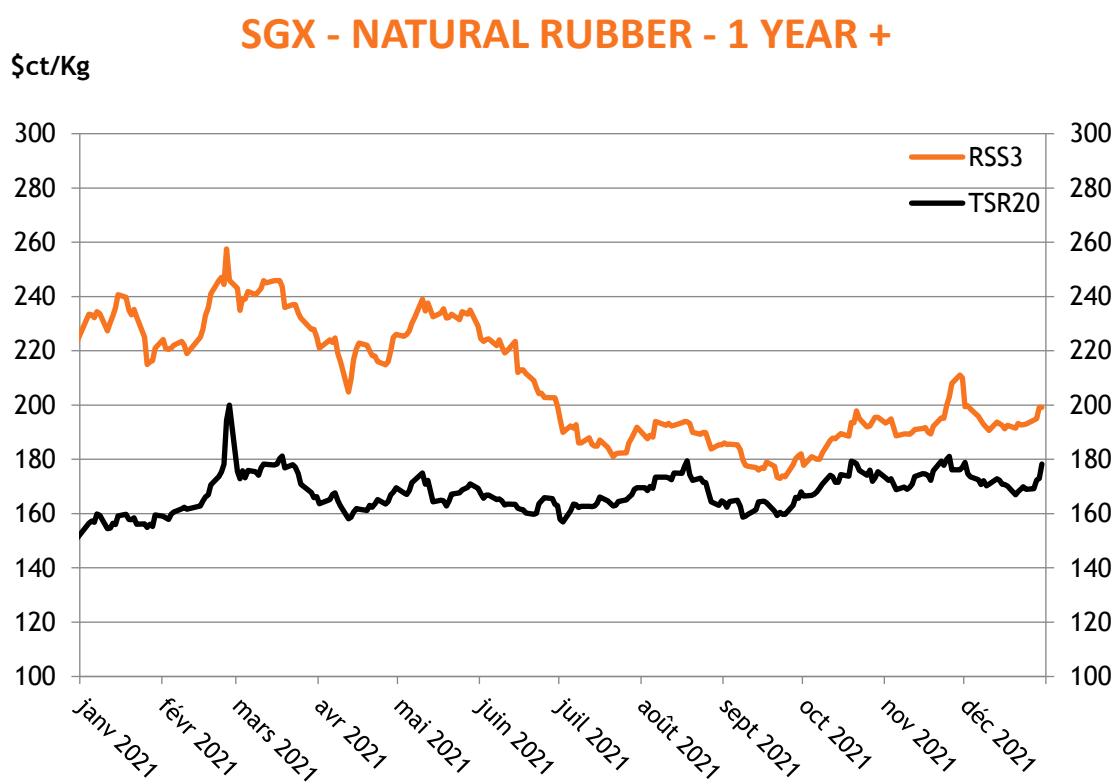
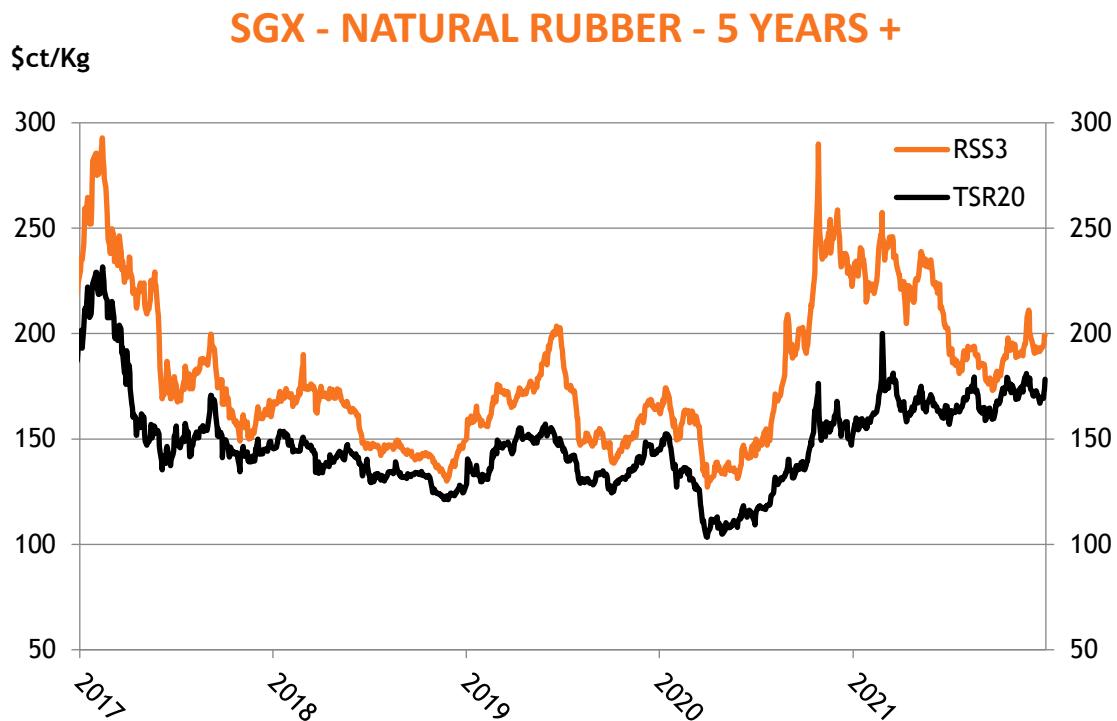
L'exercice clôturé au 31 décembre 2021 présente un résultat positif de EUR 6,288,105. Le Conseil d'Administration proposera à l'Assemblée Générale des actionnaires une distribution de bénéfice à hauteur de EUR 8,000,000.

<b>Chiffres clés (milliers d'euros)</b>		
<b>Au 31 décembre</b>	<b>2021</b>	<b>2020</b>
Actifs immobilisés	5,974	7,087
Actifs circulants	19,609	12,579
Capitaux propres (*)	15,598	11,310
Dettes, provisions et tiers (*)	9,985	8,356
Ventes et prestations	25,179	19,933
Résultat de l'exercice	6,288	1,535
Résultat distribué	8,000	2,000
Dividende unitaire brut (EUR)	6,154	1,538
Participation de Socfinaf S.A. (%)	50.00	50.00

(\*) Avant affectation.

# Marché international du caoutchouc et des huiles végétales

## 1. Caoutchouc



## Le marché international en 2021

La moyenne des cours du caoutchouc naturel (TSR20 1<sup>re</sup> position sur SGX) pour l'année 2021 s'est établie à USD 1,677/tonne FOB Singapour contre USD 1,317/tonne en 2020 soit une hausse de USD 360/tonne (+27%).

Convertie en Euro, la moyenne de l'année 2021 est de EUR 1,417/tonne contre EUR 1,154/tonne sur l'année 2020 soit une augmentation de 23%.

La hausse des cours du caoutchouc naturel, initiée dès le début du second semestre 2020, s'est poursuivie durant le premier trimestre 2021. Les cours ont très brièvement atteint les USD 2,000/tonne à la fin du mois de février avant de corriger suite à l'annonce du gouvernement chinois de vouloir contrôler la hausse des matières premières.

Sur le second semestre, les cours se sont stabilisés entre USD 1,600 et 1,800/tonne ne sortant de cette échelle de prix qu'à de très rares occasions.

La reprise de la demande de caoutchouc encouragée par les plans de relance économique ainsi que les campagnes de vaccination permettant une reprise de la mobilité dans les pays consommateurs, ont eu un impact haussier sur les cours et ceci dans un contexte de réduction de l'offre. Néanmoins, l'apparition des variants Delta au printemps et Omicron à l'automne imposant aux différents états des nouvelles mesures de confinement ou de restrictions impactant la mobilité ont limité la hausse des cours du caoutchouc naturel.

Les différentes mesures sanitaires ont également affecté la production de caoutchouc en limitant l'accès des saigneurs dans certains pays producteurs tels que la Thaïlande et la Malaisie. Le développement d'une maladie de l'hévéa en Indonésie a également limité les livraisons du second producteur mondial.

Des perturbations logistiques liées au manque d'espace sur les bateaux en provenance d'Asie ont provoqué des ruptures d'approvisionnement de caoutchouc naturel impactant les usines des pneumatiqiens aux Etats-Unis et en Europe. La très forte augmentation des taux de fret en sortie du sud-est asiatique a largement profité aux producteurs de caoutchouc naturel africains en termes de demande et de valorisation.

Les annonces faites en août par des constructeurs automobiles mettant à l'arrêt une partie de leurs chaînes de fabrication de véhicules en Europe et aux Etats-Unis suite à une pénurie de stock de semi-conducteurs ont eu un effet baissier sur les cours du caoutchouc. La forte contagiosité du variant Omicron a provoqué des vagues importantes de quarantaine, empêchant les usines productrices de pneus de tourner à pleine capacité, faute de travailleurs.

Dans ses dernières prévisions datées de décembre 2021, l'IRSG (International Rubber Study Group) estime désormais la production mondiale de caoutchouc naturel en 2021 à 13.79 millions de tonnes, en hausse de 5.7% par rapport à 2020 et la consommation mondiale à 13.88 millions de tonnes, en hausse de 9.4% par rapport à 2020. Par conséquent, l'IRSG estime un déficit de production mondiale de 90,000 tonnes, situation inédite depuis 2016.

La consommation mondiale en caoutchouc naturel a dépassé en 2021 les niveaux pré-covid de 2019 alors que la production mondiale en 2021 serait quasi identique à celle de 2019.

Le TSR20 1<sup>re</sup> position FOB Singapour sur SGX a clôturé l'année 2021 à USD 1,783/tonne.

## Perspectives 2022

Les cours du caoutchouc naturel en début d'année sont restés au-dessus des USD 1,700/tonne avec une moyenne sur les deux premiers mois de l'année atteignant USD 1,785/tonne contre USD 1,628/tonne sur la même période l'année dernière, soit une hausse de USD 157/tonne (+10%).

Les cours du caoutchouc naturel ont été soutenus au niveau des fondamentaux dans un contexte de reprise stimulée par les plans de relances économiques impactant positivement la demande tandis que l'offre continuerait d'être affectée par les problèmes de disponibilité de main d'œuvre dans les plantations et les maladies de l'hévéa en Indonésie.

Cependant, la pénurie de semi-conducteurs liée à la crise du fret continue d'impacter les chaînes de production des fabricants automobiles et par conséquent, ralentit la demande de caoutchouc pour les pneus de première monte.

Des taux de fret historiquement élevés en sortie du sud-est asiatique devraient persister toute l'année 2022 suite au manque de capacité de navires disponibles avec un retour à la normale prévu, au mieux, courant de l'année 2023. Dans ce contexte, depuis le début de l'année, le caoutchouc africain continue de garder un net avantage compétitif par rapport à ses concurrents asiatiques et, à l'approche de la période d'hivernage, bénéficie de primes substantielles par rapport au marché de référence de Singapour sur les grades homologués.

Fin février, les cours du caoutchouc ont franchi la barre des USD 1,800/tonne, niveau supérieur de l'échelle de prix (USD 1,600 - 1,800/tonne) dans laquelle ils ont oscillé pendant 1 an, pour atteindre USD 1,835/tonne. L'invasion russe en Ukraine ayant poussé le pétrole au-dessus des USD 100/baril et la crainte de rupture des livraisons de caoutchouc synthétique en provenance de la Russie ont soutenu les cours du caoutchouc naturel.

Tout comme en 2021, la Chine pourrait intervenir sur les marchés afin d'éviter des hausses trop importantes des cours des matières premières et un impact négatif sur sa croissance économique.

Le contexte géopolitique lié au conflit russe-ukrainien influencera les cours des matières premières, caoutchouc naturel compris. En cas de conflit prolongé impactant la reprise économique mondiale, le risque de « stagflation » combinant une forte inflation à une croissance économique faible est réel et pourrait peser sur les cours du caoutchouc. Des usines de pneumatiens pourraient réduire leur production suite au manque d'approvisionnement en matières premières nécessaires à la fabrication des pneus.

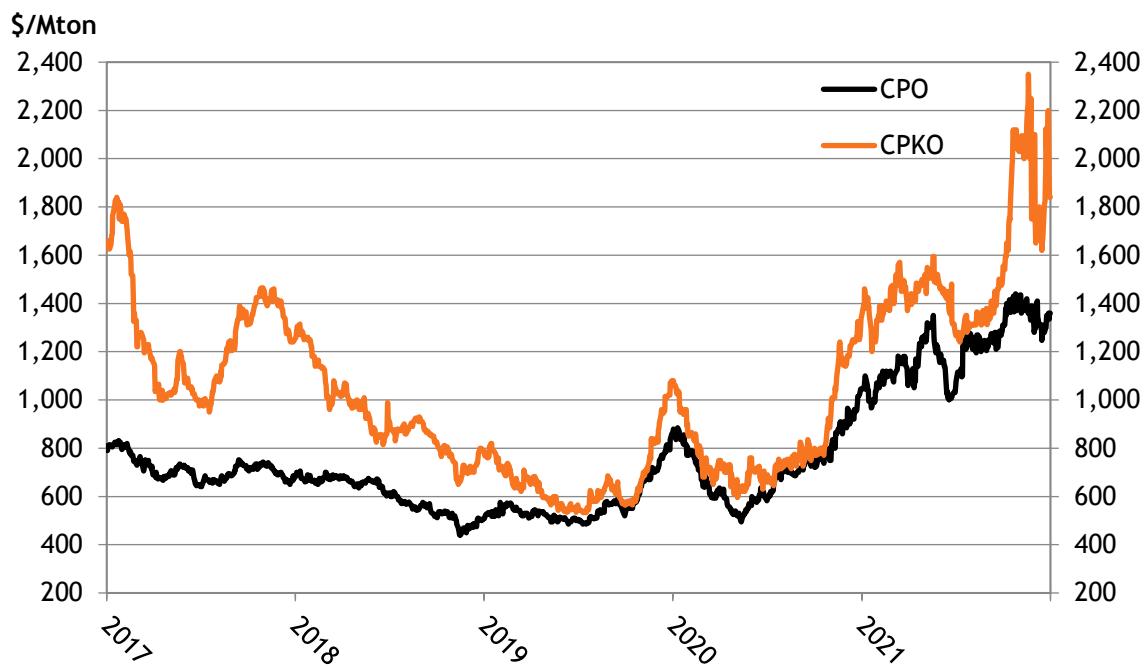
L'incertitude liée à l'évolution de la pandémie continuera d'influencer l'évolution des cours du caoutchouc en fonction de l'efficacité des politiques de vaccination dans le monde, de l'apparition de nouveaux variants et d'une possible détérioration de la situation sanitaire pouvant affecter la mobilité.

Selon les prévisions de l'IRSG, la consommation et la production mondiale seraient quasi à l'équilibre en 2022. L'offre mondiale de caoutchouc naturel s'élèverait à 14.27 millions de tonnes (+3.5% par rapport à 2021) et la demande mondiale à 14.29 millions de tonnes (+3% par rapport à 2021). L'IRSG prévoit un déficit de production de 21,000 tonnes en 2022 contre 90,000 tonnes en 2021.

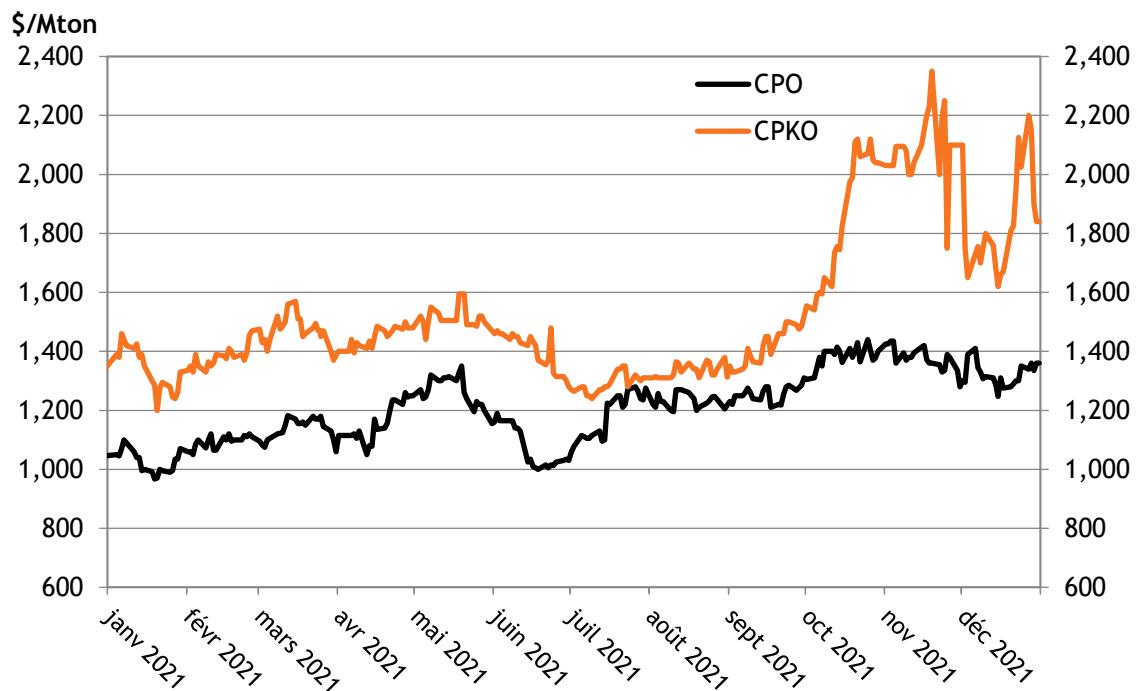
Le TSR20 1<sup>re</sup> position FOB Singapour sur SGX cote au 9 mars 2022 à USD 1,803/tonne.

## 2. Huiles végétales

### CIF ROTTERDAM - PALM OILS - 5 YEARS +



### CIF ROTTERDAM - PALM OILS - 1 YEAR +



**Production mondiale d'huile de palme en millions de tonnes**  
 (source : Oil World)

	2022 (*)	2021 (*)	2020	2019	2018	2017	2015	2005	1995
Indonésie	47.1	45.2	42.8	44.2	41.6	36.8	33.4	14.1	4.2
Malaisie	19.1	18.2	19.1	19.9	19.5	19.9	20.0	15.0	7.8
Autres	13.7	13.0	12.2	12.4	11.9	11.2	9.1	4.8	3.2
<b>TOTAL</b>	<b>79.9</b>	<b>76.4</b>	<b>74.1</b>	<b>76.5</b>	<b>73.0</b>	<b>67.9</b>	<b>62.5</b>	<b>33.9</b>	<b>15.2</b>

(\*) Estimation.

**Production des principales huiles en millions de tonnes**  
 (source : Oil World)

	Oct 2021 to Sep 2022 (*)	2021 (*)	2020	2019	2018	2017	2015	2005	1995
Palme	79.9	76.4	74.1	76.5	73.0	67.9	62.5	33.9	15.2
Soja	61.6	59.4	58.6	56.8	56.8	53.9	48.8	33.6	20.2
Colza	25.3	27.1	25.3	24.9	25.6	25.4	26.3	16.2	10.8
Tournesol	21.9	18.9	21.3	20.7	19.0	19.0	15.1	9.7	8.7
Palmiste	8.3	7.9	7.8	8.1	7.7	7.2	6.8	4.0	2.0
Coton	4.5	4.4	4.6	4.6	4.7	4.2	4.7	5.0	3.9
Arachide	4.5	4.2	4.2	3.7	4.0	4.2	3.7	4.5	4.3
Coprah	3.0	2.7	2.6	2.9	2.9	2.4	2.9	3.2	3.3
<b>TOTAL</b>	<b>209.0</b>	<b>201.0</b>	<b>198.5</b>	<b>198.2</b>	<b>193.7</b>	<b>184.2</b>	<b>170.8</b>	<b>110.1</b>	<b>68.4</b>

(\*) Estimation.

### Le marché international en 2021

La moyenne des cours de l'huile de palme brute CIF Rotterdam pour l'année 2021 est de USD 1,195/tonne contre USD 715/tonne en 2020.

L'année 2020 avait été marquée par la pandémie de Covid-19 qui a fortement perturbé le marché des matières premières. Avec les mesures de confinement et l'arrêt de pans entiers de l'économie, la demande en huile de palme avait brutalement ralenti et les prix s'étaient effondrés, passant sous le seuil des 500 USD/tonne en mai 2020.

A partir du second semestre 2020, les cours de l'huile de palme ont connu un rebond spectaculaire qui s'est poursuivi tout au long de l'année 2021.

En effet, la pandémie et les mesures de confinement ont également impacté l'offre d'huile de palme au niveau mondial. Les restrictions de circulation ont entraîné des problèmes de pénurie de main d'œuvre dans certaines régions d'Asie du Sud-Est entravant le processus de récolte. Ainsi, les travailleurs étrangers qui représentent près de 70% de la main d'œuvre dans les plantations en Malaisie, n'ont pu se rendre dans le pays, ce qui a fortement perturbé les travaux de récolte.

A cela s'ajoute une baisse des rendements provoquée par une réduction de l'utilisation des engrangements et par un possible vieillissement de certains vergers, conséquence directe des bas niveaux de prix de ces dernières années.

Cette contraction de l'offre, conjuguée à un retour massif de la demande au sortir des mesures de confinement, a entraîné une hausse très importante des cours de l'huile de palme. Le prix de l'huile de palme CIF Rotterdam est ainsi passé de USD 500/tonne en mai 2020 à plus de USD 1,300/tonne en mai 2021, soit une hausse de 160% en un an.

Durant cette période, l'huile de palme a par ailleurs bénéficié de la hausse des cours du soja, portés par une très forte demande de la Chine pour le soja américain. Dans le même temps, les exportations d'huile de palme vers l'Inde, la Chine ou le Pakistan se sont intensifiées, accentuant la pression sur les stocks des pays producteurs.

Cependant, les perspectives de hausse des productions, le ralentissement des exportations et la baisse des cours du soja ont fait flétrir les cours de l'huile de palme au mois de juin. Le CPO CIF Rotterdam se rapprochait alors des USD 1,000/tonne.

Les inquiétudes liées aux pénuries de main d'œuvre en Malaisie et la diffusion de prévisions de production moins élevées que prévues pour le second semestre, ont fait repartir les cours à la hausse dès le mois de juillet.

Au 31 décembre 2021, le CPO CIF Rotterdam s'échangeait aux alentours des USD 1,350/tonne et cote le 15 mars 2022 aux alentours des USD 1,775/tonne.

### Perspectives 2022

Après avoir connu une baisse inédite en 2020, la production d'huile de palme a augmenté en 2021 pour s'établir autour de 76.4 millions de tonnes. La hausse devrait se poursuivre en 2022 avec une production attendue proche des 80 millions de tonnes, selon les analystes.

En effet le recours plus appuyé aux engrains (favorisé par les prix plus rémunérateurs de ces derniers mois), et la levée des restrictions de circulation permettant un retour de la main d'œuvre en champs, devraient permettre d'améliorer les rendements et d'augmenter la production.

Plusieurs incertitudes pèsent toutefois sur la reprise de la production d'huile de palme. Les autorités malaises ont travaillé sur un plan pour accélérer le retour des travailleurs étrangers sur les plantations, mais des questions subsistent sur sa mise en œuvre. De plus, la flambée des prix des engrains et l'allongement des délais d'acheminement de ces derniers pourraient limiter la hausse attendue des rendements.

L'Indonésie, premier producteur et premier exportateur mondial, s'inquiète quant à elle, pour son marché intérieur et a donc décidé fin janvier de restreindre ses exportations d'huile de palme, tandis que la demande mondiale grimpe. Ce resserrement de l'offre a contribué à une accélération de la hausse des cours au mois de février.

Fin février, le conflit russe-ukrainien, a mis le marché des huiles végétales en ébullition. A elle seule, l'Ukraine fournit plus de 50% de la production mondiale d'huile de tournesol, à destination de l'alimentation ou des biocarburants. Le conflit fait donc peser une grande incertitude sur l'approvisionnement en huile de tournesol, conduisant les acheteurs à se tourner vers des huiles végétales alternatives : soja, colza, palme dont les cours se sont envolés.

Début mars, le CPO CIF Rotterdam franchissait ainsi la barre historique des USD 2,000/tonne, soit une hausse de près de 50% depuis le début de l'année.

L'offre globale d'huiles végétales sur les marchés devrait donc jouer un rôle déterminant dans l'évolution des cours de l'huile de palme en 2022. La flambée des cours du pétrole, avec un baril qui a franchi début mars la barre des USD 100, rend également l'huile de palme plus attrayante comme matière première pour le biodiesel.

Enfin, les craintes liées à la pandémie ne sont pas totalement dissipées. L'apparition de nouveaux variants ou la mise en place de nouvelles restrictions ne peuvent pas être écartées et pourraient une nouvelle fois bousculer les fondamentaux, et impacter l'offre tout autant que la demande.

Le cours de l'huile de palme brute CIF Rotterdam cote au 9 mars 2022 aux alentours des USD 2,000/tonne.

## Environnement et responsabilité sociale

Le 30 mars 2022, le Groupe a approuvé la mise à jour de sa politique de gestion responsable renouvelée et renforcée en 2021 afin de répondre aux éléments de la politique de GPSNR (Global Platform for Sustainable Natural Rubber). Cette politique de gestion responsable se base sur les 3 piliers d'engagement du Groupe, en parallèle de son engagement spécifique de transparence : le développement rural, les travailleurs et les communautés locales, et l'environnement. Ces engagements constituent la base d'initiatives clés visant à améliorer les performances économiques à long terme, le bien-être social, la santé, la sécurité et la gestion des ressources naturelles.

Un plan d'implémentation de cette politique a été défini et mis en œuvre tout au long de l'exercice 2021.

Les efforts et actions entreprises par le Groupe Socfin en la matière sont détaillés dans un tableau de bord régulièrement mis à jour ainsi que dans un rapport annuel distinct (« Rapport développement durable »).

La politique de gestion responsable, le tableau de bord ainsi que le rapport annuel de développement durable sont disponibles sur le site web du Groupe.

# Chiffres clés

## 1. Indicateurs d'activités

<i>Superficies (hectares)</i>	<i>Hévéa</i>	<i>Palmier</i>
<b>Au 31 décembre 2021</b>		
Immatures (par année de planting)		
2021	622	1,480
2020	1,000	1,105
2019	1,373	32
2018	2,189	0
2017	1,909	0
2016	1,479	0
2015	1,233	0
2014	980	0
2013	186	0
2012	172	0
2011	110	0
2010	16	0
<b>Total immatures</b>	<b>11,270</b>	<b>2,617</b>
Jeunes (de 8 à 11 ans)	12,528	(de 4 à 7 ans) 25,707
Matures (de 12 à 22 ans)	15,157	(de 8 à 18 ans) 36,862
Vieux (plus de 22 ans)	8,984	(plus de 18 ans) 25,818
<b>Total en production</b>	<b>36,669</b>	<b>88,387</b>
<b>TOTAL</b>	<b>47,940</b>	<b>91,004</b>

<i>Superficies (hectares)</i>	<i>2021</i>	<i>2020</i>	<i>2019</i>	<i>2018</i>	<i>2017</i>
Palmier	91,004	91,207	91,220	91,099	88,994
Hévéa	47,940	48,146	48,361	48,071	47,890
<b>TOTAL</b>	<b>138,944</b>	<b>139,353</b>	<b>139,581</b>	<b>139,170</b>	<b>136,884</b>

<i>Production</i>	<i>2021</i>	<i>2020</i>	<i>2019</i>	<i>2018</i>	<i>2017</i>
<b><i>Huile de palme (tonnes)</i></b>	<b>355,924</b>	<b>321,348</b>	<b>278,979</b>	<b>262,075</b>	<b>235,656</b>
Production propre	309,149	285,726	244,551	231,522	210,927
Achats aux tiers	46,775	35,623	34,428	30,554	24,730
<b><i>Caoutchouc (tonnes)</i></b>	<b>151,848</b>	<b>144,456</b>	<b>147,851</b>	<b>129,703</b>	<b>114,969</b>
Production propre	55,450	48,972	53,749	47,753	48,672
Achats aux tiers	96,397	95,484	94,102	81,950	66,297
<b><i>Semences (milliers)</i></b>	<b>3,362</b>	<b>1,413</b>			
Production propre	3,362	1,413			

<b>Chiffre d'affaires (millions d'euros)</b>	<b>2021</b>	<b>2020</b>	<b>2019</b>	<b>2018</b>	<b>2017</b>
Palmier	327	241	210	206	192
Hévéa	196	157	163	136	155
Autres produits agricoles	1	1	0	0	0
Autres	3	4	3	3	3
<b>TOTAL</b>	<b>527</b>	<b>403</b>	<b>376</b>	<b>345</b>	<b>350</b>

<b>Personnel</b>	<b>2021</b>	<b>2020</b>	<b>2019</b>	<b>2018</b>	<b>2017</b>
Effectifs moyens	24,596	23,291	24,166	22,707	22,113

## 2. Chiffres clés du compte de résultat consolidé et du tableau des flux de trésorerie consolidés

<b>(millions d'euros)</b>	<b>2021</b>	<b>2020</b>	<b>2019</b>	<b>2018</b>	<b>2017</b>
Chiffre d'affaires	527	403	376	345	350
Résultat opérationnel	143	56	47	42	75
Résultat attribuable aux propriétaires de la société mère	72	-4	4	5	22
Flux net de trésorerie provenant des activités opérationnelles	154	91	65	91	123
Flux de trésorerie libre *	93	30	9	6	44

\* Flux de trésorerie libre = flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles + flux de trésorerie provenant des activités d'investissement.

## 3. Chiffres clés de l'état de la situation financière consolidée

<b>(millions d'euros)</b>	<b>2021</b>	<b>2020</b>	<b>2019</b>	<b>2018</b>	<b>2017</b>
Actifs biologiques producteurs	366	364	405	405	379
Autres actifs non-courants	316	290	304	302	280
Actifs courants	209	171	169	140	128
Capitaux propres totaux	436	334	385	383	371
Passifs non-courants	274	182	197	142	151
Passifs courants	180	310	298	323	265

## Données boursières

(euros)	2021	2020	2019	2018	2017
Nombre d'actions	17,836,650	17,836,650	17,836,650	17,836,650	17,836,650
Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la société mère	315,276,676	224,895,450	272,328,282	272,815,410	263,538,857
Résultat net par action non diluée	4.04	-0.22	0.22	0.27	1.23
Dividende par action	0.00	0.00	0.00	0.00	0.10
Cours de bourse					
minimum	8.10	7.00	8.2	10.90	15.61
maximum	12.40	12.60	12.2	16.90	19.75
clôture	12.00	11.10	12	11.40	16.10
Capitalisation boursière *	214,039,800	197,986,815	214,039,800	203,337,810	287,170,065
Dividendes distribués / Résultat attribuable aux propriétaires de la société mère	N.a.	N.a.	N.a.	N.a.	8.13%
Dividendes / capitalisation boursière	N.a.	N.a.	N.a.	N.a.	0.62%
Cours de bourse / résultat net par action non diluée	2.97	-51.03	55.60	42.68	13.09

\* La capitalisation boursière résulte de la multiplication du nombre d'actions par le cours de bourse à la clôture.

## Faits marquants de l'exercice

- Liquidation de Gaummes, Socfin Green Energy et Socfin Research.

# Déclaration sur la gouvernance d'entreprise

## 1. Introduction

Socfinaf est attentive à l'évolution des dix principes de gouvernance d'entreprise de la Bourse de Luxembourg. Elle s'engage à fournir les explications nécessaires à la bonne compréhension du fonctionnement de la Société.

La gouvernance d'entreprise est un ensemble de principes et de règles dont l'objectif principal est de contribuer à la création de valeur à long terme. Elle permet notamment au Conseil d'Administration de promouvoir les intérêts de la Société et de ses actionnaires, tout en mettant en place des systèmes performants de contrôle, de gestion des risques et de conflits d'intérêts.

## 2. Charte de gouvernance d'entreprise

Le Conseil d'Administration a adopté la charte de gouvernance d'entreprise en date du 21 novembre 2018. Elle a été mise à jour le 30 mars 2022 et est disponible sur le site web du Groupe.

## 3. Conseil d'Administration

### Composition of the Board of Directors

Nom	Nationalité	Année de naissance	Fonction	Première nomination	Echéance du mandat
M. Hubert Fabri	Belge	1952	Président <sup>(a)</sup>	AGO 1981	AGO 2022
M. Vincent Bolloré	Française	1952	Administrateur <sup>(a)</sup>	AGO 1993	AGO 2023
Bolloré Participations SE represented by M. Cyrille Bolloré	Française	1985	Administrateur <sup>(a)</sup>	AGO 2018	AGO 2024
M. Gbenga Oyebode	Nigériane	1959	Administrateur <sup>(a)</sup>	AGO 2011	AGO 2023
M. François Fabri	Belge	1984	Administrateur délégué <sup>(b)</sup>	AGO 2014	AGO 2026
M. Philippe Fabri	Belge	1988	Administrateur <sup>(b)</sup>	AGO 2020	AGO 2026
M. Frédéric Lemaire	Belge	1970	Administrateur <sup>(c)</sup>	AGO 2019	AGO 2025

(a) Administrateur dépendant non-exécutif

(b) Administrateur dépendant exécutif

(c) Administrateur indépendant

Le mandat de Monsieur Hubert Fabri, administrateur sortant, vient à échéance cette année. Le Conseil proposera à la prochaine Assemblée Générale le renouvellement de ce mandat pour une durée de six ans, venant à expiration au cours de l'Assemblée Générale ordinaire de 2028.

D'autre part, le Conseil d'Administration prend acte de la démission de Messieurs Fulgence Koffy, Philippe de Traux et Luc Boedt de leur mandat d'Administrateur. Il ne sera pas proposé à l'Assemblée Générale de pourvoir à leur remplacement.

## Autres mandats exercés par les mandataires sociaux dans des sociétés cotées

### **Hubert Fabri**

*Président*

#### *Fonctions et mandats exercés dans des sociétés luxembourgeoises*

- Président et Administrateur du Conseil d'Administration de Société Financière des Caoutchoucs "Socfin", Socfinaf et Socfinasia.

#### *Fonctions et mandats exercés dans des sociétés étrangères*

- Président et Administrateur du Conseil d'Administration de Palmeraies de Mopoli ;
- Vice-Président de Société des Caoutchoucs du Grand Bereby "SOGB" ;
- Vice-Président et membre du Conseil de Surveillance de Compagnie du Cambodge ;
- Administrateur de Compagnie de l'Odet, Financière Moncey, Okomu Oil Palm Company, S.A.F.A. Cameroun "Safacam", Société Industrielle et Financière de l'Artois et La Forestière Equatoriale ;
- Représentant permanent d'Administration and Finance Corporation "AFICO" au Conseil de Société Camerounaise de Palmeraies "Socapalm".

### **Vincent Bolloré**

*Administrateur*

#### *Fonctions et mandats exercés dans des sociétés luxembourgeoises*

- Administrateur de Société Financière des Caoutchoucs "Socfin", Socfinaf et Socfinasia.

#### *Fonctions et mandats exercés dans des sociétés étrangères*

- Président directeur général de Compagnie de l'Odet ;
- Vice-Président de Société des Caoutchoucs du Grand Bereby "SOGB" ;
- Administrateur de Compagnie de l'Odet ;
- Représentant permanent de Bolloré Participations aux Conseils d'Administration de S.A.F.A. Cameroun "Safacam", Société des Caoutchoucs du Grand Bereby "SOGB" et Société Camerounaise de Palmeraies "Socapalm".

### **Bolloré Participations SE**

*Administrateur*

#### *Fonctions et mandats exercés dans des sociétés luxembourgeoises*

- Administrateur de Socfinaf.

#### *Fonctions et mandats exercés dans des sociétés étrangères*

- Membre du Conseil de Surveillance de la Compagnie du Cambodge ;
- Administrateur de Bolloré, Compagnie des Tramways de Rouen, Société des Chemins de Fer et Tramways du Var et du Gard, Société des Caoutchoucs du Grand Bereby "SOGB", Société Industrielle et Financière de l'Artois, Financière Moncey, S.A.F.A. Cameroun "Safacam" et Société Camerounaise de Palmeraies "Socapalm".

### **Gbenga Oyebode**

*Administrateur*

#### *Fonctions et mandats exercés dans des sociétés luxembourgeoises*

- Administrateur de Socfinaf.

#### *Fonctions et mandats exercés dans des sociétés étrangères*

- Président de Okomu Oil Palm Company et de PZ Cussons Nigeria ;
- Administrateur de Nestlé Nigeria et Lafarge Africa.

**François Fabri**  
**Administrateur délégué**

*Fonctions et mandats exercés dans des sociétés luxembourgeoises*

- Administrateur de Société Financière des Caoutchoucs "Socfin", Socfinaf et Socfinasia ;
- Administrateur délégué de Socfinaf.

*Fonctions et mandats exercés dans des sociétés étrangères*

- Représentant permanent d'Administration and Finance Corporation "AFICO" au Conseil de Société des Caoutchoucs du Grand Bereby "SOGB" et de Société Industrielle et Financière de l'Artois ;
- Administrateur délégué de Palmeraies de Mopoli ;
- Administrateur de S.A.F.A. Cameroun "Safacam" et Société Camerounaise de Palmeraies "Socapalm".

**Philippe Fabri**  
**Administrateur**

*Fonctions et mandats exercés dans des sociétés luxembourgeoises*

- Administrateur de Société Financière des Caoutchoucs "Socfin", Socfinaf et Socfinasia ;
- Administrateur délégué de Société Financière des Caoutchoucs "Socfin".

*Fonctions et mandats exercés dans des sociétés étrangères*

- Membre du Conseil de Surveillance de Palmeraies de Mopoli ;
- Représentant permanent de Société Anonyme Forestière et Agricole "SAFA" au Conseil de S.A.F.A Cameroun "Safacam".

**Frédéric Lemaire**  
**Administrateur**

*Fonctions et mandats exercés dans des sociétés luxembourgeoises*

- Administrateur de Socfinaf.

**Nominations des Administrateurs**

Le Conseil d'Administration propose à l'Assemblée Générale des actionnaires la nomination des Administrateurs. Il spécifie le terme du mandat et vérifie que l'Administrateur réponde aux critères d'indépendance.

En cas de vacance par décès ou suite à une démission d'un ou plusieurs Administrateurs, les Administrateurs restants procèderont à des cooptations à titre provisoire. Ces cooptations seront soumises à l'approbation de l'Assemblée Générale des actionnaires lors de sa prochaine réunion. L'Administrateur nommé en remplacement d'un autre terminera le mandat de son prédécesseur.

**Rôle et compétences du Conseil d'Administration**

Le Conseil d'Administration est l'organe qui est responsable de la gestion de la Société et du contrôle de la gestion journalière. Il agit dans l'intérêt social de la Société.

Le Conseil d'Administration veille à disposer de toutes les ressources financières et humaines et veille à mettre en place toutes les structures nécessaires pour atteindre ses objectifs et assurer la création de valeur à long terme.

Les statuts de la Société confèrent au Conseil d'Administration le pouvoir d'accomplir tous les actes nécessaires à la réalisation de l'objet social.

**Rapport d'activité des réunions du Conseil d'Administration**

### **Nombre de réunions annuelles**

Au minimum deux pour les évaluations de fin et de mi-exercice. Au cours de l'exercice 2021, le Conseil d'Administration s'est réuni 4 fois.

### **Points généralement abordés**

Situations comptables périodiques ;  
Mouvements de portefeuille ;  
Inventaire et évaluation du portefeuille ;  
Evolution des participations significatives ;  
Rapport de gestion ;  
Projets d'investissement ;  
Responsabilité sociale, sociétale et environnementale.

### **Taux moyen de présence des Administrateurs**

- 2021 : 83%
- 2020 : 85%
- 2019 : 71%
- 2018 : 84%
- 2017 : 78%

## **4. Les Comités du Conseil d'Administration**

### **4.1. Comité d'Audit**

Le Comité est composé de trois membres dont deux indépendants et l'un d'eux a été désigné en qualité de Président du Comité d'Audit. Le mandat est d'une durée d'un an et les membres sont rééligibles. Ce Comité d'Audit, ainsi composé, est effectif avec effet à la date du 1<sup>er</sup> janvier 2022 et a été en charge de la supervision de l'élaboration de l'information financière concernant l'année 2021.

Le Conseil d'Administration a proposé de le constituer de la manière suivante :

Monsieur Frédéric Lemaire (administrateur indépendant) - Président  
Madame Valérie Hortefeux (membre indépendante)  
Monsieur Philippe Fabri (administrateur)

La nomination des membres non administrateurs sera confirmée au cours de l'Assemblée Générale des actionnaires du 31 mai 2022.

Le Comité d'Audit assiste le Conseil d'Administration dans sa fonction de surveillance et se charge du suivi du processus d'élaboration de l'information financière, du suivi du processus d'audit, de l'analyse et du contrôle des risques financiers.

Le Comité d'Audit se réunit trois fois par an.

### **4.2. Comité de Nomination et de Rémunération**

Les rémunérations de la Direction opérationnelle de Socfinaf sont fixées par les actionnaires de référence. Le Conseil d'Administration ne juge pas nécessaire la constitution d'un Comité de Rémunération. De même, pour des raisons pragmatiques et en raison de la taille de la Société, le Conseil d'Administration a choisi de ne pas constituer de Comité de Nomination.

## 5. Remunerations

Le montant de la rémunération allouée aux membres du Conseil d'Administration de Socfinaf au titre de l'exercice 2021 s'élève à EUR 863,648 contre EUR 890,630 pour l'exercice 2020.

Les Administrateurs de Socfinaf n'ont bénéficié d'aucun autre paiement en actions (stock-options).

## 6. Notification de l'actionnariat

Le 31 décembre 2014, Socfinaf a émis 1,474,200 actions nouvelles portant le nombre total d'actions émises à 17,854,200. Toutes les déclarations déposées entre le 1<sup>er</sup> juillet 2011 et le 31 décembre 2014 se rapportent à l'ancien nombre d'actions et à l'ancien nombre de droits de vote, c'est-à-dire à 16,380,000.

Actionnaire	Nombre de titres détenus =	Pourcentage détenu	Date de la notification
	Nombre de droits de vote		
Socfin L-1650 Luxembourg	10,497,046	58.85	01/02/2017
Bolloré (a) F-29500 Ergué Gaberic	80,642	0.49 (b)	03/09/2014
Compagnie du Cambodge (a) F-92800 Puteaux	1,157,929	7.07 (b)	03/09/2014
Société Industrielle et Financière de l'Artois (a) F-92800 Puteaux	176,636	1.08 (b)	03/09/2014
Compagnie des Glénans (a) F-29500 Ergué Gaberic	58,993	0.36 (b)	03/09/2014
<b>Total Bolloré (toutes catégories confondues, basé sur les droits de vote agrégés)</b>	<b>1,474,200</b>	<b>9.00 (b)</b>	

(a) = sociétés contrôlées par Vincent Bolloré.

(b) = avant augmentation de capital du 31 décembre 2014.

## 7. Calendrier financier

31 mai 2022	Assemblée Générale Ordinaire à 10h
Fin septembre 2022	Résultats semestriels sociaux et consolidés au 30 juin 2022
Mi-novembre 2022	Déclaration intermédiaire de la Direction du 3 <sup>ème</sup> trimestre 2022
Fin mars 2023	Résultats annuels sociaux au 31 décembre 2022
Fin avril 2023	Résultats annuels consolidés au 31 décembre 2022
Mi-mai 2023	Déclaration intermédiaire de la Direction du 1 <sup>er</sup> trimestre 2023
31 mai 2023	Assemblée Générale Ordinaire à 10h

Les résultats de la Société sont communiqués sur le site de la Bourse de Luxembourg [www.bourse.lu](http://www.bourse.lu) dans la rubrique « OAM » et sur le site de la Société [www.socfin.com](http://www.socfin.com).

## **8. Audit externe**

Réviseur d'entreprises agréé  
Ernst & Young S.A. « EY »  
35E Avenue John F. Kennedy  
L-1855 Luxembourg.

En 2021, les honoraires d'audit s'élèvent à EUR 683,798 TVAC.

Les honoraires d'audit comprennent le total des honoraires d'audit versés au réviseur du Groupe ainsi qu'aux sociétés membres de leur réseau pour la période. Aucune prestation de consultance ou autres services non-audit n'ont été rendus par ces sociétés en 2021.

## **9. Responsabilité sociale, sociétale et environnementale**

Le 30 mars 2022, le Groupe a approuvé la mise à jour de sa politique de gestion responsable renouvelée et renforcée en 2021 afin de répondre aux éléments de la politique de GPSNR (Global Platform for Sustainable Natural Rubber). Cette politique de gestion responsable se base sur les 3 piliers d'engagement du Groupe, en parallèle de son engagement spécifique de transparence : le développement rural, les travailleurs et les communautés locales, et l'environnement. Ces engagements constituent la base d'initiatives clés visant à améliorer les performances économiques à long terme, le bien-être social, la santé, la sécurité et la gestion des ressources naturelles.

Un plan d'implémentation de cette politique a été défini et mis en œuvre tout au long de l'exercice 2021.

Les efforts et actions entreprises par le Groupe Socfin en la matière sont détaillés dans un tableau de bord régulièrement mis à jour ainsi que dans un rapport annuel distinct (« Rapport développement durable »).

La politique de gestion responsable, le tableau de bord ainsi que le rapport annuel de développement durable sont disponibles sur le site web du Groupe.

## **10. Autres informations**

En application du règlement d'exécution 2016/347 de la Commission européenne du 10 mars 2016 précisant les modalités de mises à jour des listes d'initiés, une liste d'initiés a été dressée et est tenue continuellement à jour. Les personnes concernées ont été informées de leur inscription sur cette liste.

## Déclaration de conformité

M. Philippe Fabri, Administrateur et M. Daniel Haas, Directeur Comptable, indiquent que, à leur connaissance :

- (a) les états financiers consolidés au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2021 préparés suivant les normes internationales d'informations financières telles qu'adoptées par l'Union Européenne donnent une image fidèle et honnête des éléments d'actif et de passif, de la situation financière et des profits ou pertes de la société Socfinaf et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et
- (b) que le rapport de gestion présente fidèlement l'évolution et les résultats de la Société, la situation de l'émetteur et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation et une description des principaux risques et incertitudes auxquels ils sont confrontés.

# Rapport de gestion consolidé

**Rapport de gestion sur les états financiers consolidés  
présenté par le Conseil d'Administration à l'Assemblée Générale  
Ordinaire des actionnaires du 31 mai 2022**

Mesdames, Messieurs,

## **ETATS FINANCIERS CONSOLIDÉS**

Les états financiers consolidés au 31 décembre 2021 intègrent aux comptes annuels de Socfinaf S.A. toutes les filiales et sociétés associées directes et indirectes, dont le détail est donné dans la Note 2 de l'annexe aux états financiers consolidés.

Comme indiqué dans la Note 1 de l'annexe relative aux méthodes comptables, les états financiers consolidés ont été préparés conformément aux normes internationales d'information financière ou IFRS telles qu'adoptées par l'Union Européenne. Socfinaf S.A. (le Groupe) a adopté le référentiel IFRS pour la première fois en 2005 et toutes les normes applicables au 31 décembre 2021 et concernant le Groupe ont été mises en œuvre.

## **Résultats consolidés**

Pour l'exercice 2021 le résultat consolidé « Part du Groupe » s'inscrit à 72.0 millions d'euros contre -3.9 millions d'euros en 2020. Il en résulte un profit net par action "Part du Groupe" de 4.04 euros contre -0.22 euros en 2020.

Le chiffre d'affaires consolidé s'élève à 526.7 millions d'euros en 2021 contre 402.6 millions d'euros en 2020 (hausse de 124.1 millions d'euros). Cette hausse du chiffre d'affaires résulte notamment de la hausse des prix à hauteur de 123.1 millions d'euros et de la hausse des quantités vendues pour 23.6 millions d'euros, légèrement diminuée par les pertes de change pour -17.8 millions d'euros.

Dans la même tendance haussière, le résultat opérationnel s'inscrit à 142.9 millions d'euros, contre 56.3 millions d'euros en 2020.

Les produits financiers s'élèvent à 6.3 millions d'euros contre 3.0 millions d'euros en 2020 et incluent principalement des gains de change pour 3.7 millions d'euros contre 2.7 millions d'euros en 2020.

Les charges financières s'élèvent à 22.4 millions d'euros contre 27.7 millions d'euros en 2020 et sont principalement composées d'intérêts débiteurs pour 14.9 millions d'euros (16.9 millions d'euros en 2020) ainsi que de pertes de change pour 6.9 millions d'euros (9.6 millions d'euros en 2020).

La charge d'impôts est en hausse. Les impôts sur le résultat s'élèvent à 28.9 millions d'euros contre 20.3 millions d'euros en 2020.

La quote-part du Groupe dans le résultat des sociétés mises en équivalence est en hausse à 7.3 millions d'euros contre 1.3 millions d'euros en 2020.

## **Etat de la situation financière consolidée**

Les actifs de Socfinaf S.A. se composent :

- d'actifs non-courants à hauteur de 681.6 millions d'euros contre 654.6 millions d'euros en 2020, une augmentation de 27.0 millions d'euros en provenance principalement des immobilisations corporelles pour 22.7 millions d'euros;
- d'actifs courants qui s'élèvent à 208.9 millions d'euros contre 171.4 millions d'euros in 2020, une hausse de 37.5 millions d'euros, en provenance principalement de la trésorerie et des équivalents de trésorerie pour 27.7 millions d'euros ainsi que des stocks pour 10.3 millions d'euros.

Les capitaux propres "Part du Groupe" s'élèvent à 315.3 millions d'euros contre 224.9 millions d'euros en 2020. Cette hausse des fonds propres de l'ordre de 90.4 millions d'euros provient, pour l'essentiel, du résultat de la période pour 72.0 millions d'euros (2020: -3.9 millions d'euros) de la variation de la réserve de conversion (16.9 millions d'euros).

Sur base des capitaux propres consolidés, il ressort une valeur nette par action "Part du Groupe", de 17.68 euros contre 12.61 euros un an plus tôt. Au 31 décembre 2021, le cours de bourse s'élève quant à lui à 12.00 euros.

Les passifs courants et non-courants sont en diminution à 454.0 millions d'euros contre 492.0 millions d'euros un an plus tôt.

Les dettes financières sont en baisse à 270.3 millions d'euros en 2021 contre 296.8 millions d'euros en 2020. Il s'agit principalement des dettes de Socfinaf vis-à-vis de Socfin pour 196.5 millions d'euros, ainsi que de la partie courante et non-courante des emprunts bancaires pour 62.3 millions d'euros.

Les passifs d'impôts différés s'inscrivent en hausse à 11.4 millions d'euros contre 9.8 millions d'euros en 2020, de même que les passifs d'impôts exigibles à 30.4 millions d'euros contre 20.9 millions d'euros en 2020.

Enfin, les autres dettes incluent des avances d'actionnaires à court terme pour EUR 40.4 millions d'euros ainsi que des avances du cash pooling pour 2.3 millions d'euros.

## **Flux de trésorerie consolidés**

Au 31 décembre 2021, la trésorerie nette s'élève à 56.1 millions d'euros, en hausse de 24.7 millions d'euros sur la période contre une hausse de 2.4 millions d'euros au cours de l'exercice antérieur.

Le flux net de trésorerie généré par les activités opérationnelles s'est élevé à 154.3 millions d'euros durant l'exercice 2021 (91.4 millions d'euros en 2020). Il provient principalement de la capacité d'autofinancement pour 175.4 millions d'euros (103.4 millions d'euros en 2020), des impôts payés pour 28.9 millions d'euros et pour 6.9 millions d'euros de la variation du besoin en fonds de roulement.

Les activités d'investissement ont mobilisé 61.4 millions d'euros (61.1 millions d'euros en 2020). Ces activités sont largement influencées par les acquisitions d'immobilisations corporelles s'élevant à 62.9 millions d'euros (62.0 millions d'euros en 2020).

Les opérations de financement s'élèvent à 68.7 millions d'euros (24.8 millions d'euros en 2020), principalement dues au remboursement des emprunts pour 33.8 millions d'euros (contre une hausse nette des emprunts en 2020 pour 3.7 millions d'euros), ainsi qu'aux dividendes versés sur la période pour 18.6 millions d'euros (10.1 millions d'euros en 2020).

## **INSTRUMENTS FINANCIERS**

Les politiques de gestion des risques financiers sont décrites dans les annexes aux comptes consolidés de la Société (voir Notes 24 et 33).

## PERSPECTIVES 2022

Les résultats pour le prochain exercice dépendront dans une large mesure de facteurs externes au management du Groupe, à savoir les conditions politico-économiques dans les pays où sont établies les filiales, l'évolution du prix du caoutchouc et de l'huile de palme et l'évolution des cours du dollar US par rapport à l'euro. De son côté, le Groupe poursuit sa politique de maintien des prix de revient au plus bas et d'amélioration de ses capacités de production.

## ENVIRONNEMENT POLITIQUE ET ECONOMIQUE

La Société détient des participations dans des filiales qui opèrent en Afrique. Etant donné l'instabilité économique et politique dans les pays d'Afrique concernés (Sierra Leone, Liberia, Côte d'Ivoire, Ghana, Nigeria, Cameroun, São Tomé et RDC), ces participations présentent un risque en termes d'exposition aux fluctuations politiques et économiques.

## EVENEMENTS SURVENUS APRES LA CLOTURE DE L'EXERCICE

### Conflit Russie - Ukraine

En février 2022, un certain nombre de pays (dont les États-Unis, le Royaume-Uni et l'Union européenne) ont imposé des sanctions à l'encontre de certaines entités et personnes en Russie à la suite de la reconnaissance officielle de la République populaire de Donetsk et de la République populaire de Lougansk par la Fédération de Russie. Des annonces de sanctions supplémentaires potentielles ont été faites à la suite des opérations militaires lancées par la Russie contre l'Ukraine le 24 février 2022.

En raison des tensions géopolitiques croissantes, on observe depuis février 2022 une augmentation significative de la volatilité sur les marchés des titres et des devises, ainsi qu'une dépréciation importante du rouble par rapport au dollar américain et à l'euro. Il est prévu que ces événements puissent affecter les activités des entreprises russes dans divers secteurs de l'économie.

La société considère ces événements comme des événements qui n'entraînent pas d'ajustements sur les balances à la clôture. Bien que ni les performances, ni la continuité de l'exploitation, ni les opérations de la société, à la date du présent rapport, n'aient été significativement affectées par ce qui précède, le Conseil d'administration continue de surveiller l'évolution de la situation et son impact sur la situation financière et les résultats de la société.

## IMPACT DE LA CRISE SANITAIRE DE LA COVID-19

En 2020, outre les mesures sanitaires prises par le Groupe et décrites dans le rapport de développement durable, le Groupe a, au début de la crise du Covid 19, limité la saignée des hévéas aux parcelles les plus productives. En 2021, la saignée des hévéas sur les plantations a redémarré.

Cette crise sanitaire n'a pas eu d'impact sur l'activité huile de palme.

Les prévisions financières du Groupe pour les exercices 2022 and 2023, ainsi que les niveaux soutenus des prix de marchés dans cette première partie de l'année, indiquent que l'activité générera des liquidités suffisantes pour faire face aux obligations du Groupe et assurer la perspective de continuité de l'exploitation.

## GOUVERNANCE D'ENTREPRISE

Le Conseil d'Administration implémente les règles de gouvernance d'entreprise applicables au Grand-Duché de Luxembourg dans la structure et les rapports financiers du Groupe.

Des informations complémentaires décrivant comment ces règles sont mises en place figurent dans la déclaration sur la gouvernance d'entreprise du rapport annuel, ainsi que dans le rapport de gestion des états financiers sociaux.

## SYSTEME GENERAL DE CONTROLE INTERNE ADAPTE AUX SPECIFICITES DES ACTIVITES DU GROUPE

### Séparation des fonctions

La séparation des fonctions opérationnelles, commerciales et financières mises en place à chaque niveau du Groupe renforce l'indépendance du contrôle interne.

Ces différentes fonctions assurent l'exhaustivité et la fiabilité des informations qui sont de leur ressort. Elles en transmettent régulièrement l'intégralité aux dirigeants locaux et au siège du Groupe (production agricole et industrielle, commerce, ressources humaines, finances...).

### Autonomie et responsabilisation des filiales

Les entités opérationnelles, en raison de leur éloignement, bénéficient d'une large autonomie dans leur gestion. Elles sont notamment responsables de la mise en œuvre d'un dispositif de contrôle interne adapté à la nature et à l'étendue de leur activité, de l'optimisation de leurs opérations et performances financières, de la protection de leurs actifs et de la gestion de leurs risques.

Cette autonomie permet de responsabiliser les entités et d'assurer l'adéquation entre leurs pratiques et le cadre juridique de leur pays d'implantation.

### Contrôle centralisé

La politique de Gestion des Ressources Humaines du top management des entités du Groupe est centralisée au siège du Groupe. Elle contribue à la stabilisation d'un système de contrôle interne efficace par l'indépendance du recrutement, l'harmonisation de la définition des fonctions, des évaluations annuelles et des programmes de formations.

C'est aussi de manière centralisée que les fonctions opérationnelles, commerciales et financières définissent un ensemble de rapports standards qui assurent l'homogénéité de la présentation des informations en provenance des filiales.

### Processus du reporting de trésorerie

Le service de la trésorerie organise, supervise et contrôle la remontée des informations journalières et des indicateurs hebdomadaires des filiales, en particulier, la position de trésorerie, l'évolution de l'endettement net et des dépenses liées aux investissements.

### Processus du reporting financier

Le service financier organise, supervise et contrôle la remontée des informations comptables, budgétaires et financières mensuelles et diffuse un reporting condensé à l'usage de la direction opérationnelle du Groupe.

Deux fois par an, il intègre ces informations dans les plans de développement à long terme des filiales. Il s'assure également de la mise en œuvre des décisions de nature financière des Conseils d'Administration des filiales.

## **Processus d'élaboration des comptes consolidés**

Les comptes consolidés sont établis sur une base semestrielle. Ils sont vérifiés annuellement par les auditeurs externes dans le cadre d'un audit financier des filiales qui porte à la fois sur les comptes statutaires des entités du périmètre et sur les comptes consolidés.

Une fois arrêtés par le Conseil d'Administration, ils donnent lieu à publication.

Le service de consolidation du Groupe est garant de l'homogénéité et du suivi des traitements pour l'ensemble des sociétés du périmètre de consolidation. Il respecte strictement les normes comptables en vigueur liées aux opérations de consolidation. Il utilise un outil de consolidation standard garantissant le traitement sécurisé des remontées d'informations des filiales, la transparence et la pertinence des traitements automatiques de consolidation ainsi que l'homogénéité de présentation des agrégats comptables dans le rapport annuel. Enfin, en raison de la complexité des normes comptables en vigueur et des nombreuses spécificités liées à leur mise en œuvre, le service de consolidation centralise les retraitements propres aux règles d'évaluation applicables aux comptes consolidés.

## **ENVIRONNEMENT ET RESPONSABILITE SOCIALE**

Le 30 mars 2022, le Groupe a approuvé la mise à jour de sa politique de gestion responsable renouvelée et renforcée en 2021 afin de répondre aux éléments de la politique de GPSNR (Global Platform for Sustainable Natural Rubber). Cette politique de gestion responsable se base sur les 3 piliers d'engagement du Groupe, en parallèle de son engagement spécifique de transparence : le développement rural, les travailleurs et les communautés locales, et l'environnement. Ces engagements constituent la base d'initiatives clés visant à améliorer les performances économiques à long terme, le bien-être social, la santé, la sécurité et la gestion des ressources naturelles.

Un plan d'implémentation de cette politique a été défini et mis en œuvre tout au long de l'exercice 2021.

Les efforts et actions entrepris par le Groupe Socfin en la matière sont détaillés dans un tableau de bord régulièrement mis à jour ainsi que dans un rapport annuel distinct ("rapport développement durable").

La politique de gestion responsable, le tableau de bord ainsi que le rapport annuel de développement durable sont disponibles sur le site web du Groupe.

Luxembourg, le 29 avril 2022.

**Le Conseil d'Administration**

# Rapport d'audit sur les états financiers consolidés

Aux actionnaires de  
**Socfinaf S.A.**  
4, Avenue Guillaume  
L-1650 Luxembourg

Les comptes consolidés du Groupe au 31 décembre 2021 (version anglaise) ont été audités par un auditeur indépendant qui a émis une opinion d'audit non modifiée en date du 29 avril 2022.  
Ce rapport d'audit avec une opinion non-modifiée n'est pas traduit en français. Il est consultable (en anglais) dans la version anglaise auditee du rapport annuel.  
Les comptes consolidés ci-après (version française) n'ont pas été audités mais forment une traduction française de la version anglaise auditee.

## Etats financiers consolidés

### 1. Etat de la situation financière consolidée

		31/12/2021	31/12/2020
		<i>Retraité (*)</i>	
ACTIFS	Note	EUR	EUR
<b><i>Actifs non-courants</i></b>			
Droits d'utilisation d'actifs	3	7,484,998	7,796,257
Immobilisations incorporelles	4	1,958,916	2,176,612
Immobilisations corporelles	5	269,676,822	246,991,466
Actifs biologiques producteurs	6	365,903,978	363,692,548
Participations dans des entreprises associées	10	23,619,982	22,149,858
Titres valorisés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat étendu	11	38	91,902
Avances à long terme		1,745,719	1,416,590
Actifs d'impôts différés	12	9,421,066	8,639,695
Autres actifs non-courants		1,743,807	1,661,749
		<b>681,555,326</b>	<b>654,616,677</b>
<b><i>Actifs courants</i></b>			
Stocks	15	92,844,873	82,571,321
Actifs biologiques courants	6	2,423,966	0
Créances commerciales	16	28,185,332	27,031,366
Autres créances	17	8,995,522	13,619,891
Actifs d'impôts exigibles	13	13,378,526	12,802,007
Trésorerie et équivalents de trésorerie	18	63,091,772	35,372,991
		<b>208,919,991</b>	<b>171,397,576</b>
<b>TOTAL ACTIFS</b>		<b>890,475,317</b>	<b>826,014,253</b>

(\*) Pour plus de détails, se référer aux Notes 1.5, 14 et 22.

Les notes figurant en annexe font partie intégrante des états financiers consolidés.

**31/12/2021**

**31/12/2020**

**Retraité (\*)**

<b>CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS</b>	<b>Note</b>	<b>EUR</b>	<b>EUR</b>
<b><i>Capitaux propres part du Groupe</i></b>			
Capital souscrit	19	35,673,300	35,673,300
Prime d'émission	19	87,453,866	87,453,866
Réserve légale	20	3,567,330	3,567,330
Réserves consolidées		180,034,758	182,482,314
Ecarts de conversion		-63,481,543	-80,401,590
Résultat de l'exercice		72,028,965	-3,879,770
		<b>315,276,67</b>	<b>224,895,45</b>
	<b>6</b>	<b>0</b>	
 <b><i>Participations ne donnant pas le contrôle</i></b>			
	9	<b>121,205,28</b>	<b>109,141,20</b>
	<b>6</b>	<b>8</b>	
 <b><i>Capitaux propres totaux</i></b>			
		<b>436,481,96</b>	<b>334,036,65</b>
	<b>2</b>	<b>8</b>	
 <b><i>Passifs non-courants</i></b>			
Passifs d'impôts différés	12	11,408,890	9,757,571
Provisions non-courantes relatives aux avantages du personnel	21	12,054,536	13,211,378
Dettes financières à plus d'un an	22	234,679,480	134,841,339
Dettes à plus d'un an liées aux contrats de location	3	8,285,305	8,245,089
Autres dettes	23	7,401,155	7,685,924
		<b>273,829,36</b>	<b>173,741,30</b>
	<b>6</b>	<b>1</b>	
 <b><i>Passifs courants</i></b>			
Dettes financières à moins d'un an	22	35,588,183	161,910,541
Dettes à moins d'un an liées aux contrats de location	3	1,105,090	1,354,035
Dettes commerciales	23	43,847,861	48,492,731
Passifs d'impôts exigibles	13	30,408,824	20,857,243
Provisions		337,462	646,902
Autres dettes	23	68,876,569	84,974,842
		<b>180,163,98</b>	<b>318,236,29</b>
	<b>9</b>	<b>4</b>	
 <b><i>TOTAL CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS</i></b>			
		<b>890,475,31</b>	<b>826,014,25</b>
	<b>7</b>	<b>3</b>	

(\*) Pour plus de détails, se référer aux Notes 1.5, 14 et 22.

Les notes figurant en annexe font partie intégrante des états financiers consolidés.

## 2. Compte de résultat consolidé

		2021	2020	Retraité (*)
	Note	EUR	EUR	
Produits des activités ordinaires	32	526,702,437	402,564,812	
Production immobilisée		11,960,180	15,100,184	
Variation de stocks de produits finis et des travaux en cours		753,008	2,647,322	
Autres produits opérationnels		5,393,496	3,931,391	
Matières premières et consommables utilisés	32	-145,224,395	-133,596,378	
Autres charges externes	32	-114,534,558	-95,312,306	
Frais de personnel	25	-69,886,384	-68,590,979	
Dotations aux amortissements et pertes de valeur	7	-55,738,718	-59,412,147	
Autres charges opérationnelles	32, 14	-16,546,165	-10,988,093	
<b>Résultat opérationnel</b>		<b>142,878,901</b>	<b>56,343,806</b>	
Autres produits financiers	26	6,324,778	2,960,823	
Plus-values sur cessions d'actifs		803,432	136,205	
Moins-values sur cessions d'actifs		-3,604,256	-677,671	
Charges financières	27	-22,363,108	-27,706,483	
<b>Résultat avant impôts</b>		<b>124,039,747</b>	<b>31,056,680</b>	
Charge d'impôts sur le résultat	14	-28,856,992	-20,318,842	
(Charge) / Produit d'impôts différés	14	-718,754	1,131,780	
Quote-part du Groupe dans le résultat des entreprises associées	10	7,264,010	1,259,361	
<b>Résultat net de l'exercice</b>		<b>101,728,011</b>	<b>13,128,979</b>	
<b>Résultat attribuable à des participations ne donnant pas le contrôle</b>		<b>29,699,047</b>	<b>17,008,748</b>	
<b>Résultat attribuable aux propriétaires de la société mère</b>		<b>72,028,965</b>	<b>-3,879,769</b>	
<b>Résultat net par action non dilué</b>	28	<b>4.04</b>	<b>-0.22</b>	
<b>Nombre d'actions Socfinaf</b>		<b>17,836,650</b>	<b>17,836,650</b>	
Résultat net par action non dilué		4.04	-0.22	
Résultat net par action dilué		4.04	-0.22	

(\*) Pour plus de détails, se référer aux Notes 1.5, 14 et 22.

Les notes figurant en annexe font partie intégrante des états financiers consolidés.

### 3. Etat du résultat étendu consolidé

		2021	2020
	Note	EUR	EUR
<b>Résultat net de l'exercice</b>		<b>101,728,011</b>	<b>13,128,979</b>
<b>Autres éléments du résultat étendu</b>			
Pertes et gains actuariels	21	2,011,089	-4,360,992
Impôts sur les pertes et gains actuariels		-568,972	1,147,891
<b>Sous-total des éléments ne pouvant pas faire l'objet d'un reclassement en résultat</b>		<b>1,442,117</b>	<b>-3,213,101</b>
Variation de l'écart de conversion des entités contrôlées		18,221,626	-49,713,250
Quote-part des autres éléments du résultat étendu des entreprises associées		296,273	-256,766
<b>Sous-total des éléments pouvant faire l'objet d'un reclassement en résultat</b>		<b>18,517,898</b>	<b>-49,970,016</b>
<b>Total des autres éléments du résultat étendu</b>		<b>19,960,015</b>	<b>-53,183,117</b>
<b>Résultat étendu</b>		<b>121,688,026</b>	<b>-40,054,138</b>
<b>Résultat étendu attribuable à des participations ne donnant pas le contrôle</b>		<b>31,337,419</b>	<b>7,165,981</b>
<b>Résultat étendu attribuable aux propriétaires de la société mère</b>		<b>90,350,609</b>	<b>-47,220,119</b>

Les notes figurant en annexe font partie intégrante des états financiers consolidés.

#### 4. Tableau des flux de trésorerie consolidés

	Note	2021 EUR	2020 Retraité (*) EUR
<b>Activités opérationnelles</b>			
Résultat net après impôts attribuable aux propriétaires de la société mère		72,028,965	-3,879,770
Résultat attribuable à des participations ne donnant pas le contrôle		29,699,047	17,008,748
Part du Groupe dans le résultat des entreprises associées	10	-7,264,009	-1,259,361
Dividendes des entreprises associées	10	3,383,509	3,302,248
Juste valeur de la production agricole		-8,090,073	2,992,208
Autres retraitements sans incidence sur la trésorerie		-1,352,609	5,384,264
Dotations et reprises aux amortissements et réductions de valeur		55,738,719	59,412,145
Provisions et autres charges		-1,120,117	710,938
Plus et moins-values sur cessions d'actifs		2,799,747	541,467
Charge d'impôts	14	29,575,745	19,187,061
<b>Capacité d'autofinancement</b>		<b>175,398,924</b>	<b>103,399,952</b>
<b>Intérêts payés</b>	26, 27	<b>14,683,522</b>	<b>16,783,864</b>
<b>Impôts payés</b>	14	<b>-28,856,992</b>	<b>-20,318,842</b>
Variation de stocks		-3,417,054	-10,339,842
Variation de créances commerciales et autres débiteurs		6,878,991	-8,808,239
Variation de dettes commerciales et autres créditeurs		-10,288,803	5,955,653
Variation des produits/charges constatés d'avance		-118,044	4,765,540
<b>Variation du besoin en fonds de roulement</b>		<b>-6,944,910</b>	<b>-8,426,888</b>
<b>Flux nets de trésorerie provenant des activités opérationnelles</b>		<b>154,280,544</b>	<b>91,438,086</b>
<b>Activités d'investissement</b>			
Acquisitions/cessions d'immobilisations incorporelles		-3,696	264,385
Acquisitions d'immobilisations corporelles et actifs biologiques producteurs	5, 6	-62,916,100	-62,042,911
Cessions d'immobilisations corporelles		1,375,153	1,139,130
Acquisitions/cessions d'immobilisations financières		142,451	-443,700
<b>Flux nets de trésorerie provenant des activités d'investissement</b>		<b>-61,402,192</b>	<b>-61,083,096</b>
<b>Activités de financement</b>			
Dividendes versés à des participations ne donnant pas le contrôle	9	-18,586,503	-10,061,332
Produits d'emprunts	22	22,778,375	23,906,695
Remboursements d'emprunts	22	-56,595,266	-20,252,331
Remboursements de dettes liées aux contrats de location	22	-1,595,202	-1,622,570
Intérêts payés	26, 27	-14,683,522	-16,783,864
<b>Flux nets de trésorerie provenant des activités de financement</b>		<b>-68,682,118</b>	<b>-24,813,402</b>
Incidence des écarts de conversion		551,540	-3,099,477
<b>Variation nette de trésorerie</b>		<b>24,747,774</b>	<b>2,442,111</b>
Trésorerie au 1 <sup>er</sup> janvier	18	31,314,670	28,872,559
Trésorerie au 31 décembre	18	56,062,445	31,314,670
<b>Variation nette de trésorerie et équivalents de trésorerie</b>		<b>24,747,775</b>	<b>2,442,111</b>

(\*) Pour plus de détails, se référer aux Notes 1.5, 14 et 22.

Les notes figurant en annexe font partie intégrante des états financiers consolidés.

## 5. Tableau de variation des capitaux propres consolidés

EUR	Capital souscrit	Prime d'émission	Réserve légale	Ecarts de conversion	Réserves consolidées	Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la société mère		Participations ne donnant pas le contrôle	TOTAL
<b>Situation au 1<sup>er</sup> janvier 2020</b>	<b>35,673,300</b>	<b>87,453,866</b>	<b>3,567,330</b>	<b>-39,554,509</b>	<b>185,188,295</b>	<b>272,328,282</b>	<b>112,579,038</b>	<b>384,907,320</b>	
Résultat de l'exercice					-3,879,769	-3,879,769	17,008,748	13,128,979	
Pertes et gains actuariels					-2,336,185	-2,336,185	-876,916	-3,213,101	
Ecarts de conversion				-40,747,399	0	-40,747,399	-8,965,851	-49,713,250	
Variation du résultat étendu des entreprises associées					-256,766	-256,766	0	-256,766	
<b>Résultat étendu</b>				<b>-40,747,399</b>	<b>-6,472,720</b>	<b>-47,220,119</b>	<b>7,165,981</b>	<b>-40,054,138</b>	
Dividendes (note 29)					0	0	-10,387,152	-10,387,152	
Autres variations					-99,682	-113,031	-212,713	-216,659	-429,372
<b>Transactions avec les actionnaires</b>					<b>-99,682</b>	<b>-113,031</b>	<b>-212,713</b>	<b>-10,603,811</b>	<b>-10,816,524</b>
<b>Situation au 31 décembre 2020</b>	<b>35,673,300</b>	<b>87,453,866</b>	<b>3,567,330</b>	<b>-80,401,590</b>	<b>178,602,545</b>	<b>224,895,451</b>	<b>109,141,208</b>	<b>334,036,658</b>	
<b>Situation au 1<sup>er</sup> janvier 2021</b>	<b>35,673,300</b>	<b>87,453,866</b>	<b>3,567,330</b>	<b>-80,401,590</b>	<b>178,602,545</b>	<b>224,895,451</b>	<b>109,141,208</b>	<b>334,036,658</b>	
Résultat de l'exercice					72,028,965	72,028,965	29,699,047	101,728,012	
Pertes et gains actuariels					1,105,324	1,105,324	336,793	1,442,117	
Ecarts de conversion				16,920,047	0	16,920,047	1,301,579	18,221,626	
Variation du résultat étendu des entreprises associées					296,273	296,273	0	296,273	
<b>Résultat étendu</b>				<b>16,920,047</b>	<b>73,430,562</b>	<b>90,350,609</b>	<b>31,337,419</b>	<b>121,688,028</b>	
Dividendes (note 29)					0	0	-19,207,377	-19,207,377	
Acomptes sur dividendes (note 29)					0	0	-147,164	-147,164	
Autres variations					30,617	30,617	81,200	111,817	
<b>Transactions avec les actionnaires</b>					<b>30,617</b>	<b>30,617</b>	<b>-19,273,341</b>	<b>-19,242,724</b>	
<b>Situation au 31 décembre 2021</b>	<b>35,673,300</b>	<b>87,453,866</b>	<b>3,567,330</b>	<b>-63,481,543</b>	<b>252,063,723</b>	<b>315,276,676</b>	<b>121,205,286</b>	<b>436,481,961</b>	

Les notes figurant en annexe font partie intégrante des états financiers consolidés.

## 6. Annexe aux états financiers consolidés

### Note 1. Généralités et méthodes comptables

#### 1.1. Généralités

Socfinaf S.A. ("la Société") a été constituée le 22 octobre 1961. Son objet social la qualifie comme soparfi depuis l'Assemblée Générale Extraordinaire du 10 janvier 2011. Le siège social est établi 4 avenue Guillaume à 1650 Luxembourg.

L'activité principale de la Société et de ses filiales ("Groupe") consiste en la gestion d'un portefeuille de participations essentiellement axées sur l'exploitation de plantations tropicales de palmiers à huile et d'hévéas en Afrique.

Socfinaf est contrôlée par Société Financière des Caoutchoucs, en abrégé "Socfin" qui est le plus grand ensemble qui consolide. Le siège social de cette dernière société est également situé 4 avenue Guillaume à 1650 Luxembourg.

La Société est cotée à la Bourse de Luxembourg et est inscrite au registre de commerce sous le code B6225.

#### 1.2. Déclaration de conformité

Les états financiers consolidés ont été préparés conformément au référentiel IFRS (International Financial Reporting Standards) tel qu'adopté dans l'Union Européenne et les informations financières consolidées sont présentées en euro et sont arrondies à l'unité la plus proche, l'euro étant la devise fonctionnelle de la société-mère Socfinaf et de présentation du Groupe.

En date du 29 avril 2022, le Conseil d'Administration a arrêté les états financiers consolidés.

En conformité avec la législation du Grand Duché de Luxembourg, les états financiers seront approuvés par les actionnaires lors de l'Assemblée Générale Annuelle. La version officielle des comptes est la version ESEF disponible avec l'outil OAM (Officially Appointed Mechanism).

#### **Nouvelles normes IFRS et amendements applicables à partir de 2022:**

- Les amendements à l'IFRS 3 "Regroupements d'entreprises" ont mis à jour la référence au cadre conceptuel pour l'information financière, en stipulant que, dans le cas des transactions et des autres événements entrant dans le champ d'application d'IAS 37 ou d'IFRIC 21, l'acquéreur doit suivre IAS 37 ou IFRIC 21 (plutôt que le cadre conceptuel) pour identifier les passifs repris dans le cadre d'un regroupement d'entreprises.
- Les amendements à IAS 16 "Immobilisations corporelles" interdisent de déduire du coût d'une immobilisation corporelle les produits de la vente de biens fabriqués pendant que cette immobilisation est amenée à l'endroit nécessaire et mise dans l'état nécessaire pour pouvoir fonctionner de la façon prévue par la direction. Les entités doivent plutôt comptabiliser les produits de la vente et le coût de production de ces biens en résultat net.
- Les amendements à IAS 37 "Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels" précisent que les coûts d'exécution d'un contrat comprennent les coûts directement liés au contrat. Les coûts directement liés au contrat peuvent être des coûts marginaux liés à l'exécution de ce contrat ou une affectation des autres coûts directement liés à l'exécution du contrat.

- Modifications mineures dans le cadre des améliorations annuelles des normes IFRS - Cycle 2018-2020 : ces amendements concernent IFRS 1, IFRS 9, IFRS 16 et IAS 41:

- IFRS 1 (1<sup>ère</sup> application): la modification permet à une filiale qui applique le paragraphe D16a) d'IFRS 1 d'évaluer les écarts de conversion cumulés en utilisant les montants présentés par sa société mère, en fonction de la date de transition aux normes IFRS de cette dernière.
- IFRS 16 "Contrats de location" consistant à retirer, de l'exemple illustratif 13 accompagnant IFRS 16, toute mention du remboursement des améliorations locatives par le bailleur afin de dissiper toute confusion au sujet du traitement des avantages incitatifs qui pourrait découler de cet exemple
- IFRS 9 : cet amendement clarifie quels frais doivent être pris en compte par une entité lors de l'exécution du test de 10 pour cent du paragraphe B3.3.6 d'IFRS 9 pour déterminer si un passif financier doit être décomptabilisé.
- IAS 41 "Agriculture" consistant à retirer l'exigence d'exclure les flux de trésorerie destinés à financer les impôts aux fins de l'évaluation de la juste valeur des actifs biologiques à l'aide d'une technique d'actualisation. La modification vient harmoniser la norme aux dispositions d'IFRS 13.

#### ***Nouvelles normes IFRS et amendements applicables après 2022:***

Le 18 mai 2017, l'IASB a publié IFRS 17 "Contrats d'assurance", qui établit les principes pour la comptabilisation, l'évaluation et la présentation des contrats d'assurance, cohérente et fondée sur des principes pour les contrats d'assurance. Selon IFRS 17, la performance de l'assurance doit être évaluée à sa valeur d'exécution actuelle et offre une méthode de mesure et de présentation plus uniforme pour tous les contrats d'assurance. IFRS 17 remplace IFRS 4 "Contrats d'assurance" et ses interprétations. Elle s'applique à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023 et son adoption anticipée est autorisée si IFRS 15 "Produits des contrats avec des clients" et IFRS 9 "Instruments financiers" ont été appliquées. Le 9 décembre 2021, l'IASB a publié des amendements à IFRS 17, visant à aider les préparateurs à éviter des non-concordances comptables temporaires entre les actifs financiers et les dettes relatives aux contrats d'assurance. Le Groupe ne prévoit pas que l'adoption de ces modifications aura une incidence importante sur ses états financiers consolidés.

Le 12 février 2021, l'IASB a publié les amendements à l'IAS 1, l'Énoncé de pratique sur les IFRS 2 "Porter des jugements sur l'importance relative" et l'IAS 8. Les modifications visent à aider les préparateurs à déterminer les méthodes comptables à présenter dans leurs états financiers, à clarifier davantage l'évaluation de l'importance relative des méthodes comptables, et d'aider les entités à distinguer les changements de méthodes comptables des changements d'estimations comptables. Elles s'appliquent aux exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023 et s'appliquent prospectivement, avec une application anticipée permise. Le Groupe est en train d'évaluer l'impact de ces amendements.

Le Groupe ne prévoit pas que l'adoption de ces modifications aura une incidence importante sur ses états financiers consolidés, et ne prévoit pas d'adopter par anticipation les nouvelles normes, modifications et interprétations comptables.

**Nouvelles normes IFRS, amendements et interprétations qui n'ont pas encore été homologués par l'Union européenne :**

Le 23 janvier 2020, l'IASB a publié les modifications d'IAS 1 "Présentation des états financiers" sur le classement des passifs en tant que passifs courants et non courants afin d'établir une approche plus générale à l'égard du classement des passifs selon IAS 1, fondée sur l'analyse des contrats existants à la date de clôture. Les modifications comprennent la clarification des exigences de classement des dettes qu'une société pourrait régler en les convertissant en capitaux propres. Le 15 juillet 2020, l'IASB a reporté la date d'entrée en vigueur des modifications. Les modifications sont en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023 et doivent être appliquées rétrospectivement, l'adoption anticipée étant autorisée. Le Groupe est en train d'évaluer l'impact de ces amendements.

Le 7 mai 2021, l'IASB a publié Impôt différé lié aux actifs et aux passifs découlant d'une transaction unique (modifications d'IAS 12). Les modifications réduisent le champ d'application de l'exemption relative à la comptabilisation initiale, énoncée dans les paragraphes 15 et 24 d'IAS 12, de telle façon qu'elle ne s'applique plus aux transactions qui, lors de la comptabilisation initiale, sont à l'origine de différences temporaires à la fois imposables et déductibles. Elles sont applicables pour les exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023 et s'appliquent rétrospectivement, une application anticipée étant permise. Le Groupe en train d'évaluer l'impact de ces amendements.

### 1.3 Présentation des états financiers consolidés

Les états financiers consolidés sont présentés en euros.

Ils sont préparés sur base du coût historique à l'exception notamment des actifs suivants :

- la production agricole (actifs courants) (IAS 2, IAS 41), les instruments dérivés ainsi que les titres valorisés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat étendu sont comptabilisés à leur juste valeur ;
- les immobilisations corporelles acquises dans le cadre d'un regroupement d'entreprises (IFRS 3) sont évaluées initialement à leur juste valeur à la date de l'acquisition.

Les principes et les règles comptables sont appliqués de manière cohérente et permanente dans le Groupe. Les états financiers consolidés sont préparés pour l'exercice comptable se terminant le 31 décembre 2021 et sont présentés avant affectation du résultat de la maison mère proposée à l'Assemblée Générale des actionnaires.

**Au 1<sup>er</sup> janvier 2021, le Groupe a adopté les modifications suivantes qui n'ont pas eu d'incidence importante sur les états financiers consolidés du Groupe :**

- Amendements à IFRS 9, IAS 39, IFRS 7, IFRS 4 et IFRS 16 réforme de l'indice de référence des taux d'intérêt - phase 2 de la réforme de l'indice de référence des taux d'intérêt "TIO". Les modifications complètent celles publiées en 2019 décrites ci-dessus et se concentrent sur les effets sur les états financiers lorsqu'une entreprise remplace l'ancien indice de référence des taux d'intérêt par un autre indice de référence des taux d'intérêt à la suite de la réforme.

Les modifications de cette phase finale concernent *les modifications des flux de trésorerie contractuels* : une société n'aura pas à décomptabiliser ou à ajuster la valeur comptable des instruments financiers pour tenir compte des changements requis par la réforme, mais mettra plutôt à jour le taux d'intérêt effectif pour refléter le changement de l'indice de référence des taux d'intérêt alternatifs .

- Amendement à IFRS 16 Contrats de location : "Allégements de loyer liés à la Covid-19" après le 30 juin 2021 (applicable pour les exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> avril 2021): cet amendement étend d'un an l'amendement de mai 2020 qui libère les preneurs de l'obligation d'apprecier si un allègement de loyer accordé directement en lien avec la pandémie de Covid-19 constitue une modification du contrat de location.

- Amendement à IFRS 4 "Contrats d'assurance": le 25 juin 2020, l'IASB a publié des amendements à IFRS 4 qui prévoit une prolongation de l'exemption temporaire d'application d'IFRS 9 "Instruments financiers" jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 2023 afin de s'aligner sur la date d'entrée en vigueur d'IFRS 17 "Contrats d'assurance".

#### **1.4. Principes de consolidation**

Les états financiers consolidés incluent les états financiers de la société mère Socfinaf ainsi que ceux des entreprises contrôlées par la mère ("filiales") et ceux des entreprises où Socfinaf exerce une influence notable ("entreprises associées"), dont l'ensemble constitue le "Groupe".

Toutes les sociétés incluses dans le périmètre de consolidation au 31 décembre 2021 clôturent leurs comptes le 31 décembre.

##### **a) Filiales**

Conformément à la norme IFRS 10, un investisseur détient le contrôle si trois conditions sont remplies :

- 1) il détient le pouvoir sur l'entité ;
- 2) il a droit ou est exposé aux rendements variables ;
- 3) il a la capacité d'utiliser son pouvoir sur l'entité pour influer sur les rendements.

Actuellement le Groupe détient la majorité des droits de vote dans les entités.

Le résultat des filiales acquises ou cédées au cours de l'exercice est inclus dans le compte de résultat consolidé, respectivement, depuis la date d'acquisition ou jusqu'à la date de cession.

Le résultat des filiales et chaque élément du compte de résultat étendu est réparti entre la part du Groupe et celle des participations ne donnant pas le contrôle, même si cela résulte en une balance des participations ne donnant pas le contrôle déficitaire.

Le cas échéant, des retraitements sont effectués sur les états financiers des filiales pour aligner les principes comptables utilisés avec ceux des autres entreprises du périmètre de consolidation.

Tous les soldes et opérations intragroupes sont éliminés lors de la consolidation.

En cas de perte de contrôle du Groupe envers une filiale, le Groupe décomptabilise les actifs relatifs (y compris l'écart d'acquisition), les passifs, la part des participations ne donnant pas le contrôle ainsi que les autres composants des capitaux propres, le gain ou la perte résiduelle étant comptabilisé au compte de résultat. Le cas échéant, l'investissement résiduel est comptabilisé à la juste valeur.

##### **b) Participations dans des entreprises associées**

Une entreprise associée est une entreprise sur laquelle le Groupe exerce une influence notable de par sa participation aux décisions financières et opérationnelles de cette entreprise, mais sur laquelle il n'a pas le contrôle ou un contrôle conjoint. L'influence notable est présumée lorsque le Groupe détient, directement ou indirectement par le biais de ses filiales, entre 20% et 50% des droits de vote. Les entreprises associées sont intégrées par la méthode de mise en équivalence. Selon cette méthode, la participation du Groupe dans l'entreprise associée est initialement comptabilisée au coût dans l'état de la situation financière consolidée, puis est ajustée par la suite pour comptabiliser la quote-part du Groupe dans le résultat net et les autres éléments du résultat étendu de l'entreprise associée.

Le compte de résultat reflète la part du Groupe dans le résultat des opérations de l'entreprise associée ou du joint venture. Tout changement dans le compte de résultat étendu de ces entreprises associées fait partie du compte de résultat étendu du Groupe. Les pertes et gains non réalisés résultant de transactions entre le Groupe et l'entreprise associée ou le joint venture sont éliminés à hauteur de la participation dans l'entreprise associée ou dans le joint venture.

Les participations dans des entreprises associées sont incluses dans les états financiers consolidés selon la méthode de la mise en équivalence à partir de la date de commencement de l'influence notable jusqu'à la date où cette influence cesse. La valeur comptable de l'écart d'acquisition positif qui résulte de l'acquisition d'entreprises associées est incluse dans la valeur comptable de la participation et n'est pas testée séparément dans le cadre des tests de dépréciation d'actifs. Un test de dépréciation est effectué si un indice objectif de perte de valeur est identifié. Les dépréciations sont constatées, le cas échéant, en résultat sous la rubrique "Part dans le résultat net des sociétés mises en équivalence".

La liste des filiales et entreprises associées est présentée en Note 2.

### **1.5. Changements de méthodes comptables, erreurs et changements d'estimations**

Un changement de méthode comptable n'est appliqué que s'il répond aux dispositions d'une norme ou interprétation ou permet une information plus fiable et plus pertinente. Les changements de méthodes comptables sont comptabilisés de manière rétrospective, sauf en cas de disposition transitoire spécifique à la norme ou interprétation. Une erreur, lorsqu'elle est découverte, est également ajustée de manière rétrospective. Au cours de l'exercice, le Groupe a effectué un retraitement de la période comparative impactant la dette financière non-courante (Note 22) et la charge d'impôts (Note 14). Ces retraitements n'ont pas d'impact significatif sur les états financiers.

Les incertitudes inhérentes à l'activité nécessitent de recourir à des estimations dans le cadre de la préparation des états financiers. Les estimations sont issues de jugements destinés à donner une appréciation raisonnable des dernières informations fiables disponibles. Une estimation est révisée pour refléter les changements de circonstances, les nouvelles informations disponibles et les effets liés à l'expérience.

### **1.6. Regroupements d'entreprises**

La norme IFRS 3 "Regroupements d'entreprises" revoit les modalités de comptabilisation des regroupements d'entreprises et des variations d'intérêts dans les filiales après obtention du contrôle.

Cette norme permet, lors de chaque regroupement, d'opter pour la comptabilisation d'un écart d'acquisition positif complet (correspondant aux intérêts majoritaires et minoritaires) ou bien d'un écart d'acquisition positif partiel (basé sur le pourcentage d'intérêts acquis).

Le traitement comptable de cet écart est décrit en notes 1.7 et 1.8.

Les variations d'intérêts dans une filiale n'entraînant pas la perte de contrôle sont comptabilisées comme des transactions de capitaux propres.

### **1.7. Ecart d'acquisition**

L'écart d'acquisition est la différence à la date d'acquisition entre la juste valeur des éléments remis en échange pour prendre le contrôle, la valeur des intérêts minoritaires, la juste valeur des prises de participation antérieures et la juste valeur des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables de l'entreprise acquise.

Lors de la cession d'une filiale ou d'une entreprise associée, le montant résiduel de l'écart d'acquisition attribuable à la filiale est inclus dans le calcul du résultat de cession.

## 1.8. Ecart d'acquisition négatif

L'écart d'acquisition négatif représente l'excédent de la part d'intérêt du Groupe dans la juste valeur des actifs et des passifs identifiables ainsi que des passifs éventuels d'une filiale ou d'une entreprise associée sur le coût d'acquisition à la date d'acquisition.

Dans la mesure où un écart d'acquisition négatif subsiste après examen et ré-estimation de la juste valeur des actifs et passifs identifiables ainsi que des passifs éventuels d'une filiale ou d'une entreprise associée, il est directement comptabilisé en produit dans le compte de résultat.

## 1.9. Conversion des devises étrangères

Dans les états financiers de Socfinaf et de chaque filiale ou entreprise associée, les transactions en monnaie étrangère sont enregistrées, lors de leur comptabilisation initiale, dans la devise de référence de la société concernée en appliquant le taux de change en vigueur à la date de transaction. A la clôture, les actifs et passifs monétaires libellés en devises étrangères sont convertis au cours du dernier jour de l'exercice. Les profits et pertes provenant de la réalisation ou de la conversion d'éléments monétaires libellés en devises étrangères sont enregistrés dans le compte de résultat de l'exercice.

Pour couvrir son exposition à certains risques de change, le Groupe a recours à des contrats de change à terme. Ces instruments financiers ne remplissent pas les conditions pour une comptabilité de couverture. Ils sont classés en autres instruments financiers (voir Note 1.18).

Lors de la consolidation, les actifs et les passifs des sociétés dont la comptabilité est tenue dans une autre devise que l'euro, sont convertis en euro au cours de change en vigueur à la date de clôture. Les revenus et les charges sont convertis en euro au cours de change moyen de l'année. Les éventuelles différences de change sont comptabilisées dans les autres éléments du résultat étendu et cumulées en capitaux propres au poste "Ecarts de conversion". En cas de cession, les écarts de conversion relatifs à la société concernée sont comptabilisés au compte de résultat de l'exercice durant lequel la cession a eu lieu.

Les écarts d'acquisition et les ajustements de juste valeur provenant de l'acquisition d'une entité étrangère sont considérés comme des actifs et passifs de l'entité étrangère et convertis au taux de clôture.

Les taux de change suivants ont été utilisés pour la conversion des comptes annuels consolidés:

1 euro est égal à :	Taux de clôture		Taux moyen	
	2021	2020	2021	2020
Euro	1.000	1.000	1.000	1.000
Franc CFA	655.957	655.957	655.957	655.957
Cedi ghanéen	6.8025	7.0683	6.8705	6.4179
Naïra nigerian	467.50	465.87	471.97	408.50
Dobra de São Tomé	24.50	24.50	24.50	24.50
Franc congolais	2,265	2,420	2,351	2,117
Dollar américain	1.1326	1.2271	1.1809	1.1451

## **1.10. Immobilisations incorporelles**

Les immobilisations incorporelles sont reprises à leur coût d'acquisition diminué des amortissements cumulés et des éventuelles pertes de valeur.

Les amortissements sont pratiqués selon la méthode linéaire sur base d'une estimation de la durée d'utilité de l'immobilisation en question. Les immobilisations incorporelles ne font pas l'objet de réévaluation. Lorsque la valeur recouvrable d'un actif est inférieure à sa valeur comptable, cette dernière est diminuée afin de refléter cette perte de valeur.

Les durées d'utilité estimées sont les suivantes :

Brevets	3 à 5 ans
Autres immobilisations incorporelles	3 à 5 ans
Logiciels	3 à 5 ans
Concessions	Durée de la concession

La date de départ des amortissements est la date de mise en service du bien.

Les pertes ou gains résultant de la décomptabilisation des actifs (différence entre la valeur cédée de l'actif et sa valeur comptable) sont inclus dans le compte de résultat de la période à laquelle les actifs sont décomptabilisés.

## **1.11. Immobilisations corporelles**

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition diminué des amortissements cumulés et d'éventuelles pertes de valeur.

Les immobilisations corporelles en cours sont comptabilisées au coût diminué de toute perte de valeur identifiée.

Les amortissements sont pratiqués selon la méthode linéaire sur base d'une estimation de la durée d'utilité pour chaque composant significatif de l'immobilisation en question. Lorsque la valeur recouvrable d'un actif est inférieure à sa valeur comptable, cette dernière est diminuée afin de refléter cette perte de valeur.

Les durées d'utilité estimées sont les suivantes :

Constructions	20 à 50 ans
Installations techniques	3 à 20 ans
Mobilier, matériel roulant et autres	3 à 10 ans

La date de départ des amortissements est la date de mise en service du bien.

Les terrains ne sont pas amortis.

Les pertes ou gains résultant de la décomptabilisation des actifs (différence entre la valeur cédée de l'actif et sa valeur comptable) sont inclus dans le compte de résultat de la période à laquelle les actifs sont décomptabilisés.

## **1.12. Actifs biologiques**

Le Groupe possède des actifs biologiques producteurs en Afrique. Ces actifs biologiques producteurs, principalement constitués de plantations de palmiers à huile et d'hévéas, sont évalués selon les principes définis par IAS 16 "Immobilisations corporelles".

La production agricole au moment de la récolte notamment pour les régimes de palme, l'huile de palme et le caoutchouc est évaluée selon les principes définis par IAS 41 "Agriculture".

#### ***Actifs biologiques producteurs***

Les actifs biologiques producteurs sont comptabilisés à leur coût d'acquisition diminué des amortissements cumulés et d'éventuelles pertes de valeur.

Les amortissements sont pratiqués selon la méthode linéaire sur base d'une estimation de la durée d'utilité. Lorsque la valeur recouvrable d'un actif est inférieure à sa valeur comptable, cette dernière est diminuée afin de refléter cette perte de valeur.

Les durées d'utilité estimées sont les suivantes :

Actifs biologiques producteurs - Palmier	20 à 26 ans
Actifs biologiques producteurs - Hévéa	20 à 33 ans

La date de départ des amortissements est la date de transfert d'actifs biologiques en production (maturité). Ce transfert a lieu au cours de la quatrième année après le planting des palmiers à huile et au cours de la septième année après le planting des hévéas. Pour chaque entité, la durée d'exploitation peut être adaptée en fonction des circonstances particulières.

#### ***Production agricole***

La production agricole est évaluée au moment de la récolte à la juste valeur diminuée des coûts estimés nécessaires pour réaliser la vente.

Il n'existe pas de données observables pour la production agricole (les régimes de palme, le latex). La Banque Mondiale publie des prévisions de prix pour le caoutchouc sec (produit fini). Ces prévisions se basent sur le grade RSS3 (feuille fumée) qui n'est pas produit par le Groupe. Enfin, et a fortiori, il n'existe pas de données prospectives observables relatives à la production agricole du Groupe. Le prix d'un produit standard sur un marché mondial n'est pas suffisamment représentatif de la réalité économique dans laquelle les différentes entités du Groupe interviennent. Ce prix ne peut être retenu comme référence pour l'évaluation.

Par conséquent, chaque entité détermine la juste valeur de la production agricole en fonction des prix de marché réellement obtenus là où elle est intervenue au cours du dernier exercice.

Le Groupe évalue la production agricole sur pied (huile dans le fruit des palmiers et latex à l'intérieur de l'arbre) comme des actifs biologiques, conformément aux principes de la norme IAS 41. Cette production sur pied est évaluée à la juste valeur au moment de la récolte. Tout gain et perte résultant de changements dans la juste valeur est comptabilisé au compte de résultat de la période.

#### **1.13. Contrats de location**

Le Groupe détermine à la signature du contrat si le contrat est, ou contient, un contrat de location, c'est-à-dire si le contrat transfère le droit d'utilisation de l'actif sur une période donnée, en échange d'une contrepartie.

Le Groupe applique une approche unique lors de la reconnaissance et de l'évaluation des contrats locatifs, à l'exception des contrats de location de courte durée et des contrats de faible valeur (correspondant principalement à de l'équipement informatique), pour lesquels les paiements associés sont reconnus en charges au compte de résultat. Le Groupe comptabilise une dette locative relative au paiement des charges locatives, ainsi que des droits d'utilisation correspondant au droit d'utilisation des actifs sous-jacents.

Le Groupe loue des bureaux et des terrains agricoles sur des durées allant de 1 à 99 ans ainsi que du matériel roulant et des équipements sur des durées allant de 1 mois jusqu'à 5 ans.

Les contrats de location du Groupe sont des contrats standards ne comportant pas de composantes complémentaires à caractère non locatif sauf pour certains contrats de location de véhicules qui comportent un service de maintenance. Le Groupe a opté pour la mesure de simplification permettant de ne pas séparer la composante location de la composante à caractère non locatif pour ces contrats.

Les actifs et passifs liés aux contrats de location sont initialement mesurés à la valeur actualisée des paiements fixes incluant les paiements fixes en substance diminuée des avantages reçus du bailleur. Les paiements à faire dans le cadre de renouvellements de certaines périodes de location ont été aussi inclus dans la valorisation de la dette de location. A cet effet, la direction prend en compte tous les faits et circonstances qui peuvent créer une incitation à exercer une option de renouvellement ou à ne pas exercer une option de résiliation anticipée. La dette locative est réévaluée s'il y a un changement dans la durée de location, dans le montant de la charge locative ou dans l'évaluation de l'option d'achat de l'actif.

Le taux d'intérêt implicite n'étant pas connu pour tous les contrats du Groupe, le taux d'emprunt marginal a été utilisé pour l'actualisation des paiements de location. Le taux d'emprunt marginal est le taux que le preneur aurait à payer pour emprunter, pour une durée et avec une garantie similaire, les fonds nécessaires à l'acquisition d'un bien de valeur similaire à l'actif au titre du droit d'utilisation dans un environnement économique similaire.

Pour la détermination du taux d'emprunt marginal, le Groupe :

- quand ceci est possible, utilise le financement le plus récent reçu par l'entité locataire comme point de départ ajusté pour refléter le changement des conditions de financement depuis que ce dernier a été reçu ;
- utilise une approche cumulative qui commence avec un taux sans risque ajusté pour le risque de crédit pour les locations des entités n'ayant pas de financement externe récent ;
- procède à des ajustements spécifiques aux contrats de location (tels que le terme, pays, devise et garanties).

Les taux d'actualisation utilisés par le Groupe varient entre 1.75% et 14.5%.

Les paiements liés aux contrats de location sont alloués entre remboursement du principal de la dette de location et charge d'intérêt. La charge d'intérêt est constatée dans le compte de résultat de la période sur la durée du contrat. Les droits d'utilisation d'actifs sont amortis linéairement sur la période la plus courte entre la durée de vie utile et la durée du contrat de location.

Le Groupe applique IAS 36 pour déterminer si un actif au titre du droit d'utilisation s'est déprécié et il comptabilise toute perte de valeur de la manière décrite à la Note 8 relative aux dépréciations d'actifs.

#### **1.14. Dépréciation d'actifs**

Les écarts d'acquisition ne sont pas amortis mais font l'objet d'un test de perte de valeur au minimum une fois par an et à chaque fois qu'apparaît un indice de perte de valeur.

En outre, à chaque date de clôture, le Groupe revoit les valeurs comptables de ses immobilisations incorporelles et corporelles y inclus ses actifs biologiques producteurs afin d'apprécier s'il existe un quelconque indice montrant que ses actifs ont pu perdre de la valeur. S'il existe un tel indice, la valeur recouvrable de l'actif est estimée afin de déterminer, s'il y a lieu, le montant de la perte ou de la réduction de valeur. La valeur recouvrable est la valeur la plus élevée entre la juste valeur diminuée des coûts de la vente de l'actif et la valeur d'utilité.

La juste valeur des immobilisations corporelles et incorporelles correspond à la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs estimés attendus de l'utilisation d'un actif ou d'une unité génératrice de trésorerie. Lorsqu'il n'est pas possible d'estimer le montant recouvrable d'un actif isolé, le Groupe détermine la valeur recouvrable de l'unité génératrice de trésorerie à laquelle l'actif appartient.

Si la valeur recouvrable d'un actif (ou d'une unité génératrice de trésorerie) est estimée comme étant inférieure à sa valeur comptable, la valeur comptable de l'actif (unité génératrice de trésorerie) est ramenée à sa valeur recouvrable. Les pertes de valeur sont immédiatement comptabilisées en charges dans le compte de résultat.

Lorsqu'une perte de valeur comptabilisée lors d'un exercice antérieur n'existe plus ou doit être diminuée, la valeur comptable de l'actif (unité génératrice de trésorerie) est augmentée à hauteur de l'estimation révisée de sa valeur recouvrable. Cependant, cette valeur comptable augmentée ne doit pas excéder la valeur comptable qui aurait été déterminée si aucune perte de valeur n'avait été comptabilisée pour l'actif (unité génératrice de trésorerie) au cours d'exercices antérieurs. La reprise d'une perte de valeur est comptabilisée immédiatement en produits dans le compte de résultat.

Une perte de valeur enregistrée sur un écart d'acquisition ne peut faire l'objet d'une reprise ultérieure.

### **1.15. Stocks**

Les stocks sont inscrits au plus faible du coût et de leur valeur nette de réalisation. Le coût comprend les coûts directs de matières et le cas échéant, les coûts directs de main d'œuvre ainsi que les frais généraux directement attribuables.

Lorsque l'identification spécifique n'est pas possible, le coût est déterminé sur base de la méthode du coût moyen pondéré. La valeur nette de réalisation représente le prix de vente estimé dans le cours normal des activités diminué des coûts estimés pour l'achèvement et des coûts estimés nécessaires pour réaliser la vente (frais commerciaux essentiellement).

La dépréciation ou la perte sur stocks pour les ramener à la valeur nette de réalisation est comptabilisée en charges de l'exercice au cours duquel la dépréciation ou la perte s'est produite.

Comme expliqué à la Note 1.12. Actifs biologiques, la production agricole est évaluée à sa juste valeur diminuée des coûts estimés nécessaires pour réaliser la vente.

### **1.16. Crédits commerciaux**

Les créances commerciales sont évaluées à leur valeur nominale et ne portent pas d'intérêt. Le Groupe applique une approche simplifiée et enregistre une provision pour pertes attendues sur la durée de vie des créances. Cette provision pour pertes est un montant que le Groupe considère comme une estimation fiable sur l'incapacité de ses clients à effectuer les paiements requis (voir Note 33).

### **1.17. Trésorerie et équivalents de trésorerie**

Cette rubrique comprend les liquidités, les dépôts à vue, les dépôts à court terme de moins de 3 mois, ainsi que les placements facilement convertibles en un montant connu de trésorerie et qui sont soumis à un risque négligeable de changement de valeur.

## **1.18. Instruments financiers**

Les actifs et passifs financiers sont comptabilisés dans l'état de la situation financière consolidée lorsque le Groupe devient partie aux dispositions contractuelles de l'instrument.

### ***Instruments financiers dérivés***

Les instruments financiers dérivés sont évalués à leur juste valeur à chaque date de clôture.

Le traitement comptable dépend de la qualification de l'instrument concerné :

- *Instruments de couverture :*

Le Groupe désigne certains instruments de couverture, notamment des dérivés au titre du risque de change et au titre du risque de taux d'intérêt, comme couvertures de flux de trésorerie. Les couvertures pour le risque de change lié aux engagements fermes sont comptabilisées comme couvertures de flux de trésorerie.

Au moment de la création de la relation de couverture, l'entité prépare une documentation décrivant la relation entre l'instrument de couverture et l'élément couvert ainsi que ses objectifs en matière de gestion des risques et sa stratégie pour effectuer diverses transactions de couverture. Par ailleurs, à la création de la couverture et régulièrement par la suite, le Groupe indique si l'instrument de couverture est hautement efficace pour compenser les variations de la juste valeur ou des flux de trésorerie de l'élément couvert attribuable au risque couvert.

La partie efficace des variations de la juste valeur des dérivés qui sont désignés comme couvertures de flux de trésorerie et qui remplissent les conditions nécessaires pour pouvoir être ainsi désignés est comptabilisée dans les autres éléments du résultat étendu et cumulée dans la réserve au titre de la couverture des flux de trésorerie. Le profit ou la perte lié à la partie inefficace est immédiatement comptabilisé en résultat net, dans les autres profits et pertes.

Les montants comptabilisés précédemment dans les autres éléments du résultat étendu et cumulés dans les capitaux propres sont reclassés en résultat net dans les périodes où l'élément couvert influe sur le résultat net, au même poste que celui de l'élément couvert comptabilisé. Toutefois, si une transaction prévue couverte entraîne la comptabilisation d'un actif ou d'un passif non financier, les profits et pertes qui ont précédemment été comptabilisés dans les autres éléments du résultat étendu et cumulés en capitaux propres sont sortis des capitaux propres pour être pris en compte dans l'évaluation initiale du coût de l'actif ou du passif non financier.

Pour les exercices sous revue, aucun instrument de couverture n'a été utilisé par le Groupe.

- *Autres instruments :*

Les changements de la juste valeur des instruments financiers dérivés qui ne remplissent pas les conditions pour une comptabilité de couverture sont comptabilisés dans le compte de résultat lorsqu'ils surviennent.

### ***Prêts et emprunts***

Les avances à long terme et les autres créances portant des intérêts sont enregistrés pour les montants donnés, nets des coûts directs d'émission. Les produits financiers sont ajoutés à la valeur comptable de l'instrument dans la mesure où ils ne sont pas reçus dans l'exercice au cours duquel ils surviennent. Les intérêts sont calculés selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Le modèle économique du Groupe pour la gestion des actifs financiers fait référence à la manière dont il gère ses actifs financiers afin de générer des flux de trésorerie. Le modèle d'entreprise détermine si les flux de trésorerie résulteront de la collecte des flux de trésorerie contractuels, de

la vente des actifs financiers ou des deux. Les actifs financiers classés et évalués au coût amorti sont détenus dans un modèle économique avec l'objectif de détenir des actifs financiers afin de collecter des flux de trésorerie contractuels. Les avances à long terme et les autres créances sont détenues dans le seul but de collecter le montant du principal et des intérêts. A ce titre, elles sont en conformité avec le modèle "Solely Payments of Principal and Interest" (SPPI). Elles sont enregistrées selon la méthode du coût amorti. Le Groupe applique une approche simplifiée dans le calcul des pertes attendues sur les prêts et emprunts, basée sur l'historique des pertes de crédit.

Les emprunts et les autres dettes portant intérêts sont enregistrés pour les montants reçus, nets des coûts directs d'émission. Les charges financières sont comptabilisées selon la méthode de la comptabilité d'engagement et sont ajoutées à la valeur comptable de l'instrument dans la mesure où elles ne sont pas réglées dans l'exercice au cours duquel elles surviennent.

La valeur comptable correspond à une approximation raisonnable de la juste valeur dans le cas d'instruments financiers tels que les emprunts et dettes auprès d'établissements financiers à court terme.

L'évaluation à la juste valeur des emprunts et des dettes auprès d'établissements financiers, autres qu'à court terme, dépend à la fois des spécificités des emprunts et des conditions actuelles de marché. La juste valeur a été calculée en actualisant les flux de trésorerie futurs attendus aux taux d'intérêts ré-estimés prévalant à la date de clôture sur la durée résiduelle de remboursement des emprunts.

Le Groupe s'est basé sur l'évolution du taux d'intérêt de la Banque Centrale Européenne ajusté du risque spécifique inhérent à chaque instrument financier, comme indice de référence raisonnable pour estimer la juste valeur de ces emprunts. Le Groupe n'a pas identifié de différence significative entre la valeur comptable des prêts et emprunts et leur juste valeur.

#### ***Instruments de capitaux propres***

Les instruments de capitaux propres sont comptabilisés pour les montants reçus, nets des coûts directs engendrés par l'émission.

#### ***Titres valorisés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat étendu***

Cette rubrique comprend les actions détenues par le Groupe dans des sociétés dans lesquelles il n'exerce pas de contrôle ou d'influence notable ou dans des sociétés non consolidées.

Lors de leur comptabilisation initiale, ces actifs sont comptabilisés à leur juste valeur, c'est-à-dire généralement à leur coût d'acquisition.

Les titres valorisés à la juste valeur sont comptabilisés parmi les actifs financiers à la juste valeur par le biais des éléments du résultat étendu, car ces placements sont détenus à titre d'investissements stratégiques à long terme qui ne devraient pas être vendus à court terme. Le choix de la comptabilisation à la juste valeur par le biais des éléments du résultat étendu est irrévocable.

Pour les actions de sociétés cotées, la juste valeur est la valeur boursière à la date de clôture (Niveau 1). Pour les titres non cotés, la juste valeur est déterminée sur base de l'actif net réévalué (Niveau 3).

A chaque date de clôture, le Groupe revoit les valeurs comptables de ses titres afin d'apprécier s'il existe un quelconque indice montrant qu'ils ont pu perdre de la valeur. Aucun profit ou perte lié à ces instruments ne peut être reclassé en résultat, même au moment de la décomptabilisation.

### ***Autres actifs et passifs financiers***

Les autres actifs et passifs financiers sont comptabilisés à leur coût d'acquisition. La juste valeur des autres actifs et passifs financiers est estimée proche de la valeur comptable.

Les créances sont évaluées à leur valeur nominale au coût amorti diminuée des réductions de valeur couvrant les montants considérés comme non recouvrables dès lors que le Groupe l'estime nécessaire. La constitution de la dépréciation d'actifs est comptabilisée dans le compte de résultat dans la rubrique "Autres charges/produits opérationnels". Le Groupe a établi une matrice de provisions basée sur ses expériences historiques de pertes de crédit, ajustées des facteurs prospectifs spécifiques aux débiteurs et à l'environnement économique. La valeur comptable de l'actif est réduite par l'utilisation d'un compte de provision et le montant de la perte est comptabilisé dans l'état consolidé des résultats. Le Conseil d'Administration de chaque filiale évalue les créances de manière individuelle. Les corrections de valeur sont déterminées en tenant compte de la réalité économique locale de chaque pays. Elles sont revues lors de la réception de nouveaux évènements et au minimum annuellement.

### **1.19. Provisions**

Les provisions sont comptabilisées lorsque le Groupe a une obligation actuelle (juridique ou implicite) résultant d'un fait générateur passé qui entraînera probablement une sortie d'avantages économiques pouvant être raisonnablement estimée.

Les provisions pour restructuration sont comptabilisées lorsque le Groupe a un plan formalisé et détaillé pour la restructuration qui a été notifié aux parties affectées.

### **1.20. Engagements de retraite**

#### ***Plans à cotisations définies***

Ces plans désignent les régimes d'avantages postérieurs à l'emploi en vertu desquels le Groupe verse à des sociétés d'assurances externes, pour certaines catégories de travailleurs salariés, des cotisations dont les montants sont définis. Les versements effectués dans le cadre de ces régimes de retraite sont comptabilisés en compte de résultat dans l'exercice au cours duquel ils sont dus.

Comme ces régimes ne génèrent pas d'engagement futur pour le Groupe, ils ne donnent pas lieu à la constitution de provisions.

#### ***Plans à prestations définies***

Ces plans désignent les régimes d'avantages postérieurs à l'emploi qui garantissent à certaines catégories de salariés, des ressources complémentaires en contrepartie des services qu'ils ont rendus durant l'exercice et les exercices antérieurs.

Cette garantie de ressources complémentaires constitue pour le Groupe une prestation future pour laquelle un engagement est calculé par des actuaires indépendants à la clôture de chaque exercice.

Les hypothèses actuarielles utilisées pour déterminer les engagements varient selon les conditions économiques prévalant dans le pays dans lequel le régime est situé.

Les taux d'actualisation applicables pour actualiser les obligations au titre des avantages postérieurs à l'emploi doivent être déterminés par référence aux taux de rendement du marché des obligations de sociétés de haute qualité adaptés au calendrier estimé de versement des prestations à la date de clôture.

Le Groupe a décidé de calculer les taux d'actualisation en se référant aux obligations de sociétés de haute qualité correspondant aux échéances des avantages du personnel dans les pays concernés. Dans les pays où il n'existe pas de marché large pour ce type d'obligations, le Group se réfère aux taux de rendement (à la fin de la période de présentation de l'information financière) du marché des obligations d'État. La monnaie et la durée de ces obligations de sociétés ou de ces obligations d'État doivent correspondre à la monnaie et à la durée estimée des obligations au titre des avantages postérieurs à l'emploi

Le coût des engagements correspondants est déterminé selon la méthode des unités de crédit projetées, avec un calcul des valeurs actualisées à la date de clôture conformément aux principes d'IAS 19 "Avantages du personnel".

Toutes les variations du montant des engagements de pension à prestations définies sont comptabilisées dès qu'elles surviennent.

Les réévaluations des engagements de pension à prestations définies dont notamment les gains et pertes actuariels doivent être immédiatement comptabilisées en "Autres éléments du résultat étendu".

Les coûts des services rendus pendant la période, les coûts des services passés (modification d'un régime) et les intérêts nets sont comptabilisés immédiatement en charge.

Le montant comptabilisé dans l'état de la situation financière correspond à la valeur actualisée des engagements de pension des régimes à prestations définies ajustée des gains et pertes actuariels et diminuée de la juste valeur des actifs du plan.

## 1.21. Comptabilisation des produits

Les revenus du Groupe découlent de l'obligation de performance consistant dans le transfert de contrôle de produits dans le cadre d'arrangements. Selon ces arrangements, le transfert du contrôle et l'accomplissement de l'obligation de performance se produisent en même temps.

Le point de prise de contrôle de l'actif par le client dépend du moment où les marchandises sont mises à la disposition du transporteur ou lorsque l'acheteur prend possession des marchandises, en fonction des conditions de livraison. En ce qui concerne les activités du Groupe, les critères de comptabilisation des produits sont généralement remplis:

- (a) pour les ventes à l'exportation, au moment du transfert de propriété selon les incoterms du contrat;
- (b) pour les ventes locales, en fonction des conditions de livraison, soit au moment où les produits quittent ses locaux, soit lorsque le client prend possession des marchandises.

Il s'agit du moment où le Groupe a rempli ses obligations de performance.

Les revenus sont évalués au prix de transaction de la contrepartie reçue ou à recevoir, montant défini selon les termes de l'arrangement conclu avec l'acheteur.

Le prix de vente est déterminé au prix du marché et dans quelques cas, le prix de vente est déterminé contractuellement à titre provisoire, sur la base d'une estimation fiable du prix de vente. Dans ce dernier cas, des ajustements de prix peuvent ensuite intervenir en fonction des mouvements entre le prix de référence et le prix final, tel que reconnu.

Le Group considère qu'il agit en tant que principal dans ses différentes activités, étant donné qu'il contrôle les biens vendus avant de les transférer à ses clients.

Au 31 décembre 2021, les produits provenant du principal client du Groupe représentent environ 45.9 millions d'euros (2020: 35.4 millions d'euros) du total des produits du Groupe.

## **1.22. Impôts**

L'impôt courant est le montant des impôts exigibles ou récupérables sur le bénéfice ou la perte d'un exercice.

Les différences temporelles entre les valeurs comptables des actifs et des passifs et leurs bases fiscales donnent lieu à la constatation d'un impôt différé en utilisant les taux d'impôts dont l'application est prévue lors du renversement des différences temporelles, tels qu'adoptés à la date de clôture.

Des impôts différés sont comptabilisés pour toutes les différences temporelles sauf si l'impôt différé est généré par un écart d'acquisition ou par la comptabilisation initiale d'un actif ou d'un passif qui n'est pas acquis via un regroupement d'entreprises et n'affecte ni le bénéfice comptable ni le bénéfice imposable à la date de transaction.

Un passif d'impôt différé est comptabilisé pour toutes les différences temporelles imposables liées à des participations dans les filiales et entreprises associées, sauf si la date à laquelle s'inversera la différence temporelle peut être contrôlée et s'il est probable qu'elle ne s'inversera pas dans un avenir prévisible.

Un actif d'impôt différé est comptabilisé pour le report en avant de pertes fiscales et de crédits d'impôts non utilisés dans la mesure où il est probable que l'on disposera de bénéfices imposables futurs sur lesquels ces pertes fiscales et crédits d'impôts non utilisés pourront être imputés.

L'impôt différé est comptabilisé dans le compte de résultat sauf s'il concerne des éléments qui ont été directement comptabilisés, soit dans les capitaux propres, soit dans les autres éléments du résultat étendu.

## **1.23. Information sectorielle**

IFRS 8 "Secteurs opérationnels" requiert que les secteurs opérationnels soient identifiés sur base du reporting interne analysé par le principal décideur opérationnel de l'entité en vue d'évaluer les performances et de prendre des décisions en matière de ressources à affecter aux secteurs.

L'identification de ces secteurs opérationnels découle de l'information analysée par la Direction qui est basée sur la répartition géographique des risques politiques et économiques et sur l'analyse des comptes sociaux individuels au coût historique.

## **1.24. Recours à des estimations**

Pour l'établissement des états financiers consolidés selon les normes IFRS, la Direction du Groupe a dû retenir des hypothèses basées sur ses meilleures estimations qui affectent la valeur comptable des éléments d'actifs et de passifs, les informations relatives aux éléments d'actifs et de passifs éventuels, ainsi que la valeur comptable des produits et charges enregistrés durant la période. En fonction de l'évolution de ces hypothèses ou des conditions économiques différentes, les montants qui figureront dans les futurs états financiers consolidés du Groupe pourraient différer des estimations actuelles. Les méthodes comptables sensibles, au titre desquelles le Groupe a eu recours à des estimations, concernent principalement l'application des normes IAS 19 (Note 21), IAS 41 / IAS 2 (Notes 6 and 15), IAS 16 (Note 5), IAS 36 (Notes 5, 6 and 8), IFRS 9 (Note 24) et IFRS 16 (Note 3).

En l'absence de données observables au sens de la norme IFRS 13, le Groupe a recours à l'élaboration d'un modèle d'évaluation de la juste valeur de la production agricole basé sur les coûts et conditions de production et de vente locales (voir Note 1.12).

Cette méthode est par nature plus volatile que l'évaluation au coût historique.

## **1.25. Continuité d'exploitation, y inclus impact de la pandémie COVID-19**

Durant l'année 2021, suite à l'impact de la pandémie COVID-19 sur les activités des filiales directes et indirectes de la Société, la Direction s'est adaptée aux nouvelles restrictions et suit constamment l'évolution du risque lié à cette crise sanitaire. La propagation du virus demeure active et imprévisible, ce qui vole le développement économique à un avenir incertain.

Au 31 décembre 2021, les passifs dûs sous 12 mois (EUR 180,163,989) n'excèdent pas les actifs réalisables sous 12 mois (EUR 208,919,991).

## Note 2. Filiales et entreprises associées

	% d'intérêt du Groupe 2021	% de contrôle du groupe 2021	Méthode de consolidation (*) 2021	% d'intérêt du Groupe 2020	% de contrôle du groupe 2020	Méthode de consolidation (*) 2020
<b>AFRIQUE</b>						
<i>Hévéa et Palmier</i>						
SOGB S.A.	63.69	73.16	IG	63.69	73.16	IG
PLANTATIONS SOCFINAF GHANA "PSG" LTD	100.00	100.00	IG	100.00	100.00	IG
OKOMU OIL PALM COMPANY PLC	65.23	65.23	IG	65.23	65.23	IG
SOCIETE AFRICAINE FORESTIERE ET AGRICOLE DU CAMEROUN "SAFACAM" S.A.	69.05	69.05	IG	69.05	69.05	IG
SOCIETE CAMEROUNAISE DE PALMERAIES "SOCAPALM" S.A.	67.46	67.46	IG	67.46	67.46	IG
<i>Hévéa</i>						
LIBERIAN AGRICULTURAL COMPANY "LAC"	100.00	100.00	IG	100.00	100.00	IG
SALALA RUBBER CORPORATION "SRC"	100.00	100.00	IG	100.00	100.00	IG
SUD COMOË CAOUTCHOUC "SCC"	60.95	70.01	IG	60.95	70.01	IG
<i>Palmier</i>						
SOCFIN AGRICULTURAL COMPANY "SAC" LTD	93.00	93.00	IG	93.00	93.00	IG
SOCIETE DES PALMERAIES DE LA FERME SUISSE "SPFS"	67.46	100.00	IG	67.46	100.00	IG
AGRIPALMA LDA	88.00	88.00	IG	88.00	88.00	IG
BRABANTA S.A.	99.80	99.80	IG	99.80	99.80	IG
<i>Autres activités</i>						
BEREBY-FINANCES "BEFIN" S.A.	87.06	87.06	IG	87.06	87.06	IG
CAMSEEDS S.A.	67.61	100.00	IG	67.38	99.54	IG
<b>EUROPE</b>						
<i>Autres activités</i>						
CENTRAGES S.A.	50.00	50.00	MEE	50.00	50.00	MEE
IMMOBILIÈRE DE LA PEPINIÈRE S.A.	50.00	50.00	MEE	50.00	50.00	MEE
INDUSERVICES S.A.	30.00	30.00	MEE	30.00	30.00	MEE
INDUSERVICES FR S.A.	50.00	50.00	MEE	50.00	50.00	MEE
MANAGEMENT ASSOCIATES S.A.	20.00	20.00	MEE	20.00	20.00	MEE
SOCIETE ANONYME FORESTIERE AGRICOLE "SAFA"	100.00	100.00	IG	100.00	100.00	IG
SOCFIN GREEN ENERGY S.A.	0.00	0.00	NC	50.00	50.00	MEE
SOCFIN RESEARCH S.A.	0.00	0.00	NC	50.00	50.00	MEE
SOCFINCO S.A.	50.00	50.00	MEE	50.00	50.00	MEE
SOCFINCO FR S.A.	50.00	50.00	MEE	50.00	50.00	MEE
SOCFINDE S.A.	20.00	20.00	MEE	20.00	20.00	MEE
SODIMEX S.A.	50.00	50.00	MEE	50.00	50.00	MEE
SODIMEX FR S.A.	50.00	50.00	MEE	50.00	50.00	MEE
SOGESCOL FR S.A.	50.00	50.00	MEE	50.00	50.00	MEE
STP INVEST S.A.	100.00	100.00	IG	100.00	100.00	IG
TERRASIA S.A.	33.28	33.28	MEE	33.28	33.28	MEE

(\*) Méthode de consolidation : IG : Intégration Globale - MEE : Mise En Equivalence - NC : Non Consolidée

## **Liste des filiales et entreprises associées**

- \* AGRIPALMA LDA est une société implantée sur l'île de São Tomé et Principe spécialisée dans la production d'huile de palme.
- \* BEREBY-FINANCES "BEFIN" S.A. est une société holding de droit ivoirien détenant les sociétés de droit ivoirien SOGB S.A. et SCC.
- \* BRABANTA S.A. est une société de droit congolais spécialisée dans la production d'huile de palme.
- \* CAMSEEDS S.A. est une société de droit camerounais spécialisé dans la recherche, le développement et la production de semences (palmier).
- \* CENTRAGES S.A. est une société de droit belge prestataire de services administratifs et comptables et propriétaire de trois étages de surface de bureaux situés à Bruxelles.
- \* IMMOBILIERE DE LA PEPINIERE S.A. est une société de droit belge propriétaire de trois étages de surface de bureaux situés à Bruxelles.
- \* INDUSERVICES S.A. est une société de droit luxembourgeois dont l'objet est de fournir tous services administratifs à toutes entreprises, organisations et sociétés, notamment tous services de documentation, de tenue de livres et registres, ainsi que toutes activités de représentation, d'étude, de consultation et d'assistance.
- \* INDUSERVICES FR S.A. est une société de droit suisse dont l'objet est de fournir tous services administratifs à toutes entreprises, organisations et sociétés, notamment tous services de documentation, de tenue de livres et registres, ainsi que toutes activités de représentation, d'étude, de consultation et d'assistance. En outre, elle assure à l'ensemble des sociétés du Groupe l'accès à la plateforme informatique commune.
- \* LIBERIAN AGRICULTURAL COMPANY "LAC" est une société de droit libérien spécialisée dans la production de caoutchouc.
- \* MANAGEMENT ASSOCIATES S.A. est une société de droit luxembourgeois active dans le transport.
- \* OKOMU OIL PALM COMPANY PLC est une société de droit nigérian spécialisée dans la production de produits palmiers et de caoutchouc.
- \* PLANTATIONS SOCFINAF GHANA "PSG" LTD est une société de droit ghanéen spécialisée dans la production de produits palmiers et de caoutchouc.
- \* SOCIETE AFRICAINE FORESTIERE ET AGRICOLE DU CAMEROUN "SAFACAM" S.A. est une société de droit camerounais active dans la production d'huile de palme et la culture d'hévéas.
- \* SALALA RUBBER CORPORATION "SRC" est une société de droit libérien spécialisée dans l'exploitation d'une plantation d'hévéas.
- \* SOCIETE CAMEROUNAISE DE PALMERAIES "SOCAPALM" S.A. est active au Cameroun dans la production d'huile de palme et la culture d'hévéas.
- \* SOCFIN AGRICULTURAL COMPANY "SAC" LTD est une société implantée en Sierra Leone spécialisée dans la production d'huile de palme.
- \* SOCFIN CONSULTANT SERVICES "SOCFINCO" S.A. est une société établie en Belgique prestataire de services d'assistance technique, agronomique et financière.
- \* SOCFINCO FR S.A. est une société suisse de services, d'études et de management de plantations agro-industrielles.

- \* SOCIETE ANONYME FORESTIERE AGRICOLE "SAFA" est une société de droit français détenant une participation dans une plantation au Cameroun, Safacam S.A.
- \* SOCFINDE S.A. est une société holding de financement de droit luxembourgeois.
- \* SOCIETE DES PALMERAIES DE LA FERME SUISSE "SPFS" S.A. est active au Cameroun dans la production, la transformation et la commercialisation de l'huile de palme.
- \* SODIMEX S.A. est une société de droit belge active dans le domaine de l'achat et la vente de matériel destiné aux plantations.
- \* SODIMEX FR S.A. est une société de droit suisse active dans le domaine de l'achat et vente de matériel destiné aux plantations.
- \* SOGB S.A. est une société de droit ivoirien spécialisée dans la production de produits palmiers et de caoutchouc.
- \* SOGESCOL FR S.A. est une société suisse active dans le commerce de produits tropicaux.
- \* STP INVEST S.A. est une société de droit belge détenant une participation dans Agripalma LDA.
- \* SUD COMOË CAOUTCHOUC "SCC" est une société de droit ivoirien qui a comme activité le traitement et la commercialisation de caoutchouc.
- \* TERRASIA S.A est une société de droit luxembourgeois propriétaire de bureaux.
- \* SOCFIN GREEEN ENERGY S.A. et SOCFIN RESEARCH S.A. sont sorties du périmètre de consolidation en 2021, car elles sont en cours de liquidation.

### Note 3. Contrats de location

Les montants constatés au bilan en relation avec les contrats de location se détaillent comme suit :

#### \* Droit d'utilisation d'actifs

<b>EUR</b>	<b>Mobilier, matériel roulant et autres</b>	<b>Immeubles</b>	<b>Terrains et concessions agricoles</b>	<b>TOTAL</b>
<b>Valeur brute au 1<sup>er</sup> janvier 2020</b>	<b>5,240,412</b>	<b>672,615</b>	<b>7,370,230</b>	<b>13,283,257</b>
Entrées	2,639,259	0	0	2,639,259
Sorties	0	-136,602	-76,549	-213,151
Ecarts de conversion	-541,783	-582	-173,387	-715,752
<b>Valeur brute au 31 décembre 2020</b>	<b>7,337,888</b>	<b>535,431</b>	<b>7,120,294</b>	<b>14,993,613</b>
<b>Amortissements au 1<sup>er</sup> janvier 2020</b>	<b>-3,562,064</b>	<b>-406,745</b>	<b>-2,107,969</b>	<b>-6,076,778</b>
Amortissements	-1,508,973	-38,391	-143,992	-1,691,356
Reprises d'amortissements	0	40,980	76,549	117,529
Ecarts de conversion	402,396	143	50,710	453,249
<b>Amortissements au 31 décembre 2020</b>	<b>-4,668,641</b>	<b>-404,013</b>	<b>-2,124,702</b>	<b>-7,197,356</b>
<b>Valeur nette comptable au 31 décembre 2020</b>	<b>2,669,247</b>	<b>131,418</b>	<b>4,995,592</b>	<b>7,796,257</b>
<b>Valeur brute au 1<sup>er</sup> janvier 2021</b>	<b>7,337,888</b>	<b>535,431</b>	<b>7,120,294</b>	<b>14,993,613</b>
Entrées	988,351	136,739	197,754	1,322,844
Sorties	0	0	0	0
Ecarts de conversion	8,302	-6	119,922	128,218
<b>Valeur brute au 31 décembre 2021</b>	<b>8,334,541</b>	<b>672,164</b>	<b>7,437,970</b>	<b>16,444,675</b>
<b>Amortissements au 1<sup>er</sup> janvier 2021</b>	<b>-4,668,641</b>	<b>-404,013</b>	<b>-2,124,702</b>	<b>-7,197,356</b>
Amortissements	-1,496,461	-24,728	-153,860	-1,675,049
Reprises d'amortissements	0	0	0	0
Ecarts de conversion	-8,125	-40,979	-38,174	-87,278
<b>Amortissements au 31 décembre 2021</b>	<b>-6,173,227</b>	<b>-469,720</b>	<b>-2,316,736</b>	<b>-8,959,683</b>
<b>Valeur nette comptable au 31 décembre 2021</b>	<b>2,161,314</b>	<b>202,444</b>	<b>5,121,234</b>	<b>7,484,992</b>

**\* Dettes liées aux contrats de location**

EUR	2021	2020
Dettes à plus d'un an	8,285,305	8,245,089
Dettes à moins d'un an	1,105,090	1,354,035
<b>TOTAL</b>	<b>9,390,395</b>	<b>9,599,124</b>

Les montants constatés dans le compte de résultat en relation avec les contrats de location se détaillent comme suit :

EUR	2021	2020
Amortissements des droits d'utilisation d'actifs	1,675,049	1,691,356
Charges liées aux contrats de location de courte durée et des actifs à faible valeur	1,707,351	1,080,856
Charge d'intérêt (incluses dans les charges financières)	954,891	952,679
<b>TOTAL</b>	<b>4,337,291</b>	<b>3,724,891</b>

**Concessions de terrains agricoles**

Le Groupe n'est pas propriétaire de tous les terrains sur lesquels sont plantés les actifs biologiques. En général, ces terrains font l'objet de concessions de très longue durée de la part de l'autorité publique locale. Ces concessions sont renouvelables.

Société (*)	Date du bail initial ou de son renouvellement/extension	Durée du bail initial	Superficie concédée	
SOCFIN AGRICULTURAL COMPANY "SAC"	2013/2014	50 ans	18,473 ha	(1)
LIBERIAN AGRICULTURAL COMPANY "LAC"	1959	77 ans	121,407 ha	
SALALA RUBBER CORPORATION "SRC"	1960	70 ans	8,000 ha	(3)
SOGB	1995	99 ans	34,712 ha	
PLANTATIONS SOCFINAF GHANA "PSG"	2013/2016	50 ans	18,303 ha	
OKOMU OIL PALM COMPANY PLC	1986/2001/2013	92 à 99 ans	33,113 ha	
SOCAPALM	2000	60 ans	58,063 ha	
SAFACAM	2019	3 ans	2,161 ha	(4)
AGRIPALMA	2009	25 ans	4,252 ha	(2)(5)
BRABANTA	2015/2018/2019	25 ans	8,689 ha	

- (1) Concessions renouvelables pour un terme de 25 ans.
- (2) Concessions renouvelables tacitement pour des périodes de 25 ans.
- (3) Concessions extensibles jusqu'à 40,000 ha.
- (4) Safacam possède en propre 15,529 ha
- (5) Agripalma possède en propre 665 ha

<b>EUR</b>	<b>Concessions et brevets</b>	<b>Logiciels</b>	<b>Autres immobilisations incorporelles</b>	<b>TOTAL</b>
<b>Valeur d'acquisition au 1<sup>er</sup> janvier 2020</b>	<b>2,394,106</b>	<b>766,007</b>	<b>1,639,842</b>	<b>4,799,955</b>
Acquisitions	0	0	137,143	137,143
Sorties	0	-7,339	-994,000	-1,001,339
Ecarts de conversion	-286,133	-28,771	-17,917	-332,821
<b>Valeur d'acquisition au 31 décembre 2020</b>	<b>2,107,973</b>	<b>729,897</b>	<b>765,068</b>	<b>3,602,938</b>
<b>Amortissements au 1<sup>er</sup> janvier 2020</b>	<b>-209,644</b>	<b>-476,720</b>	<b>-1,301,490</b>	<b>-1,987,854</b>
Amortissements	-45,999	-25,988	-18,543	-90,530
Reprises d'amortissements	0	7,263	592,472	599,735
Ecarts de conversion	27,125	7,281	17,917	52,323
<b>Amortissements au 31 décembre 2020</b>	<b>-228,518</b>	<b>-488,164</b>	<b>-709,644</b>	<b>-1,426,326</b>
<b>Valeur nette comptable au 31 décembre 2020</b>	<b>1,879,455</b>	<b>241,733</b>	<b>55,424</b>	<b>2,176,612</b>
<b>Valeur d'acquisition au 1<sup>er</sup> janvier 2021</b>	<b>2,107,973</b>	<b>729,897</b>	<b>765,068</b>	<b>3,602,938</b>
Acquisitions	0	915	2,752	3,667
Sorties	0	0	30	30
Ecarts de conversion	81,607	21,500	-178	102,929
<b>Valeur d'acquisition au 31 décembre 2021</b>	<b>2,189,580</b>	<b>752,312</b>	<b>767,672</b>	<b>3,709,564</b>
<b>Amortissements au 1<sup>er</sup> janvier 2021</b>	<b>-228,518</b>	<b>-488,164</b>	<b>-709,644</b>	<b>-1,426,326</b>
Amortissements	-42,968	-247,697	-12,857	-303,522
Ecarts de conversion	-8,590	-12,388	178	-20,800
<b>Amortissements au 31 décembre 2021</b>	<b>-280,076</b>	<b>-748,249</b>	<b>-722,323</b>	<b>-1,750,648</b>
<b>Valeur nette comptable au 31 décembre 2021</b>	<b>1,909,504</b>	<b>4,063</b>	<b>45,349</b>	<b>1,958,916</b>

## Note 5. Immobilisations corporelles

EUR	Terrains et pépinières	Constructions	Installations techniques	Mobilier, matériel roulant et autres	Immo. corporelles en cours	Avances et acomptes	TOTAL
<b>Valeur d'acquisition au 1<sup>er</sup> janvier 2020</b>	<b>12,144,018</b>	<b>219,030,202</b>	<b>126,015,668</b>	<b>202,728,022</b>	<b>19,224,022</b>	<b>144,313</b>	<b>579,286,245</b>
Acquisitions (*)	242,298	8,659,488	10,174,256	3,898,583	23,212,303	134,103	46,321,031
Sorties	-150,664	-1,607,458	-4,867,047	-5,461,848	0	0	-12,087,017
Reclassements vers d'autres postes	-1,711,413	4,755,179	-324,407	7,857,424	-12,628,984	-28,640	-2,080,841
Ecarts de conversion	-1,690,673	-12,323,511	-11,129,811	-8,850,507	-3,029,939	-908	-37,025,349
<b>Valeur d'acquisition au 31 décembre 2020</b>	<b>8,833,566</b>	<b>218,513,900</b>	<b>119,868,659</b>	<b>200,171,674</b>	<b>26,777,402</b>	<b>248,868</b>	<b>574,414,069</b>
<b>Amortissements au 1<sup>er</sup> janvier 2020</b>	<b>-1,289,703</b>	<b>-108,005,212</b>	<b>-62,020,127</b>	<b>-150,965,224</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>-322,280,266</b>
Amortissements	-15,278	-11,204,067	-7,787,366	-12,148,359	0	0	-31,155,070
Reprises d'amortissements	135,990	1,130,088	4,248,872	5,139,505	0	0	10,654,455
Reclassements vers d'autres postes	0	0	2,233,697	-1,864,268	0	0	369,429
Ecarts de conversion	5,449	4,124,249	3,985,834	6,873,317	0	0	14,988,849
<b>Amortissements au 31 décembre 2020</b>	<b>-1,163,542</b>	<b>-113,954,942</b>	<b>-59,339,090</b>	<b>-152,965,029</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>-327,422,603</b>
<b>Valeur nette comptable au 31 décembre 2020</b>	<b>7,670,024</b>	<b>104,558,958</b>	<b>60,529,569</b>	<b>47,206,645</b>	<b>26,777,402</b>	<b>248,868</b>	<b>246,991,466</b>
<b>Valeur d'acquisition au 1<sup>er</sup> janvier 2021</b>	<b>8,833,566</b>	<b>218,513,900</b>	<b>119,868,659</b>	<b>200,171,674</b>	<b>26,777,402</b>	<b>248,868</b>	<b>574,414,069</b>
Acquisitions(*)	470,766	6,994,838	22,299,730	10,310,803	9,533,518	406,203	50,015,858
Sorties	-24,592	-107,278	-242,806	-4,059,360	0	0	-4,434,036
Reclassements vers d'autres postes	-1,051,159	13,867,215	4,565,872	2,225,091	-19,174,963	0	432,056
Ecarts de conversion	38,115	5,519,899	1,992,688	2,769,275	618,290	3,025	10,941,292
<b>Valeur d'acquisition au 31 décembre 2021</b>	<b>8,266,696</b>	<b>244,788,574</b>	<b>148,484,143</b>	<b>211,417,483</b>	<b>17,754,247</b>	<b>658,096</b>	<b>631,369,239</b>
<b>Amortissements au 1<sup>er</sup> janvier 2021</b>	<b>-1,163,542</b>	<b>-113,954,942</b>	<b>-59,339,090</b>	<b>-152,965,029</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>-327,422,603</b>
Amortissements	-23,629	-9,607,730	-7,760,055	-14,583,288	0	0	-31,974,702
Reprises d'amortissements	10,437	634,753	249,229	3,637,700	0	0	4,532,119
Reclassements vers d'autres postes	2,470	-191,384	2,768	186,146	0	0	0
Ecarts de conversion	-1,308	-2,051,412	-519,958	-2,344,224	0	0	-4,916,902
Amortissements au 31 décembre 2021	-1,175,572	-125,170,715	-67,367,106	-166,068,695	0	0	-359,782,088
<b>Réductions de valeur au 1<sup>er</sup> janvier 2021</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Réductions de valeur (**)	0	0	-1,728,058	-182,271	0	0	-1,910,329
<b>Réductions de valeur au 31 décembre 2021</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>-1,728,058</b>	<b>-182,271</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>-1,910,329</b>
<b>Valeur nette comptable au 31 décembre 2021</b>	<b>7,091,124</b>	<b>119,617,859</b>	<b>79,388,979</b>	<b>45,166,517</b>	<b>17,754,247</b>	<b>658,096</b>	<b>269,676,822</b>

(\*) Les acquisitions de la période comprennent les coûts capitalisés (voir note 32 pour le détail des acquisitions de la période).

(\*\*) Le test de dépréciation sur les immobilisations corporelles est présenté dans la note 8.

Au 31 décembre 2021, le Groupe dispose d'installations techniques et de matériel professionnel affectés en garantie d'emprunts du Groupe à hauteur de 11 millions d'euros (2020: 15 millions d'euros). Le détail de ces garanties est fourni à la note 31.

## Note 6. Actifs biologiques

EUR	Palmier		Hévéa		Autres	TOTAL
	Mature	Immature	Mature	Immature		
<b>Valeur d'acquisition au 1<sup>er</sup> janvier 2020</b>	<b>376,507,556</b>	<b>13,494,378</b>	<b>143,255,572</b>	<b>75,133,312</b>	<b>14,348</b>	<b>608,405,166</b>
Acquisitions (*)	210,174	6,913,533	81,726	8,516,447	0	15,721,880
Sorties	-3,432,626	0	-1,369,948	0	-7,217	-4,809,791
Reclassements vers d'autres postes	13,341,873	-11,835,465	3,354,014	-3,149,009	0	1,711,413
Ecarts de conversion	-30,772,003	-1,254,892	-6,986,219	-5,989,342	0	-45,002,456
<b>Valeur d'acquisition au 31 décembre 2020</b>	<b>355,854,974</b>	<b>7,317,554</b>	<b>138,335,145</b>	<b>74,511,408</b>	<b>7,131</b>	<b>576,026,212</b>
<b>Amortissements au 1<sup>er</sup> janvier 2020</b>	<b>-99,263,299</b>	<b>0</b>	<b>-51,703,869</b>	<b>0</b>	<b>-10,209</b>	<b>-150,977,377</b>
Amortissements	-14,961,245	0	-6,176,906	0	-56	-21,138,207
Reprises d'amortissements	3,432,626	0	1,117,483	0	7,217	4,557,326
Ecarts de conversion	3,585,528	0	2,695,266	0	0	6,280,794
<b>Amortissements au 31 décembre 2020</b>	<b>-107,206,390</b>	<b>0</b>	<b>-54,068,026</b>	<b>0</b>	<b>-3,048</b>	<b>-161,277,464</b>
<b>Réductions de valeur au 1<sup>er</sup> janvier 2020</b>	<b>-24,302,445</b>	<b>-127,951</b>	<b>-12,070,232</b>	<b>-15,441,984</b>	<b>0</b>	<b>-51,942,612</b>
Réductions de valeur	-271,036	0	-509,870	-4,556,078	0	-5,336,984
Reclassements vers d'autres postes	-113,583	113,583	0	0	0	0
Ecarts de conversion	3,592,271	14,368	933,585	1,683,173	0	6,223,396
<b>Réductions de valeur au 31 décembre 2020</b>	<b>-21,094,793</b>	<b>0</b>	<b>-11,646,517</b>	<b>-18,314,889</b>	<b>0</b>	<b>-51,056,200</b>
<b>Valeur nette comptable au 31 décembre 2020</b>	<b>227,553,791</b>	<b>7,317,554</b>	<b>72,620,602</b>	<b>56,196,519</b>	<b>4,083</b>	<b>363,692,548</b>
<b>Valeur d'acquisition au 1<sup>er</sup> janvier 2021</b>	<b>355,854,974</b>	<b>7,317,554</b>	<b>138,335,145</b>	<b>74,511,408</b>	<b>7,131</b>	<b>576,026,212</b>
Acquisitions (*)	0	3,397,554	0	9,502,688	0	12,900,242
Sorties	-641,757	-518,073	-1,585,313	-22,125	0	-2,767,268
Reclassements vers d'autres postes	3,863,596	-3,777,156	36,189,869	-36,096,036	0	180,273
Ecarts de conversion	10,314,967	86,533	4,986,596	2,356,489	0	17,744,585
<b>Valeur d'acquisition au 31 décembre 2021</b>	<b>369,391,780</b>	<b>6,506,412</b>	<b>177,926,297</b>	<b>50,252,424</b>	<b>7,131</b>	<b>604,084,044</b>
<b>Amortissements au 1<sup>er</sup> janvier 2021</b>	<b>-107,206,390</b>	<b>0</b>	<b>-54,068,026</b>	<b>0</b>	<b>-3,048</b>	<b>-161,277,464</b>
Amortissements	-14,929,640	0	-4,289,754	0	-56	-19,219,450
Reprises d'amortissements	433,948	0	1,629,222	0	0	2,063,170
Reclassements vers d'autres postes	-1,552,584	0	0	0	0	-1,552,584
Ecarts de conversion	-1,591,618	0	-1,511,154	0	0	-3,102,772
<b>Amortissements au 31 décembre 2021</b>	<b>-124,846,284</b>	<b>0</b>	<b>-58,239,712</b>	<b>0</b>	<b>-3,104</b>	<b>-183,089,100</b>
<b>Réductions de valeur au 1<sup>er</sup> janvier 2021</b>	<b>-21,094,793</b>	<b>0</b>	<b>-11,646,517</b>	<b>-18,314,889</b>	<b>0</b>	<b>-51,056,199</b>
Réductions de valeur	-6,090,512	0	0	0	0	-6,090,512
Reprises de réductions de valeurs	5,434,846	0	0	0	0	5,434,846
Reclassements vers d'autres postes	0	0	-16,480,949	16,480,949	0	0
Ecarts de conversion	-1,078,246	3	-1,494,650	-806,209	0	-3,379,102
<b>Réductions de valeur au 31 décembre 2021</b>	<b>-22,828,705</b>	<b>3</b>	<b>-29,622,116</b>	<b>-2,640,149</b>	<b>0</b>	<b>-55,090,967</b>
<b>Valeur nette comptable au 31 décembre 2021</b>	<b>221,716,791</b>	<b>6,506,415</b>	<b>90,064,469</b>	<b>47,612,275</b>	<b>4,027</b>	<b>365,903,977</b>

(\*) Les acquisitions de la période comprennent les coûts capitalisés (voir note 32 pour le détail des acquisitions de la période).

(\*\*) Le test de dépréciation sur les immobilisations corporelles est présenté dans la note 8.

Au 31 décembre 2021, le Groupe dispose d'actifs biologiques affectés en garantie d'emprunts du Groupe à hauteur de 13 millions d'euros (2020: 21 millions d'euros). Le détail de ces garanties est fourni à la note 31.

La méthode comptable concernant les actifs biologiques courants est présentée dans la note 1.12.

## Note 7. Dotations aux amortissements et pertes de valeur

EUR	2021	2020
<b><i>Dotations aux amortissements</i></b>		
Sur droits d'utilisation d'actifs (note 5)	1,675,049	1,691,356
Sur immobilisations incorporelles (note 4)	303,522	90,530
Sur immobilisations corporelles hors actifs biologiques producteurs (note 5)	31,974,702	31,155,070
Sur actifs biologiques producteurs (note 6)	19,219,450	21,138,207
 <b><i>Pertes de valeur</i></b>		
Sur immobilisations corporelles hors actifs biologiques producteurs (note 5)	1,910,329	0
Sur actifs biologiques producteurs (note 6)	655,666	5,336,984
<b>TOTAL</b>	<b>55,738,718</b>	<b>59,412,147</b>

## Note 8. Dépréciations d'actifs

### Ecart d'acquisition

Les tests de perte de valeur de l'écart d'acquisition sont effectués au moins une fois par an afin d'évaluer si la valeur comptable est toujours appropriée.

### Immobilisations incorporelles et corporelles et droits d'utilisation d'actifs

A chaque date de clôture, le Groupe revoit les valeurs comptables de ses immobilisations incorporelles et corporelles ainsi que de ses droits d'utilisation afin d'apprecier s'il existe un quelconque indice montrant que ses actifs ont pu perdre de la valeur. S'il existe un tel indice, la valeur recouvrable de l'actif est estimée afin de déterminer, s'il y a lieu, le montant de la perte de valeur.

Au 31 décembre 2021, une perte de valeur de 1.9 million d'euros a été constatée sur les immobilisations corporelles (2020: 0 euro).

### Actifs biologiques producteurs

Le Groupe détermine à chaque date de clôture s'il existe un ou plusieurs indices que les actifs biologiques producteurs puissent avoir subi une perte de valeur.

Le Groupe considère pour cela plusieurs indices :

La tendance à la baisse, significative et durable, des cours du caoutchouc naturel (TSR20 1<sup>ère</sup> position sur SGX) et de l'huile de palme brute (CIF Rotterdam) a été considérée comme un indice observable qui indique que les actifs biologiques producteurs ont pu perdre de la valeur. Une baisse de ces cours à la date de clôture, supérieure à 15% par rapport à une moyenne de valeurs sur 5 ans constitue un indice de perte de valeur fixé par le Groupe.

Au 31 décembre 2021, le tassement des cours de clôture, pour les secteurs hévéa et palmier, ne dépasse pas les 15% de la moyenne des cours des 5 dernières années.

A la place des cours de clôture, le Groupe envisage également une hypothèse de moyenne des cours sur les 6 mois précédant la clôture ainsi qu'une hypothèse d'une moyenne sur les 12 derniers mois pour éviter les variations saisonnières de l'offre des matières premières sur les cours.

Le Groupe étudie également les cours observés sur les marchés locaux, considérant qu'une baisse de ces cours à la date de clôture, supérieure à 15% par rapport à une moyenne de valeurs sur 5 ans constitue un indice de perte de valeur.

Sur base des critères ci-dessus, pour le secteur d'activité Hévéa, le tassement des cours observés durant l'exercice 2021 ne dépasse pas les 15% de la moyenne des cours des 5 dernières années. Pour le secteur Palmier, l'étude des cours globaux et locaux fait également apparaître une conclusion positive.

En complément de ces facteurs externes, le Groupe étudie les facteurs suivants :

- Indicateurs de performance internes;
- Critères relatifs au marché local;
- Indices physiques de perte de valeur;
- Changement important intervenu au niveau des plantations, et qui pourrait avoir une incidence matérielle sur leurs flux de trésorerie futurs.

Suite à la revue des indices de perte de valeur, le Groupe a conclu qu'un indice de perte de valeur existe au niveau d'Agripalma.

Dans le cas où un indice de perte de valeur serait identifié, la valeur recouvrable des actifs biologiques producteurs est déterminée.

Les tests de perte de valeur doivent être réalisés en retenant le plus petit groupe identifiable d'actifs dont l'utilisation génère des flux de trésorerie indépendamment des autres actifs ou groupes d'actifs ; et pour lequel le Groupe capture les informations financières destinées au Conseil d'Administration.

L'identification des Unités Génératrices de Trésorerie "UGT" dépend notamment :

- de la manière dont le Groupe gère les activités de l'entité;
- de la manière dont elle prend ses décisions en matière de poursuite ou de cession de ses activités et;
- de l'existence d'un marché actif pour tout ou partie de la production.

Le Groupe prend en compte les facteurs de risque politique et spécifique au pays lors de la revue de secteurs opérationnels. De plus, les entités sont regroupées au sein de chaque UGT pays.

La valeur recouvrable des actifs biologiques producteurs est déterminée à partir du calcul de la valeur d'utilité en utilisant les informations les plus récentes approuvées par la Direction locale. Le Groupe a recours à la valeur actualisée des flux nets de trésorerie attendus, actualisés à un taux avant impôts. A la clôture, la projection financière s'étend jusqu'à la fin de l'exploitation théorique des actifs biologiques producteurs les plus jeunes. La durée d'exploitation dure entre 25 et 30 ans pour les deux cultures. Pour chaque entité, cette durée peut être adaptée en fonction des circonstances particulières.

Le calcul de la valeur d'utilité a été très sensible aux :

- évolutions des marges réalisées par l'entité et
- changements liés aux taux d'actualisation.

#### *Evolution des marges réalisées*

Dans un premier temps, le Groupe détermine séparément pour chaque catégorie d'actif biologique producteur au sein de chaque entité, la production attendue de cet actif sur sa durée de vie résiduelle. Cette production attendue est estimée sur base des surfaces plantées à la date de clôture ainsi que des rendements réellement constatés en cours d'exercice en fonction de la maturité de l'actif biologique producteur. La production est ensuite valorisée sur base d'une moyenne sur 5 ans des marges réalisées par l'entité en rapport à l'activité agricole. La valeur d'utilité de l'actif biologique producteur est alors obtenue par l'actualisation de ces flux de trésorerie. La moyenne des marges est considérée comme constante sur la durée de la projection financière. En outre, il n'est pas tenu compte d'un facteur d'indexation.

Au vu de l'existence d'indices internes de perte de valeur, et suite aux tests de dépréciations, des pertes de valeur de 6.1 millions d'euros pour Agripalma ont été constatées en 2021 (Notes 6 and 7), et une reprise de dépréciation de 5.2 millions d'euros pour PSG a été constatée en 2021.

Au 31 décembre 2021, les pertes de valeur cumulées concernant le secteur d'activité Palmier sont de 9.4 millions d'euros pour Brabanta, 9.2 millions d'euros pour Agripalma et 4.3 millions d'euros pour SAC. Pour le secteur d'activité Hévéa, les réductions de valeur cumulées sont de 28.9 millions d'euros pour SRC, 1.9 millions d'euros pour PSG et 1.4 millions d'euros pour Safacam (Note 6).

**Note 9. Filiales non détenues en propriété exclusive dans lesquelles les participations ne donnant pas le contrôle sont significatives**

*Intérêts des détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle dans les activités du Groupe*

Filiale	Etablissement principal	Pourcentage des titres de participations des détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle		Pourcentage des droits de vote des détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle	
		2021	2020	2021	2020
<b>Production d'huile de palme et de caoutchouc</b>					
SOGB	Côte d'Ivoire	36%	36%	27%	27%
OKOMU OIL PALM COMPANY	Nigeria	35%	35%	35%	35%
SOCIETE AFRICAINE FORESTIERE ET AGRICOLE DU CAMEROUN "SAFACAM"	Cameroun	31%	31%	31%	31%
SOCIETE CAMEROUNAISE DE PALMERAIES "SOCAPALM"	Cameroun	33%	33%	33%	33%
Filiale EUR		Résultat net attribué aux participations ne donnant pas le contrôle dans la filiale au cours de la période financière		Cumul des intérêts des détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle dans la filiale	
		2021	2020	2021	2020
SOGB		8,543,723	4,047,308	37,590,418	32,407,267
OKOMU OIL PALM COMPANY		10,771,914	6,597,953	32,376,319	26,065,397
SOCIETE AFRICAINE FORESTIERE ET AGRICOLE DU CAMEROUN "SAFACAM"		1,205,702	63,023	14,704,129	13,989,613
SOCIETE CAMEROUNAISE DE PALMERAIES "SOCAPALM"		7,290,049	5,928,062	31,143,226	32,570,920
Filiales qui détiennent des participations ne donnant pas le contrôle non significatives prises individuellement					
<i>Participations ne donnant pas le contrôle</i>					
				5,391,194	4,108,011
				<b>121,205,286</b>	<b>109,141,208</b>

**Les informations financières résumées concernant les filiales dont les intérêts des détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle sont significatives pour le Groupe compte non tenu des éliminations intragroupes**

Filiale 2020	Actifs courants EUR	Actifs non-courants EUR	Passifs courants EUR	Passifs non-courants EUR
SOGB	40,020,783	100,326,199	39,002,709	13,681,716
OKOMU OIL PALM COMPANY	33,642,117	83,538,525	12,854,812	30,080,524
SOCIETE AFRICAINE FORESTIERE ET AGRICOLE DU CAMEROUN "SAFACAM"	9,988,293	35,298,471	10,601,283	4,763,103
SOCIETE CAMEROUNAISE DE PALMERAIES "SOCAPALM"	34,148,638	112,062,872	28,625,313	3,099,446
2021	EUR	EUR	EUR	EUR
SOGB	47,069,842	100,818,900	36,697,511	10,223,275
OKOMU OIL PALM COMPANY	33,527,881	106,235,499	16,119,871	39,330,460
SOCIETE AFRICAINE FORESTIERE ET AGRICOLE DU CAMEROUN "SAFACAM"	14,000,204	34,504,233	10,924,741	5,404,975
SOCIETE CAMEROUNAISE DE PALMERAIES "SOCAPALM"	26,800,996	109,893,878	25,202,975	3,069,977

Filiale 2020	Produits des activités ordinaires EUR	Résultat net de l'exercice EUR	Résultat étendu de l'exercice EUR	Dividendes versés aux détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle EUR
SOGB	101,349,845	11,666,285	11,666,285	1,237,431
OKOMU OIL PALM COMPANY	57,308,888	18,084,173	18,084,173	1,728,013
SOCIETE AFRICAINE FORESTIERE ET AGRICOLE DU CAMEROUN "SAFACAM"	25,489,988	1,036,538	1,036,538	307,960
SOCIETE CAMEROUNAISE DE PALMERAIES "SOCAPALM"	108,244,754	17,958,810	17,958,810	5,595,101
2021	EUR	EUR	EUR	EUR
SOGB	126,645,632	22,453,119	22,453,119	2,455,221
OKOMU OIL PALM COMPANY	79,363,158	23,976,881	23,976,881	5,234,727
SOCIETE AFRICAINE FORESTIERE ET AGRICOLE DU CAMEROUN "SAFACAM"	32,790,020	3,778,438	3,778,438	305,252
SOCIETE CAMEROUNAISE DE PALMERAIES "SOCAPALM"	114,731,158	20,617,398	20,617,398	8,682,053

Filiale	Entrées (sorties) nettes de trésorerie			Entrées (sorties) nettes de trésorerie
	Activités opérationnelles	Activités d'investissement	Activités de financement	
2020	EUR	EUR	EUR	EUR
SOGB	18,235,177	-8,094,545	-2,391,962	7,748,669
OKOMU OIL PALM COMPANY	25,629,989	-22,258,792	1,220,468	4,591,664
SOCIETE AFRICAINE FORESTIERE ET AGRICOLE DU CAMEROUN "SAFACAM"	3,582,099	-2,172,371	-4,103,183	-2,693,456
SOCIETE CAMEROUNAISE DE PALMERAIES "SOCAPALM"	28,811,509	-12,241,939	-21,591,795	-5,022,224
2021	EUR	EUR	EUR	EUR
SOGB	14,435,766	-9,570,729	-12,136,117	-7,271,080
OKOMU OIL PALM COMPANY	49,550,771	-28,715,135	-10,902,826	9,932,810
SOCIETE AFRICAINE FORESTIERE ET AGRICOLE DU CAMEROUN "SAFACAM"	2,315,684	-2,647,396	337,688	5,976
SOCIETE CAMEROUNAISE DE PALMERAIES "SOCAPALM"	30,591,306	-9,720,446	-30,342,263	-9,471,402

La nature et l'évolution des risques associés aux intérêts détenus par le Groupe dans les filiales sont restées stables sur la période financière comparées à l'année antérieure.

## Note 10. Participations dans des entreprises associées

<b>EUR</b>	<b>2021</b>	<b>2020</b>
<b>Valeur au 1<sup>er</sup> janvier</b>	<b>22,149,858</b>	<b>24,631,982</b>
Sorties de périmètre	-2,274,586	0
Quote-part du Groupe dans le résultat des entreprises associées	7,264,009	1,259,361
Dividendes	-3,383,509	-3,302,248
Variation de la juste valeur des titres valorisés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat étendu	316,401	-256,759
Autres mouvements	-452,184	-182,478
<b>Valeur au 31 décembre</b>	<b>23,619,989</b>	<b>22,149,858</b>

<b>EUR</b>	Valeur mise en équivalence <b>2021</b>	Part du Groupe dans le résultat de l'exercice <b>2021</b>	Valeur mise en équivalence <b>2020</b>	Part du Groupe dans le résultat de l'exercice <b>2020</b>
Centrages	3,434,524	241,051	3,193,473	111,847
Immobilière de la Pépinière	1,864,426	-46,822	1,911,465	-10,063
Induservices	71,857	1,018	70,840	1,181
Induservices FR	0	164,940	0	0
Management Associates	245,799	531,279	0	-283,098
Socfin Green Energy	0	-641,650	690,433	-62,402
Socfin Research	0	1,140,424	1,688,497	-86,438
Socfinco	775,183	20,607	879,575	106,997
Socfinco FR	7,364,276	3,386,981	3,979,744	485,331
Socfinde	1,700,089	120,699	1,579,390	-501,529
Sodimex	153,374	1,557	151,817	-15,630
Sodimex FR	1,890,380	227,628	2,034,941	-148,878
Sogescol FR	5,845,483	2,106,457	5,704,929	1,652,820
Terrasia	274,591	9,841	264,754	9,223
<b>TOTAL</b>	<b>23,619,982</b>	<b>7,264,010</b>	<b>22,149,858</b>	<b>1,259,361</b>

<b>EUR</b>	<b>Total de l'actif 2021</b>	<b>Produits des activités ordinaires 2021</b>	<b>Total de l'actif 2020</b>	<b>Produits des activités ordinaires 2020</b>
Centrages	4,052,720	4,128,202	3,561,650	2,800,921
Immobilière de la Pépinière	3,983,909	510,366	4,146,061	475,678
Induservices	1,853,192	3,128,650	2,673,288	3,925,673
Induservices FR	6,611,187	2,779,036	6,168,015	2,032,070
Management Associates	12,567,871	3,438,858	12,615,725	2,632,406
Socfin Green Energy	0	0	1,440,953	80,031
Socfin Research	0	0	3,712,948	8,820
Socfinco	2,456,705	20,569	1,905,106	1,625,471
Socfinco FR	25,583,207	25,179,023	19,665,969	19,932,749
Socfinde	38,659,255	0	54,070,655	0
Sodimex	306,953	0	390,466	0
Sodimex FR	8,634,788	14,238,890	13,585,753	19,828,809
Sogescol FR	46,421,846	371,317,721	30,474,004	253,824,637
Terasia	593,179	33,238	555,055	33,238
<b>TOTAL</b>	<b>151,724,812</b>	<b>424,774,553</b>	<b>154,965,648</b>	<b>307,200,503</b>

*Données principales des entreprises associées significatives comptabilisées suivant la méthodes de la mise en équivalence*

<b>Entreprise associée EUR</b>	<b>Etablissement principal</b>	<b>Principale activité</b>	<b>Dividendes reçus 2021</b>	<b>Dividendes reçus 2020</b>
Socfinco	Belgique	Prestation de services	125,000	100,000
Socfinco FR	Suisse	Prestation de services	1,000,000	0
Sodimex FR	Suisse	Achat et vente de matériel	250,000	0
Sogescol FR	Suisse	Commerce de produits tropicaux	1,885,091	3,142,960

**Informations financières résumées des intérêts détenus dans les entreprises associées - Etat de la situation financière**

Entreprise associée 2020	Actifs courants EUR	Actifs non-courants EUR	Passifs courants EUR	Passifs non-courants EUR
Management Associates	615,220	12,000,505	2,578,637	7,600,000
Socfinco FR	12,579,220	7,086,748	3,264,021	5,091,650
Socfinde	43,559,068	10,511,587	41,702,773	6,494,599
Sodimex FR	13,571,469	14,284	9,450,637	0
Sogescol FR	29,587,310	886,694	19,485,837	0
<b>TOTAL</b>	<b>99,912,287</b>	<b>30,499,818</b>	<b>76,481,905</b>	<b>19,186,249</b>

Entreprise associée 2021	Actifs courants EUR	Actifs non-courants EUR	Passifs courants EUR	Passifs non-courants EUR
Management Associates	1,424,905	11,142,966	2,868,219	7,000,000
Socfinco FR	19,608,845	5,974,362	4,970,769	5,014,035
Socfinde	28,727,668	9,931,587	26,346,328	6,429,674
Sodimex FR	8,585,658	49,131	4,585,941	0
Sogescol FR	45509154	912692	33230531	0
<b>TOTAL</b>	<b>103,856,230</b>	<b>28,010,738</b>	<b>72,001,788</b>	<b>18,443,709</b>

**Informations financières résumées des intérêts détenus dans les entreprises associées - Compte de résultat**

Entreprise associée 2020	EUR	Résultat des activités poursuivies EUR	Résultat net de l'exercice EUR	Résultat étendu de l'exercice EUR
Management Associates		-167,918	-167,918	-167,918
Socfinco FR		1,535,347	1,535,347	1,535,347
Socfinde		-67,644	-67,644	-67,644
Sodimex FR		405,746	405,746	405,746
Sogescol FR		3,282,437	3,282,437	3,282,437
<b>TOTAL</b>		<b>4,987,968</b>	<b>4,987,968</b>	<b>4,987,968</b>

Entreprise associée 2021	EUR	Résultat des activités poursuivies EUR	Résultat net de l'exercice EUR	Résultat étendu de l'exercice EUR
Management Associates		262,563	262,563	262,563
Socfinco FR		6,288,105	6,288,105	6,288,105
Socfinde		9,970	9,970	9,970
Sodimex FR		413,732	413,732	413,732
Sogescol FR		5,129,175	5,129,175	5,129,175
<b>TOTAL</b>		<b>12,103,545</b>	<b>12,103,545</b>	<b>12,103,545</b>

**Rapprochement entre les informations financières résumées ci-dessus et la valeur comptable des participations dans les états financiers consolidés**

Entreprise associée 2020	Actif net de l'entreprise associée <b>EUR</b>	Pourcentage de la participation du Groupe <b>EUR</b>	Autres ajustements IFRS <b>EUR</b>	Valeur comptable de la participation du Groupe <b>EUR</b>
Management Associates	2,437,088	20%	-487,418	0
Socfinco FR	11,310,297	50%	-1,675,405	3,979,744
Socfinde	5,873,283	20%	404,733	1,579,390
Sodimex FR	4,135,116	50%	-32,617	2,034,941
Sogescol FR	10988167	50%	210,846	5704929
<b>TOTAL</b>	<b>34,743,951</b>		<b>-1,579,861</b>	<b>13,299,004</b>

Entreprise associée 2021	Actif net de l'entreprise associée <b>EUR</b>	Pourcentage de la participation du Groupe <b>EUR</b>	Autres ajustements IFRS <b>EUR</b>	Valeur comptable de la participation du Groupe <b>EUR</b>
Management Associates	2,699,652	20%	-294,131	245,799
Socfinco FR	15,598,403	50%	-434,926	7,364,276
Socfinde	5,883,253	20%	523,438	1,700,089
Sodimex FR	4,048,848	50%	-134,044	1,890,380
Sogescol FR	13191315	50%	-750,175	5845483
<b>TOTAL</b>	<b>41,421,471</b>		<b>-1,089,838</b>	<b>17,046,027</b>

Il n'y a pas d'écart d'acquisition dans les entreprises associées présentées ci-dessus.

**Informations présentées de façon globale pour les entreprises associées qui ne sont pas significatives prises individuellement**

<b>EUR</b>	<b>2021</b>	<b>2020</b>
Quote-part du Groupe dans le résultat net lié aux activités poursuivies	1,117,037	-78,533
Quote-part du Groupe dans le résultat global total	1,117,037	-78,533
Valeur comptable totale des participations du Groupe dans ces entreprises associées	6,573,955	8,850,854

Le résultat après impôts lié aux activités abandonnées et les autres éléments du résultat étendu de l'exercice pour 2021 et 2020 sont nuls pour toutes les entreprises associées du Groupe.

La nature, l'étendue et les incidences financières des intérêts détenus par le Groupe dans les entreprises associées, y compris la nature des relations avec les autres investisseurs, sont restées stables sur la période financière comparées à l'année antérieure.

**Note 11. Titres valorisés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat étendu**

<b>EUR</b>	<b>2021</b>	<b>2020</b>
<b>Juste valeur au 1<sup>er</sup> janvier</b>	<b>91,902</b>	<b>91,902</b>
Sorties de l'exercice	-91,864	0
<b>Juste valeur au 31 décembre</b>	<b>38</b>	<b>91,902</b>

<b>EUR</b>	<i>Evaluation au coût (historique)</i>		<i>Evaluation à la juste valeur</i>	
	<b>2021</b>	<b>2020</b>	<b>2021</b>	<b>2020</b>
Titres valorisés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat étendu	38	47,570	38	91,902

## Note 12. Impôts différés

### \* Composants des impôts différés

<b>EUR</b>	<b>2021</b>	<b>2020</b>
IAS 2 / IAS 41 : Production agricole	-2,043,880	-58,802
IAS 12 : Latences fiscales	-108,261	-1,982,172
IAS 16 : Immobilisations corporelles	-3,761,922	-3,939,963
IAS 19 : Engagements de retraites	2,063,354	2,746,718
IAS 21 : Ecarts de conversion	-40,261	14,909
IAS 37 : Provisions pour risques et charges	279,695	-22,230
IAS 38 : Frais d'établissement	513,556	994,430
IAS 38 : Frais de recherche	293,716	368,563
IFRS 9 : Titres évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat étendu	-56,587	40,127
IFRS 16 : Contrats de location	506,903	476,211
IFRS 3 : Evaluation d'immeubles à la juste valeur	-15,614	-14,384
Autres	381,479	258,717
<b>TOTAL</b>	<b>-1,987,822</b>	<b>-1,117,876</b>
Dont actifs d'impôts différés	9,421,068	8,639,695
Dont passifs d'impôts différés	-11,408,890	-9,757,571

Les impôts différés ci-dessus sont présentés par catégorie d'impôts différés résultant des retraitements de consolidation. Ils sont calculés société par société et la position nette entre les impôts différés passifs et les impôts différés actifs est présentée.

### \* Actifs et passifs fiscaux éventuels

Certaines des filiales possèdent un stock de pertes fiscales limitées ou non dans le temps ou bénéficient d'exonérations relatives aux investissements effectués, limités ou non dans le temps. En raison de l'instabilité pouvant exister dans ces pays quant à l'évolution de la législation fiscale ou quant à son application, ces latences fiscales actives n'ont pas fait l'objet de comptabilisation au titre d'impôt différé actif.

Brabanta, SRC, Agripalma et Camseeds disposent de pertes fiscales récupérables dont la recouvrabilité est incertaine à la date de clôture respectivement de 20.7 millions, de 17.8 millions, de 5.4 millions et de 3.0 millions d'euros au 31 décembre 2020.

Socfinaf dispose de pertes fiscales récupérables de 125.9 millions d'euros.

Aucun actif d'impôt différé n'a été comptabilisé au titre de ces crédits d'impôt.

## Note 13. Actifs et passifs d'impôts exigibles

### \* Composants des actifs d'impôts exigibles

EUR	2021	2020
<b>Situation au 1<sup>er</sup> janvier</b>	<b>12,802,007</b>	<b>11,631,085</b>
Produit d'impôts	253,048	952,924
Autres impôts (*)	-1,988,902	1,982,029
Impôts payés ou récupérés	1,457,303	35,610
Régularisations d'impôts	460,557	-852,544
Ecarts de conversion	394,513	-947,097
<b>Actifs d'impôts exigibles comptabilisés au 31 décembre</b>	<b>13,378,526</b>	<b>12,802,007</b>

### \* Composants des passifs d'impôts exigibles

EUR	2021	2020
<b>Situation au 1<sup>er</sup> janvier</b>	<b>20,857,243</b>	<b>18,520,497</b>
Charge d'impôts	22,769,738	20,741,401
Autres impôts (*)	38,170,123	26,038,612
Impôts payés ou récupérés	-44,998,165	-42,975,770
Régularisations d'impôts	-6,458,667	-455,657
Ecarts de conversion	68,552	-1,011,840
<b>Passifs d'impôts exigibles comptabilisés au 31 décembre</b>	<b>30,408,824</b>	<b>20,857,243</b>

(\*) Les autres impôts sont composés des impôts qui ne sont pas inclus dans la charge d'impôts : TVA, impôt à la source, taxe douanière,...

## Note 14. Charge d'impôts

### \* Composants de la charge d'impôts

EUR	2021	2020 Retraité
Charge d'impôts exigibles (*)	28,856,992	20,318,842
Produit / charge d'impôts différés	718,754	-1,131,780
<b>Charge d'impôts au 31 décembre</b>	<b>29,575,746</b>	<b>19,187,062</b>

(\*) La retenue à la source sur les dividendes est présentée dans la charge d'impôts sur le résultat. En 2020, une retenue à la source s'élevant à 0.5 million d'euros a été incorrectement classée dans la rubrique "Autres charges opérationnelles". Pour une meilleure comparaison avec l'exercice précédent, une présentation similaire a été appliquée sur les chiffres comparatifs de l'exercice 2020.

### \* Composants de la charge d'impôts différés

	2021	2020 Retraité
IAS 19 : Engagements de retraites	168,783	362,236
IAS 38 : Immobilisations incorporelles	615,930	67,353
IAS 2 / IAS 41 : Juste valeur de la production agricole	1,970,210	-872,143
IFRS 3 : Evaluation d'immeubles à la juste valeur	0	-92,662
IAS 12 : Latences fiscales	-1,755,604	3,422,776
IAS 16 : Immobilisations corporelles	-15,338	-2,798,648
IAS 37 : Provisions pour risques et charges	-296,810	-1,265,337
IAS 21 : Ecarts de conversion	55,169	-76,027
IFRS 16 : contrats de location	-18,260	87,889
Autres	-105,162	32,783
<b>Produit / charge d'impôts différés au 31 décembre</b>	<b>718,753</b>	<b>-1,131,780</b>

**\* Réconciliation de la charge d'impôts sur le bénéfice**

	<b>2021</b>	<b>2020</b>
		<i>Retraité</i>
<b>Résultat avant impôts des activités poursuivies</b>	<b>124,039,747</b>	<b>31,056,680</b>
Taux d'imposition nominal de la société mère	24.94%	24.94%
Taux d'imposition nominal des filiales	from 1% to 33%	from 24.9% to 38.5%
Impôts au taux nominal d'imposition des filiales	28,072,195	12,622,954
Impôts non provisionnés	-36,334	639,874
Revenus définitivement taxés	2,096,157	206,499
Mesures favorables à l'investissement	-11,555,282	-7,737,940
Régimes fiscaux particuliers dans les pays étrangers	10,444,393	5,221,406
Revenus non imposables	-4,545,080	-734,058
Dépenses non déductibles	5,425,363	3,303,703
Déficits reportés imputés	-6,790,311	0
Déficits à reporter	5,716,643	6,684,089
Autres avantages fiscaux	-91,063	-291,178
Rappel d'impôts	23,775	164,325
Impact sur le changement du pourcentage d'imposition	819,090	-878,711
Ajustements divers	-3,800	-13,901
<b>Charge d'impôts au 31 décembre</b>	<b>29,575,746</b>	<b>19,187,062</b>

**\* Changement de taux des filiales**

Le taux d'imposition de SAFA est passé de 33% à 28%.

Depuis 2021, les sociétés cotées au Cameroun bénéficient d'un taux d'imposition réduit de 27.5%.

**\* Ajustement d'impôts**

En 2021, les autorités fiscales du Libéria ont effectué un contrôle fiscal pour les années 2013 à 2018. Suite à cet audit, les autorités fiscales ont confirmé une perte reportée de 7.6 millions de dollars. LAC a enregistré un bénéfice net à la fin de l'année 2021, de plus il est probable que les pertes reportées restantes seront utilisées au cours des prochaines années. Par conséquent, un impôt différé actif a été comptabilisé à fin 2021, relatif au report en avant de ces pertes fiscales.

## Note 15. Stocks

\* Valeur comptable des stocks par catégorie

EUR	2021	2020
Matières premières	27,113,530	21,464,125
Consommables	18,792,579	15,629,107
Pièces de rechange	26,307,919	25,597,340
Produits en cours de fabrication	655,035	865,520
Produits finis	21,996,097	17,176,189
Acomptes versés et commandes en cours	2,037,012	5,269,278
<b>Total brut au 31 décembre avant réductions de valeur</b>	<b>96,902,172</b>	<b>86,001,559</b>
Réductions de valeur sur stocks	-4,057,300	-3,430,238
<b>Total net au 31 décembre</b>	<b>92,844,872</b>	<b>82,571,321</b>

\* Réconciliation des stocks

EUR	2021	2020
<b>Situation au 1<sup>er</sup> janvier</b>	<b>86,001,559</b>	<b>84,600,086</b>
Variation de stocks	3,669,769	9,960,496
Juste valeur de la production agricole	5,691,697	-2,992,208
Ecarts de conversion	1,539,147	-5,566,815
<b>Total brut au 31 décembre avant réductions de valeur</b>	<b>96,902,172</b>	<b>86,001,559</b>
Réductions de valeur sur stocks	-4,057,300	-3,430,238
<b>Total net au 31 décembre</b>	<b>92,844,872</b>	<b>82,571,321</b>

\* Quantité de stocks par catégorie

	<i>Matières premières</i>	<i>Produits en cours de fabrication</i>	<i>Produits finis</i>
<b>2020</b>			
Palmiers (en tonnes)	1,374	0	11,720
Hévéa (en tonnes)	28,728	0	10,464
Autres (en unités)	0	0	806,304
<b>2021</b>			
Palmiers (en tonnes)	1,346	0	37,879
Hévéa (en tonnes)	30,608	0	12,595
Autres (en unités)	0	0	2,884,630

#### Note 16. Créances commerciales (actifs courants)

<i>EUR</i>	<i>2021</i>	<i>2020</i>
Créances commerciales	23,628,781	12,775,954
Avances et acomptes versés	4,556,551	14,255,412
<b>TOTAL</b>	<b>28,185,332</b>	<b>27,031,366</b>

En 2020, les avances et acomptes versés étaient essentiellement composés des acomptes d'Okomu pour la construction d'une huilerie à hauteur de 12 millions d'euros.

#### Note 17. Autres créances (actifs courants)

<i>EUR</i>	<i>2021</i>	<i>2020</i>
Créances sociales	1,250,009	1,229,915
Autres créances (*)	7,313,455	11,040,263
Comptes de régularisation	432,058	1,349,713
<b>TOTAL</b>	<b>8,995,522</b>	<b>13,619,891</b>

(\*) Les autres créances comprennent des créances liées aux activités non opérationnelles.

Les méthodes comptables applicables et la gestion des risques pour les créances sont détaillées dans les Notes 1 et 33.

## Note 18. Trésorerie et équivalents de trésorerie

\* Réconciliation avec les valeurs de l'état de la situation financière

EUR	2021	2020
Comptes à vue	63,091,772	35,372,991
<b>TOTAL</b>	<b>63,091,772</b>	<b>35,372,991</b>

\* Réconciliation avec le tableau des flux de trésorerie

EUR	2021	2020
Comptes à vue	63,091,772	35,372,991
Concours bancaires courants	-7,029,326	-4,058,321
<b>TOTAL</b>	<b>56,062,446</b>	<b>31,314,670</b>

## Note 19. Capital et prime d'émission

Le capital souscrit et entièrement libéré s'élève à 35.7 millions d'euros au 31 décembre 2021 (inchangé par rapport à 2020). Au capital souscrit, s'ajoute une prime d'émission d'une valeur de 87.5 millions d'euros.

Au 31 décembre 2021, le capital est représenté par 17,836,650 actions sans désignation de valeur nominale.

Conformément à la loi du 28 juillet 2014 relative à l'immobilisation des actions au porteur, 17,550 actions (soit 0.10% du capital) ont été annulées en 2018, les porteurs de ces actions ne s'étant pas enregistrés auprès du dépositaire. A ce jour, la Caisse de consignation a ouvert les dossiers d'indemnisation des porteurs de ces actions qui en ont fait la demande.

	Actions ordinaires	
	2021	2020
Nombre d'actions au 31 décembre	17,836,650	17,836,650
Nombre d'actions émises entièrement libérées, sans désignation de valeur nominale	17,836,650	17,836,650

## Note 20. Réserve légale

Selon la législation en vigueur, il doit être fait annuellement sur les bénéfices nets de la société mère, après absorption des pertes reportées éventuelles, un prélèvement de 5%. Ce prélèvement affecté à la réserve légale cesse d'être obligatoire lorsque la réserve atteint 10% du capital social. La réserve légale n'est pas distribuable aux actionnaires.

## **Note 21. Engagements de retraites**

### **Régime de pension à prestations définies et de maladies postérieures à l'emploi**

Hormis les dispositions légales de sécurité sociale applicables localement, la plupart du personnel du Groupe en Afrique bénéficie d'un plan de retraite à prestations définies. Les filiales versent des indemnités qui sont payables en cas de retraite et suivant les pays, également en cas de licenciement. Les allocations versées sont exprimées en pourcentage du salaire et sont basées sur le nombre d'années de service. Les plans sont régis sur base des conventions collectives locales en vigueur dans chaque pays. Les prestations payables au personnel de la filiale camerounaise Socapalm sont financées par des actifs de régime comprenant des contrats d'assurance dont le prix n'est pas côté sur des marchés actifs.

EUR	2021			2020	
	Valeur actualisée des obligations	Juste valeur des actifs de régime	Montant net comptabilisé	Valeur actualisée des obligations	Juste valeur des actifs de régime
<b>Actifs et passifs comptabilisés dans l'état de la situation financière</b>					
Valeur actualisée des obligations	13,768,201	-1,713,679	12,054,522	14,593,998	-1,382,636
<b>Montant comptabilisé dans l'état de la situation financière pour les régimes à prestations définies</b>					
<b>Composantes de la charge nette</b>					
Coûts des services rendus	887,817		887,817	635,299	0
Coûts financiers	866,521	23,257	889,778	1,124,313	23,443
Ecarts actuariels reconnus dans l'année		-106,422	-106,422		-81,539
Coûts des services passés			0	4,952	4,952
<b>Coûts des régimes à prestations définies</b>	<b>1,754,338</b>	<b>-83,165</b>	<b>1,671,173</b>	<b>1,764,564</b>	<b>-58,096</b>
<b>Mouvements sur les passifs/actifs nets comptabilisés dans l'état de la situation financière</b>					
<b>Au 1<sup>er</sup> janvier</b>	<b>14,593,998</b>	<b>-1,382,636</b>	<b>13,211,362</b>	<b>10,720,072</b>	<b>-990,700</b>
Coûts selon le compte de résultat	1,754,338	-83,165	1,671,173	1,764,564	-58,096
Cotisations employeurs	-462,666	-664,485	-1,127,151	-529,622	-669,804
Prestations payées	-273,567	273,567	0	-275,798	275,798
Ecarts actuariels de l'année reconnus dans les autres éléments du résultat étendu	-2,062,162	51,073	-2,011,089	4,300,826	60,166
Reclassification of net asset		91,967	91,967		
Ecarts de conversion	218,264		218,264	-1,386,044	
<b>Au 31 décembre</b>	<b>13,768,206</b>	<b>-1,713,679</b>	<b>12,054,526</b>	<b>14,593,998</b>	<b>-1,382,636</b>
					<b>13,211,362</b>

Les provisions ont été calculées sur base de rapports d'évaluations actuarielles établis en janvier 2022.

**Pertes et gains actuariels comptabilisés dans les autres éléments du résultat étendu**

EUR	Valeur actualisée des obligations	Juste valeur des actifs de régime	2021		Valeur actualisée des obligations	Juste valeur des actifs de régime	2020	
			Montant net comptabilisé	Valeur actualisée des obligations			Montant net comptabilisé	
Ajustements liés à l'expérience	139,152	0	139,152	491,737		0	491,737	
Modifications des hypothèses financières liées aux passifs comptabilisés	2,229,828	0	2,229,828	-4,623,006		0	-4,623,006	
Modifications des hypothèses démographiques liées aux passifs comptabilisés	-306,816	0	-306,816	-169,557		0	-169,557	
Rendements des actifs de régime		-51,073	-51,073			-60,166	-60,166	
<b>Ecarts actuariels reconnus durant l'exercice dans les autres éléments du résultat étendu</b>	<b>2,062,164</b>	<b>-51,073</b>	<b>2,011,091</b>	<b>-4,300,826</b>		<b>-60,166</b>	<b>-4,360,992</b>	

**Hypothèses actuarielles d'évaluation**

	2021	2020
<b>AFRIQUE</b>		
Taux d'actualisation moyen	from 2.63% to 12.61%	from 1% to 15.30%
Augmentations futures des salaires	from 1.74% to 12%	from 2% to 15.66%
Durée active résiduelle moyenne des employés (en années)	19.50	19.60

**Analyse de sensibilité de la valeur actualisée des obligations des régimes à prestations définies**

EUR	2021	2020
<b>Valeur actualisée de l'obligation</b>		
- Régimes de pension	13,768,201	14,593,998
- Juste valeur des actifs de régime	-1,713,679	-1,382,636
<b>Total au 31 décembre</b>	<b>12,054,522</b>	<b>13,211,362</b>
<b>Taux d'actualisation</b>		
Augmentation de 0.5%	13,316,089	14,173,364
Diminution de 0.5%	14,228,460	15,019,259
<b>Augmentations futures attendues des salaires</b>		
Augmentation de 0.5%	14,197,217	15,070,410
Diminution de 0.5%	13,341,712	14,122,277

Les analyses de sensibilité sont basées sur la même méthode actuarielle que celle utilisée pour déterminer la valeur des obligations des régimes à prestations définies.

**Incidence du régime de pension à prestations définies sur les flux de trésorerie futurs**

	2022	2021
Cotisations estimées pour le prochain exercice (en euros)	1,394,835	1,321,009
	2021	2020
Durée moyenne pondérée des obligations des régimes à prestations définies (en années)	6.7	5.8

**Régime de pension à cotisations définies**

EUR	2021	2020
Charge comptabilisée pour le régime de pension à cotisations définies	643,632	729,908

## Note 22. Dettes financières

<b>2020</b> <b>Retraité</b> <b>EUR</b>	<i>Moins d'un an</i>	<i>Plus d'un an</i>	<b>TOTAL</b>
Dettes auprès d'établissements financiers (*)	13,386,922	48,303,220	<b>61,690,142</b>
Dettes liées aux contrats de location	1,354,035	8,245,088	<b>9,599,123</b>
Autres emprunts (**)	144,465,298	86,538,120	<b>231,003,418</b>
Concours bancaires courants	4,058,321	0	<b>4,058,321</b>
<b>TOTAL</b>	<b>163,264,576</b>	<b>143,086,428</b>	<b>306,351,004</b>

<b>2021</b> <b>EUR</b>	<i>Moins d'un an</i>	<i>Plus d'un an</i>	<b>TOTAL</b>
Dettes auprès d'établissements financiers (*)	13,112,838	42,290,430	<b>55,403,268</b>
Dettes liées aux contrats de location	1,105,090	8,285,305	<b>9,390,395</b>
Autres emprunts (**)	15,446,018	192,389,051	<b>207,835,069</b>
Concours bancaires courants	7,029,326	0	<b>7,029,326</b>
<b>TOTAL</b>	<b>36,693,272</b>	<b>242,964,786</b>	<b>279,658,058</b>

(\*) Okomu bénéficie de prêts à taux préférentiel accordés par deux banques d'État. Conformément à la norme IAS 20 Subventions, ces prêts sont considérés comme des subventions et doivent être reclasés. Ce reclassement conduit à une diminution de l'encours des prêts et à la comptabilisation de subventions, classées dans les comptes de régularisation, à hauteur de 8.1 millions d'euros. Ces subventions seront utilisées sur la durée de chaque prêt accordé à Okomu. Pour une meilleure comparabilité, les états financiers de 2020 ont été retraités de façon similaire, à hauteur de 8.0 millions d'euros (reclassement des prêts vers les comptes de régularisation).

(\*\*) Ce solde comprend un montant de 196.5 millions d'euros à payer à Socfin (2020 : 126,5 millions d'euros). Voir la note 30.

L'essentiel des emprunts consolidés est libellé en euros ou en francs CFA, dont la parité est liée à l'euro. Les taux des emprunts conclus à taux fixe et liés à l'euro oscillent entre 4.80% et 6.00%.

Comme expliqué à la note 33, la gestion des taux d'intérêt fait l'objet d'une attention permanente de la part de la Direction.

Le Groupe est en conformité avec les covenants relatifs aux dettes auprès d'établissements financiers.

\* Analyse de l'endettement à long terme par taux

2020					
Retraité					
EUR	Taux fixe	Taux	Taux variable	Taux	TOTAL
<b>Dettes auprès d'établissements financiers</b>					
Côte d'Ivoire	11,302,096	5.50% to 6.50%	0	-	<b>11,302,096</b>
Nigeria	15,147,320	5.00% to 10.00%	0	-	<b>15,147,320</b>
Liberia	2,680,222	7.60%	0	-	<b>2680222</b>
Cameroun	7,451,008	5.75% to 6.80%	0	-	<b>7451008</b>
Ghana	11,374,997	4.00%	0	-	<b>11374997</b>
Sao Tomé	347,577	8.00%	0	-	<b>347,577</b>
	<b>48,303,220</b>		<b>0</b>		<b>48,303,220</b>
<b>Autres emprunts et dérivés passifs</b>					
Europe	80,000,000	4.80%	0	-	<b>80,000,000</b>
Sierra Leone	5,521,791	3.00%	0	-	<b>5,521,791</b>
Cameroun	1,016,329	6.00%	0	-	<b>1,016,329</b>
	<b>86,538,120</b>		<b>0</b>		<b>86,538,120</b>
<b>TOTAL</b>	<b>134,841,340</b>		<b>0</b>		<b>134,841,340</b>

2021					
EUR	Taux fixe	Taux	Taux variable	Taux	TOTAL
<b>Dettes auprès d'établissements financiers</b>					
Côte d'Ivoire	6,940,138	5.50% to 6.50%	0	-	<b>6,940,138</b>
Nigeria	18,203,287	5.00% to 10.00%	0	-	<b>18,203,287</b>
Liberia	2,462,387	7.60%	0	-	<b>2,462,387</b>
Cameroun	6,559,618	5.75% to 6.80%	0	-	<b>6559618</b>
Ghana	8,125,000	4.00%	0	-	<b>8125000</b>
	<b>42,290,430</b>		<b>0</b>		<b>42,290,430</b>
<b>Autres emprunts et dérivés passifs</b>					
Europe	120,000,000	4.25%	66,463,935	LIBOR USD 3 mois +6.95%	<b>186,463,935</b>
Sierra Leone	5,925,116	3.00%	0	-	<b>5,925,116</b>
	<b>125,925,116</b>		<b>66,463,935</b>		<b>192,389,051</b>
<b>TOTAL</b>	<b>168,215,546</b>		<b>66,463,935</b>		<b>234,679,481</b>

(\*) Le LIBOR devrait être remplacé par le taux SOFR avant l'arrêt du LIBOR USD à 3 mois.

\* Analyse de l'endettement à long terme par devise

<b>2020</b>	<b>EUR</b>	<b>CFA</b>	<b>NGN</b>	<b>STN</b>	<b>USD</b>	<b>GHS</b>	<b>CDF</b>	<b>TOTAL EUR</b>
<b>Retraité</b>								
Dettes auprès d'établissements financiers	11,374,997	18,753,103	15,147,320	347,577	2,680,223	0	0	48,303,220
Autres emprunts	80,000,000	1,016,329	0	0	5,521,791	0	0	86,538,120
Dettes liées aux contrats de location	0	6,337,409	444,374	309,268	1,071,012	46,191	36,834	8,245,088
<b>TOTAL</b>	<b>91,374,997</b>	<b>26,106,841</b>	<b>15,591,694</b>	<b>656,845</b>	<b>9,273,026</b>	<b>46,191</b>	<b>36,834</b>	<b>143,086,428</b>
<b>2021</b>	<b>EUR</b>	<b>CFA</b>	<b>NGN</b>	<b>STN</b>	<b>USD</b>	<b>GHS</b>	<b>CDF</b>	<b>TOTAL EUR</b>
Dettes auprès d'établissements financiers	8,125,000	13,499,755	18,203,287	0	2,462,388	0	0	42,290,430
Autres emprunts	186,463,936	2	0	0	5,925,114	0	0	192,389,052
Dettes liées aux contrats de location	0	6,332,507	271,450	289,187	1,306,092	47,996	38,071	8,285,303
<b>TOTAL</b>	<b>194,588,936</b>	<b>19,832,264</b>	<b>18,474,737</b>	<b>289,187</b>	<b>9,693,594</b>	<b>47,996</b>	<b>38,071</b>	<b>242,964,785</b>

*\* Analyse de l'endettement à long terme par échéance*

2020 <i>Retraité</i>		2022	2023	2024	2025	2026 et au-delà	TOTAL
EUR							
Dettes auprès d'établissements financiers		14,736,116	12,727,112	8,720,962	3,897,971	8,221,059	48,303,220
Dettes liées aux contrats de location		846,892	612,862	342,686	99,040	6,343,609	8,245,089
Autres emprunts		1,016,327	20,000,000	20,000,000	20,000,000	25,521,792	86,538,119
<b>TOTAL</b>		<b>16,599,335</b>	<b>33,339,974</b>	<b>29,063,648</b>	<b>23,997,011</b>	<b>40,086,460</b>	<b>143,086,428</b>

2021		2023	2024	2025	2026	2027 et au-delà	TOTAL
EUR							
Dettes auprès d'établissements financiers		16,450,747	10,138,166	5,394,772	3,669,989	6,636,756	42,290,430
Dettes liées aux contrats de location		879,920	527,871	152,648	105,521	6,619,345	8,285,305
Autres emprunts		0	0	0	186,463,935	5,925,115	192,389,050
<b>TOTAL</b>		<b>17,330,667</b>	<b>10,666,037</b>	<b>5,547,420</b>	<b>190,239,445</b>	<b>19,181,216</b>	<b>242,964,785</b>

\* **Dette nette**

EUR	2021	2020
		<i>Retraité</i>
Trésorerie et équivalents de trésorerie	63,091,772	35,372,991
Dettes financières à plus d'un an	-234,679,480	-134,841,339
Dettes financières à moins d'un an	-35,588,183	-161,910,541
Dettes liées aux contrats de location	-9,390,396	-9,599,124
<b>Dette nette</b>	<b>-216,566,287</b>	<b>-270,978,013</b>
Trésorerie et équivalents de trésorerie	63,091,772	35,372,991
Dettes financières à taux fixe	-193,747,432	-296,751,881
Dettes financières à taux variable	-76,520,231	0
Dettes liées aux contrats de location	-9,390,396	-9,599,124
<b>Dette nette</b>	<b>-216,566,287</b>	<b>-270,978,013</b>

\* **Réconciliation de la dette nette**

	<i>Trésorerie et équivalents de trésorerie</i>	<i>Dettes financières à plus d'un an</i>	<i>Dettes financières à moins d'un an</i>	<i>Dettes liées aux contrats de location</i>	<i>TOTAL</i>
<b>Situation au 1<sup>er</sup> janvier 2020</b>	<b>39,056,804</b>	<b>-158,935,834</b>	<b>-76,067,913</b>	<b>-9,003,456</b>	<b>-204,950,399</b>
Flux de trésorerie	-535,614	-7,420,943	8,634,200	1,622,569	2,300,212
Différences de conversion	-3,148,200	6,504,652	433,950	320,523	4,110,925
Transferts	0	25,010,790	-94,910,780	0	-69,899,987
Autres mouvements sans impact sur la trésorerie	0	0	0	-2,538,758	-2,538,758
<b>Situation au 31 décembre 2020 (retraité)</b>	<b>35,372,990</b>	<b>-134,841,335</b>	<b>-161,910,543</b>	<b>-9,599,122</b>	<b>-270,978,010</b>
Flux de trésorerie	27,161,205	-22,418,673	52,262,491	1,595,201	58,600,224
Différences de conversion	557,575	-1,048,465	-90,876	-99,356	-681,122
Transferts	0	-76,371,003	74,150,742	0	-2,220,261
Autres mouvements sans impact sur la trésorerie	0	0	0	-1,287,115	-1,287,115
<b>Situation au 31 décembre 2021</b>	<b>63,091,770</b>	<b>-234,679,476</b>	<b>-35,588,186</b>	<b>-9,390,392</b>	<b>-216,566,284</b>

### Note 23. Dettes commerciales et autres dettes

EUR	2021	2020
		<i>Retraité</i>
Dettes fournisseurs	34,257,187	38,447,496
Factures à recevoir et avances reçues	9,590,674	10,045,235
Dettes sociales	5,201,155	4,738,243
Autres dettes (*)	58,571,934	73,668,080
Comptes de régularisation (**)	12,504,635	14,254,443
<b>Total au 31 décembre</b>	<b>120,125,585</b>	<b>141,153,497</b>
 Dont dettes non-courantes	 7,401,156	 7,685,924
Dont dettes courantes	112,724,429	133,467,573

(\*) Les autres dettes sont principalement constituées d'avances d'actionnaires pour 40.4 millions d'euros (40.4 millions d'euros en 2020) ainsi que des dettes liées au cash pooling chez Socfinaf pour 2.2 millions d'euros (17.3 millions d'euros en 2020). Voir également la note 30.

(\*\*) En 2021, les prêts d'Okomu ont été retraités pour présenter l'effet de la subvention accordée par les banques d'Etat nigérianes. Ce retraitement a conduit à une diminution du capital restant dû des prêts et à la comptabilisation des subventions, classées dans les comptes de régularisation. Voir la note 22 pour plus d'informations.

## Note 24. Instruments financiers

2020 Retraité	EUR	<i>Prêts et emprunts</i>	<i>Titres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat étendu</i>	<i>Autres actifs et passifs financiers</i>	<i>TOTAL</i>	<i>Prêts et emprunts (*)</i>	<i>Autres actifs et passifs financiers (*)</i>
			<i>au coût</i>				<i>à la juste valeur</i>
<b>Actifs</b>							
Titres valorisés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat étendu		0	91,900	0	91,900	0	0
Avances à long terme		1,093,041	0	323,549	1,416,590	1,093,041	323,549
Autres actifs non-courants		0	0	1,661,752	1,661,752	0	1,661,752
Créances commerciales		0	0	27,031,366	27,031,366	0	27,031,366
Autres créances		0	0	13,619,891	13,619,891	0	13,619,891
Trésorerie et équivalents de trésorerie		0	0	35,372,991	35,372,991	0	35,372,991
<b>Total actifs</b>		<b>1,093,041</b>	<b>91,900</b>	<b>78,009,549</b>	<b>79,194,490</b>	<b>1,093,041</b>	<b>78,009,549</b>
<b>Passifs</b>							
Dettes financières à plus d'un an (**)		134,841,339	0	0	134,841,339	134,843,612	0
Dettes à plus d'un an liées aux contrats de location		8,245,089	0	0	8,245,089	8,245,089	0
Autres dettes (non-courants)		0	0	7,685,924	7,685,924	0	7,685,924
Dettes financières à moins d'un an (**)		17,445,243	0	144,465,298	161,910,541	17,445,243	144,465,298
Dettes à moins d'un an liées aux contrats de location		1,354,035	0	0	1,354,035	1,354,035	0
Dettes commerciales (courants)		0	0	48,492,731	48,492,731	0	48,492,731
Autres dettes (courants) (**)		0	0	84,974,842	84,974,842	0	84,974,842
<b>Total passifs</b>		<b>161,885,706</b>		<b>0</b>	<b>285,618,795</b>	<b>447,504,501</b>	<b>161,887,979</b>
							<b>285,618,795</b>

(\*) A titre d'information.

(\*\*) Voir Note 22.

<b>2020</b>	<b>Juste valeur</b>			
<i>Retraité</i>	<i>Niveau 1</i>	<i>Niveau 2</i>	<i>Niveau 3</i>	<b>TOTAL</b>
<i>EUR</i>				
Titres valorisés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat étendu	0	0	91,900	<b>91,900</b>

2021	EUR	<i>Prêts et emprunts au coût</i>		<i>Titres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat étendu à la juste valeur</i>		<i>Autres actifs et passifs financiers au coût</i>	<i>TOTAL</i>	<i>Prêts et emprunts (*) à la juste valeur</i>	<i>Autres actifs et passifs financiers (*) à la juste valeur</i>
		<i>Prêts et emprunts</i>	<i>autres éléments du résultat étendu</i>	<i>à la juste valeur</i>					
<b>Actifs</b>									
Titres valorisés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat étendu		0		38		0	38	0	0
Avances à long terme		1,390,426		0		355,294	1,745,720	1,390,426	355,294
Autres actifs non-courants		0		0		1,743,808	1,743,808	0	1,743,808
Créances commerciales		0		0		28,185,332	28,185,332	0	28,185,332
Autres créances		0		0		8,995,522	8,995,522	0	8,995,522
Trésorerie et équivalents de trésorerie		0		0		63,091,772	63,091,772	0	63,091,772
<b>Total actifs</b>		<b>1,390,426</b>		<b>38</b>		<b>102,371,728</b>	<b>103,762,192</b>	<b>1,390,426</b>	<b>102,371,728</b>
<b>Passifs</b>									
Dettes financières à plus d'un an (**)		234,679,480		0		0	234,679,480	234,682,961	0
Dettes à plus d'un an liées aux contrats de location		8,285,305		0		0	8,285,305	8,285,305	0
Autres dettes (non-courants)		0		0		7,401,156	7,401,156	0	7,401,156
Dettes financières à moins d'un an (**)		28,558,856		0		7,029,327	35,588,183	28,558,856	7,029,327
Dettes à moins d'un an liées aux contrats de location		1,105,090		0		0	1,105,090	1,105,090	0
Dettes commerciales (courants)		0		0		43,847,861	43,847,861	0	43,847,861
Autres dettes (courants) (**)		0		0		68,876,568	68,876,568	0	68,876,568
<b>Total passifs</b>		<b>272,628,731</b>		<b>0</b>		<b>127,154,912</b>	<b>399,783,643</b>	<b>272,632,212</b>	<b>127,154,912</b>

(\*) A titre d'information.

(\*\*) Voir Note 22.

2021 EUR			<i>Juste valeur</i>			
			Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	TOTAL
	Titres valorisés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat étendu		0	0	38	<b>38</b>

La Direction considère que la valeur comptable des prêts est proche de leur juste valeur.

## Note 25. Frais de personnel et effectifs moyens de l'exercice

<i>Effectifs moyens de l'exercice</i>	<i>2021</i>	<i>2020</i>
Directeurs	107	105
Employés	3,870	3,826
Ouvriers (y compris saisonniers)	20,619	19,360
<b>TOTAL</b>	<b>24,596</b>	<b>23,291</b>

<i>Frais de personnel</i>	<i>2021</i>	<i>2020</i>
<i>EUR</i>		
Rémunérations	62,844,015	61,365,306
Charges sociales et charges liées aux retraites	7,042,368	7,225,673
<b>TOTAL</b>	<b>69,886,383</b>	<b>68,590,979</b>

## Note 26. Autres produits financiers

<i>EUR</i>	<i>2021</i>	<i>2020</i>
<i>Sur actifs/passifs courants</i>	<b>6,324,778</b>	<b>2,960,823</b>
Intérêts provenant des créances et de la trésorerie	257,883	101,110
Gains de change	3,681,686	2,678,112
Autres	2,385,209	181,601
<b>TOTAL</b>	<b>6,324,778</b>	<b>2,960,823</b>

## Note 27. Charges financières

<i>EUR</i>	<i>2021</i>	<i>2020</i>
Intérêts et charges financières	13,986,514	15,932,295
Charge d'intérêt liée aux contrats de location	954,891	952,679
Pertes de change	6,859,672	9,628,886
Autres	562,031	1,192,623
<b>TOTAL</b>	<b>22,363,108</b>	<b>27,706,483</b>

## Note 28. Résultat net par action

Le résultat net par action non dilué (données de base) correspond au bénéfice net de l'exercice attribuable aux actionnaires ordinaires divisé par le nombre moyen d'actions ordinaires en circulation au cours de l'exercice. Il n'y a pas d'actions ordinaires potentielles dilutives, le résultat net par action dilué est donc identique au résultat net par action non dilué.

	2021	2020
Résultat net (en euros)	72,028,965	-3,879,769
Nombre moyen d'actions	17,836,650	17,836,650
<b>Résultat net par action non dilué (en euros)</b>	<b>4.04</b>	<b>-0.22</b>

## Note 29 Dividendes et tantièmes

Le Conseil proposera à l'Assemblée Générale des actionnaires du 31 mai 2022, de ne pas payer de dividende.

	2021	2020
Dividendes et acomptes sur dividendes distribués sur la période	0	0
Nombre d'actions	<u>17,836,650</u>	<u>17,836,650</u>
Dividende par action distribué sur la période	0	0

## Note 30. Informations relatives aux parties liées

### \* Rémunérations allouées aux administrateurs

EUR	2021	2020
Avantages à court terme	863,648	890,630

### \* Transactions relatives aux autres parties liées

EUR	Maison mère	Entreprises associées	Autres parties liées	TOTAL
<b>Actifs non-courants</b>				
Avances à long terme	0	590,000	0	590,000
	<b>0</b>	<b>590,000</b>	<b>0</b>	<b>590,000</b>
<b>Actifs courants</b>				
Créances commerciales	0	11,591,055	4,975	11,596,030
Autres créances	0	2,145,213	5,636	2,150,849
	<b>0</b>	<b>13,736,268</b>	<b>10,611</b>	<b>13,746,879</b>
<b>Passifs non-courants</b>				
Dettes financières	90,000,000	5,521,787	80,000,000	175,521,787
	<b>90,000,000</b>	<b>5,521,787</b>	<b>80,000,000</b>	<b>175,521,787</b>
<b>Passifs courants</b>				
Dettes financières	36,482,801	0	806,575	37,289,376
Dettes commerciales	0	18,204,450	0	18,204,450
Autres dettes	0	22,098,034	40,403,942	62,501,976
	<b>36,482,801</b>	<b>40,302,484</b>	<b>41,210,517</b>	<b>117,995,802</b>

### Transactions entre parties liées

Prestations de services et livraisons de biens effectuées	0	157,982,096	0	157,982,096
Prestations de services et livraisons de biens reçues	0	32,706,077	0	32,706,077
Produits financiers	0	2,520	0	2,520
Charges financières	5,825,712	362,645	4,808,767	10,997,124

2021		Maison mère	Entreprises associées	Autres parties liées	TOTAL
EUR					
<b>Actifs non-courants</b>					
Avances à long terme		0	590,000	0	<b>590,000</b>
		<b>0</b>	<b>590,000</b>	<b>0</b>	<b>590,000</b>
<b>Actifs courants</b>					
Créances commerciales		0	21,424,833	6,598	<b>21,431,431</b>
Autres créances		0	2,233,336	5,636	<b>2,238,972</b>
		<b>0</b>	<b>23,658,169</b>	<b>12,234</b>	<b>23,670,403</b>
<b>Passifs non-courants</b>					
Dettes financières		186,463,934	5,925,115	0	<b>192,389,049</b>
		<b>186,463,934</b>	<b>5,925,115</b>	<b>0</b>	<b>192,389,049</b>
<b>Passifs courants</b>					
Dettes financières		10,056,296	15,780	0	<b>10,072,076</b>
Dettes commerciales		0	13,718,264	39,713	<b>13,757,977</b>
Autres dettes		0	7,310,533	40,404,934	<b>47,715,467</b>
		<b>10,056,296</b>	<b>21,044,577</b>	<b>40,444,647</b>	<b>71,545,519</b>
<b>Transactions entre parties liées</b>					
Prestations de services et livraisons de biens effectuées		0	210,672,282	0	<b>210,672,282</b>
Prestations de services et livraisons de biens reçues		0	33,154,829	116,812	<b>33,271,641</b>
Produits financiers		0	-57,869	0	<b>-57,869</b>
Charges financières		6,327,238	219,006	4,344,109	<b>10,890,353</b>

Les transactions entre parties liées sont effectuées à des conditions de marché.

Les transactions relatives aux autres parties liées sont réalisées avec les sociétés Bolloré Participations et Palmboomen Cultuur Maatschappij (en abrégé Mopoli).

La société Mopoli est une société de droit hollandais, majoritairement détenue par Geselfina via Financière Privée S.A. Cette dernière détient également Socfin.

La société Bolloré Participations est actionnaire et administrateur de Socfin.

En 2014, Socfin a conclu une avance de trésorerie de 35 millions d'euros auprès de la société Mopoli. Cette avance porte un intérêt annuel net de taxe de 4%. Les intérêts sont stipulés payables à terme échu à la fin de chaque trimestre civil. Le montant d'intérêts comptabilisés pour l'année 2020 est de 0.8 million d'euros. Au 31 décembre 2021, le solde restant dû s'élève à 20.2 millions d'euros.

En 2016, Socfinaf a contracté un emprunt de 20 millions d'euros auprès de Bolloré Participations. L'emprunt est productif d'un intérêt annuel au taux de 4%. Le montant d'intérêts comptabilisés pour l'année 2021 est de 0.8 million d'euros. Au 31 décembre 2021, le solde restant dû s'élève à 20.2 millions d'euros.

Socfinaf n'a pas versé de dividende en 2021 à la maison mère Socfin (2020: nul). Socfinaf a contracté deux emprunts auprès de Socfin pour 120.0 millions d'euros et 74.8 millions de dollars (2020: 126.4 millions d'euros). Des intérêts annuels aux taux de respectivement 4.25% et LIBOR USD à 3 mois +6.95% sont payables sur ces prêts. À ce titre, Socfinaf a payé un intérêt de 6.3 millions d'euros en 2021 contre 5.8 millions d'euros en 2020.

### Note 31. Engagements hors bilan

En 2019, une filiale de Socfinaf, Okomu Palm Oil Company a obtenu un prêt de 10 milliards de naïra, dont le contrat stipule qu'Okomu affecte en garantie hypothécaire, à hauteur du prêt consenti, 11,416 ha de plantation. Au 31 décembre 2021, le solde du prêt s'élève à 14 millions d'euros (2020: 13 millions d'euros).

En 2019, une filiale de Socfinaf, Agripalma a conclu une convention de crédit de 49 millions de dobras (2 millions d'euros) dont le contrat stipule qu'Agripalma affecte en garantie hypothécaire, à hauteur du prêt consenti, les installations et matériel professionnel. Au 31 décembre 2021, le solde du prêt s'élève à 0.5 million d'euros (2020: 1.8 million d'euros).

En 2019, une filiale de Socfinaf, Plantations Socfinaf Ghana (PSG), a obtenu un prêt de 16.5 millions d'euros pour la construction d'une huilerie. Ce prêt est constitué d'une ligne de crédit de 15 millions d'euros ainsi que d'un découvert bancaire de 1.5 millions d'euros. Le contrat stipule que PSG Ghana affecte l'huilerie en garantie hypothécaire à hauteur du prêt consenti. Au 31 décembre 2021, le solde du prêt s'élève à 11.4 millions d'euros (2020: 13 millions d'euros) et le découvert bancaire est nul (2020: découvert nul).

En 2021, une filiale de Socfinaf, Okomu Palm Oil Company a obtenu un prêt de 2 milliards de naïra, dont le contrat stipule qu'Okomu affecte en garantie hypothécaire, à hauteur du prêt consenti, 11,416 ha de plantation. Au 31 décembre 2021, le solde du prêt s'élève à 3 millions d'euros.

### Note 32. Information sectorielle

Conformément à IFRS 8, l'information analysée par la Direction est basée sur la répartition géographique des risques politiques et économiques. Par conséquent, les secteurs présentés sont les suivants : Europe, Sierra Leone, Liberia, Côte d'Ivoire, Nigeria, Cameroun, São Tomé et Principe et Congo (RDC).

Les produits des secteurs opérationnels Côte d'Ivoire, Nigeria et Cameroun proviennent des ventes d'huile de palme et de caoutchouc, ceux du secteur Liberia uniquement des ventes de caoutchouc, ceux des secteurs Sierra Leone, Ghana, São Tomé et Principe et Congo (RDC) uniquement des ventes d'huile de palme et ceux du secteur Europe proviennent des prestations de services administratifs, d'assistance à la gestion des plantations et la commercialisation des produits hors groupe. Le résultat sectoriel du Groupe est le résultat opérationnel des activités.

Les chiffres présentés proviennent du reporting interne. Ils ne tiennent compte d'aucun retraitement de consolidation ni de retraitement IFRS et ne sont donc pas directement comparables aux montants repris dans l'état de la situation financière et au compte de résultat consolidés.

**\* Résultat sectoriel au 31 décembre 2020 - (Retraité)**

EUR	Produits des activités ordinaires provenant des clients externes	Produits des activités ordinaires intersecteurs	Résultat sectoriel (*)
Europe	0	0	-3,350,897
Sierra Leone	15,103,389	0	86,071
Liberia	29,475,396	0	-1,903,422
Côte d'Ivoire	141,938,986	69,616	22,172,685
Ghana	12,791,521	0	497,660
Nigeria	57,308,888	0	20,899,568
Cameroun	130,068,460	0	27,179,267
São Tomé et Principe	3,828,024	0	-1,968,995
Congo (RDC)	12,050,148	0	-125,900
Autres	0	0	0
<b>TOTAL</b>	<b>402,564,812</b>	<b>69,616</b>	<b>63,486,035</b>

Elimination des produits des activités ordinaires intersecteurs	-69,616
Amortissements et réductions de valeur sur les actifs biologiques	-3,642,721
Juste valeur de la production agricole	-3,163,007
Autres retraitements IFRS	2,195,000
Retraitements de consolidation (intragroupes et autres)	-2,959,276
Produits financiers	3,097,028
Charges financières	-28,384,154
Quote-part du Groupe dans le résultat des entreprises associées	1,259,361
Impôts	-18,689,671
<b>Résultat net de la période</b>	<b>13,128,979</b>

(\*) Le résultat de la période inclut les charges opérationnelles.

**\* Résultat sectoriel au 31 décembre 2021**

EUR	<i>Produits des activités ordinaires provenant des clients externes</i>	<i>Produits des activités ordinaires intersectoriels</i>	<i>Résultat sectoriel (*)</i>
Europe	0	0	-3,136,523
Sierra Leone	46,760,015	0	19,240,229
Liberia	36,783,462	0	5,538,511
Côte d'Ivoire	176,301,157	69,873	37,488,425
Ghana	26,377,673	0	13,096,295
Nigeria	79,363,158	0	34,174,303
Cameroun	143,222,868	0	33,644,277
São Tomé et Principe	4,776,845	0	-1,691,862
Congo (RDC)	13,117,259	0	-2,058,986
<b>TOTAL</b>	<b>526,702,438</b>	<b>69,873</b>	<b>136,294,671</b>

Elimination des produits des activités ordinaires intersectoriels	-69,873
Amortissements et réductions de valeur sur les actifs biologiques	-391,200
Juste valeur de la production agricole	8,260,872
Autres retraitements IFRS	437,779
Retraitements de consolidation (intragroupes et autres)	-1,653,346
Produits financiers	7,128,210
Charges financières	-25,967,364
Quote-part du Groupe dans le résultat des entreprises associées	7,264,010
Impôts	-29,575,746
<b>Résultat net de la période</b>	<b>101,728,012</b>

(\*) Le résultat de la période inclut les charges opérationnelles.

\* *Total des actifs sectoriels*

<b>EUR</b>	<b>2021</b>	<b>2020</b>
		<i>Retraité</i>
Europe	10,019,752	1,289,439
Sierra Leone	132,030,565	123,527,792
Liberia	115,585,545	102,262,017
Côte d'Ivoire	170,140,614	154,069,517
Ghana	78,724,410	72,516,209
Nigeria	139,257,028	116,371,568
Cameroun	175,101,980	181,476,836
São Tomé et Principe	27,822,826	28,473,479
Congo (RDC)	68,664,450	52,212,692
<b>TOTAL</b>	<b>917,347,171</b>	<b>832,199,549</b>
IFRS 3 / IAS 16 : Actifs biologiques producteurs	-23,504,111	-20,031,118
IAS 2 / IAS 41 : Production agricole	6,128,867	206,021
Autres retraitements IFRS	-5,870,896	-5,855,220
Retraitements de consolidation (intragroupes et autres)	-70,015,375	-48,682,927
<b>Total des actifs sectoriels consolidés</b>	<b>824,085,657</b>	<b>757,836,305</b>
<b>Actifs consolidés non inclus dans les actifs sectoriels</b>		
Droits d'utilisation des actifs	7,484,998	7,796,257
Participations dans des entreprises associées	23,619,982	21,864,378
Titres valorisés à la juste valeur par le biais de compte de résultat étendu	38	91,900
Avances à long terme	1,745,720	1,702,070
Actifs d'impôts différés	9,421,068	8,639,695
Autres actifs non courants	1,743,807	1,661,751
<b>Actifs consolidés non courants</b>	<b>44,015,612</b>	<b>41,756,050</b>
Autres créances	8,995,522	13,619,891
Actifs d'impôts exigibles	13,378,526	12,802,007
<b>Actifs consolidés courants</b>	<b>22,374,048</b>	<b>26,421,898</b>
<b>Total actifs consolidés non inclus dans les actifs sectoriels</b>	<b>66,389,660</b>	<b>68,177,948</b>
<b>Total actifs</b>	<b>890,475,316</b>	<b>826,014,253</b>

Les actifs sectoriels sont présentés pour répondre aux exigences de la norme IFRS 8. Ils proviennent du reporting interne et ne tiennent compte d'aucun retraitement de consolidation ni de retraitement IFRS. Ils incluent les immobilisations, les actifs biologiques, les créances commerciales, les stocks, la trésorerie et équivalents de trésorerie. Les passifs sectoriels incluent uniquement les dettes commerciales et les autres dettes.

\* *Total des passifs sectoriels*

<b>EUR</b>	<b>2021</b>	<b>2020</b>
		<i>Retraité</i>
Europe	42,790,016	57,949,838
Sierra Leone	1,538,755	6,196,389
Liberia	15,247,453	14,540,667
Côte d'Ivoire	17,484,516	16,466,700
Ghana	972,502	912,474
Nigeria	9,223,850	9,559,987
Cameroun	25,172,132	23,304,990
Europe	3,468,418	2,382,718
Congo (RDC)	3,650,948	2,689,124
<b>TOTAL</b>	<b>119,548,589</b>	<b>134,002,887</b>
Autres retraitements IFRS	48,895	-52,271
Retraitements de consolidation (intragroupes et autres)	-6,873,055	-8,881,065
<b>Total des passifs sectoriels consolidés</b>	<b>112,724,429</b>	<b>125,069,551</b>
 <b>Passifs consolidés non inclus dans les passifs sectoriels</b>		
Capitaux propres totaux	436,481,961	334,036,663
Passifs non-courants	273,829,367	182,079,295
Dettes financières à moins d'un an	35,588,183	161,970,563
Dettes à moins d'un an liées aux contrats de location	1,105,090	1,354,035
Passifs d'impôts exigibles	30,408,824	20,857,243
Provisions	337,462	646,902
<b>Total passifs consolidés non inclus dans les passifs sectoriels</b>	<b>777,750,887</b>	<b>700,944,701</b>
 <b>Total capitaux propres et passifs</b>	<b>890,475,316</b>	<b>826,014,253</b>

\* Coûts encourus pour l'acquisition d'actifs sectoriels durant l'exercice 2020

<b>EUR</b>	<b>Immobilisations incorporelles</b>	<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>Actifs biologiques producteurs</b>	<b>TOTAL</b>
Sierra Leone	0	7,668,558	210,174	7,878,732
Liberia	0	1,113,036	4,261,794	5,374,830
Côte d'Ivoire	2,561	6,513,437	2,746,614	9,262,612
Ghana	0	515,524	521,316	1,036,840
Nigeria	0	17,153,521	5,046,892	22,200,413
Cameroun	134,582	12,066,579	2,935,090	15,136,251
São Tomé et Principe	0	68,175	0	68,175
Congo (RDC)	0	1,222,201	1	1,222,202
<b>TOTAL</b>	<b>137,143</b>	<b>46,321,031</b>	<b>15,721,881</b>	<b>62,180,055</b>

\* Coûts encourus pour l'acquisition d'actifs sectoriels durant l'exercice 2021

<b>EUR</b>	<b>Immobilisations incorporelles</b>	<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>Actifs biologiques producteurs</b>	<b>TOTAL</b>
Sierra Leone	0	2,207,733	0	2,207,733
Liberia	0	1,613,464	3,808,942	5,422,406
Côte d'Ivoire	3,666	6,125,172	4,144,678	10,273,516
Ghana	0	1,978,271	137,231	2,115,502
Nigeria	0	27,082,944	1,632,191	28,715,135
Cameroun	0	9,970,796	3,177,201	13,147,997
São Tomé et Principe	0	256,352	0	256,352
Congo (RDC)	0	781,126	0	781,126
<b>TOTAL</b>	<b>3,666</b>	<b>50,015,858</b>	<b>12,900,242</b>	<b>62,919,767</b>

\* Information par secteur d'activité

Produits des activités ordinaires provenant des clients externes:

<b>EUR</b>	<b>2021</b>	<b>2020</b>
		<i>Retraité</i>
Palmier	327,502,389	241,510,084
Hévéa	195,905,903	156,525,381
Autres produits agricoles	657,341	678,970
Autres	2,636,805	3,850,377
<b>TOTAL</b>	<b>526,702,437</b>	<b>402,564,812</b>

\* Information par zone géographique

Produits des activités ordinaires provenant des clients externes par origine et par implantation des clients:

EUR	Implantation									2020	
		Origine	Europe	Côte d'Ivoire	Nigeria	Cameroun	Congo (RDC)	Sierra Leone	Autre(s) pays africain(s)	Reste du monde	Retraité
											TOTAL
Sierra Leone		377,308	0	0	0	0	0	13,051,964	1,313,141	360,979	15,103,392
Liberia		29,475,396	0	0	0	0	0	0	0	0	29,475,396
Côte d'Ivoire		81,031,287	25,891,579	0	0	0	0	0	2,740,694	32,275,428	141,938,988
Ghana		0	0	0	0	0	0	0	12,791,521	0	12,791,521
Nigeria		0	0	57,308,887	0	0	0	0	0	0	57,308,887
Cameroun		5,910,149	0	0	123,889,238	0	0	0	269,073	0	130,068,460
São Tomé et Principe		3,043,100	0	0	565,323	0	0	0	219,601	0	3,828,024
Congo (RDC)		0	0	0	0	12,050,145	0	0	0	0	12,050,145
<b>TOTAL</b>		<b>119,837,241</b>	<b>25,891,579</b>	<b>57,308,887</b>	<b>124,454,561</b>	<b>12,050,148</b>	<b>13,051,964</b>	<b>17,334,030</b>	<b>32,636,406</b>	<b>402,564,812</b>	

EUR	Implantation									2021	
		Origine	Europe	Côte d'Ivoire	Nigeria	Cameroun	Congo (RDC)	Sierra Leone	Autre(s) pays africain(s)	Reste du monde	TOTAL
Sierra Leone		4,084,258	0	0	2,382,645	0	40,293,112	0	0	0	46,760,015
Liberia		36,783,462	0	0	0	0	0	0	0	0	36,783,462
Côte d'Ivoire		114,868,414	32,387,669	11,377	33,785	3,023	51,792	1,480,759	27,464,339	176,301,157	
Ghana		0	0	0	0	0	0	26,377,673	0	0	26,377,673
Nigeria		0	0	79,363,159	0	0	0	0	0	0	79,363,159
Cameroun		12,570,689	0	0	130,652,179	0	0	0	0	0	143,222,868
São Tomé et Principe		4,341,409	0	0	287,851	0	0	147,585	0	0	4,776,845
Congo (RDC)		0	0	0	0	13,117,259	0	0	0	0	13,117,259
<b>TOTAL</b>		<b>172,648,231</b>	<b>32,387,669</b>	<b>79,374,536</b>	<b>133,356,460</b>	<b>13,120,282</b>	<b>40,344,905</b>	<b>28,006,017</b>	<b>27,464,339</b>	<b>526,702,438</b>	

**\* Information par secteur d'activité pour chaque zone géographique**

Produits des activités ordinaires provenant des clients externes par secteur d'activité et par zone géographique:

Secteur d'activité	Catégorie	EUR			2020
		Palmier	Hévéa	Autres produits agricoles	Retraité
Sierra Leone		14,445,401	0	657,988	15,103,389
Liberia		0	29,475,396	0	29,475,396
Côte d'Ivoire		25,286,890	114,301,331	2,350,765	141,938,986
Ghana		12,701,391	0	90,130	12,791,521
Nigeria		50,010,800	7,119,465	178,623	57,308,888
Cameroun		123,187,430	5,629,189	1,251,841	130,068,460
Sao Tome et Principe		3,828,024	0	0	3,828,024
Congo (RDC)		12,050,148	0	0	12,050,148
<b>TOTAL</b>		<b>241,510,084</b>	<b>156,525,381</b>	<b>4,529,347</b>	<b>402,564,812</b>

Secteur d'activité	Catégorie	EUR			2021
		Palmier	Hévéa	Autres produits agricoles	TOTAL
Sierra Leone		46,760,015	0	0	46,760,015
Liberia		0	36,783,462	0	36,783,462
Côte d'Ivoire		36,369,827	137,737,562	2,193,768	176,301,157
Ghana		25,714,194	391,733	271,746	26,377,673
Nigeria		67,439,332	11,787,948	135,878	79,363,158
Cameroun		133,324,917	9,205,198	692,753	143,222,868
Sao Tome et Principe		4,776,845	0	0	4,776,845
Congo (RDC)		13,117,259	0	0	13,117,259
<b>TOTAL</b>		<b>327,502,389</b>	<b>195,905,903</b>	<b>3,294,145</b>	<b>526,702,438</b>

## Note 33. Gestion des risques

### Gestion du capital

Le Groupe gère son capital et procède à des ajustements en fonction de l'évolution des conditions économiques et des opportunités d'investissement. Pour maintenir ou ajuster la structure du capital, le Groupe pourrait émettre de nouvelles actions, rembourser une partie du capital ou ajuster le paiement de dividendes aux actionnaires.

Le Groupe surveille régulièrement ses ratios financiers, en particulier le ratio de dette nette sur capitaux propres.

### Risque financier

Le risque financier pour les sociétés du Groupe provient essentiellement de l'évolution du prix de vente des matières premières agricoles, de celle des devises étrangères et dans une moindre mesure de l'évolution des taux d'intérêts.

### Risque potentiel

Aucun des pays dans lesquels le Groupe opère n'a une économie hyperinflationniste ou ne souffre d'une menace immédiate de dévaluation du cours. Néanmoins, dans une minorité de pays dans lesquels le Groupe exerce ses activités, le système politique en place et la stabilité économique demeurent fragiles et pourraient entraîner la dévaluation monétaire ou une hyperinflation.

### Gestion du risque et opportunités

Le Groupe examine régulièrement ses sources de financement ainsi que l'évolution des devises et ses décisions sont basées sur une variété de risques et d'opportunités en fonction de plusieurs facteurs, notamment les taux d'intérêts, la devise et les contreparties.

### Risque de marché

#### *\* Risque de prix sur les marchés des matières premières*

### Risque potentiel

Le Groupe commercialise ses produits finis à des prix qui peuvent être influencés par les cours des matières premières (commodities) sur les marchés internationaux. Il fait donc face au risque de volatilité des prix de ces matières premières.

### Gestion du risque et opportunités

Face à ce risque, la principale politique des sociétés du Groupe a toujours été de contrôler ses coûts de production pour dégager des marges devant permettre la viabilité des structures en cas de baisse importante des prix de vente des matières premières et inversement de dégager des marges bénéficiaires importantes lors des retournements des marchés à la hausse.

Parallèlement à cette politique principale, il a également été mis en œuvre des politiques secondaires qui permettent d'améliorer les marges bénéficiaires ou de les consolider :

- production de produits agricoles de qualité supérieure et labellisés, notamment pour le caoutchouc et;
- utilisation de l'expertise du Groupe, reconnue par le secteur, dans le domaine des transactions commerciales.

Le Groupe réduit son exposition au risque de prix en investissant dans différents marchés géographiques et dans différents produits.

## **\* Risque de devises étrangères**

### Risque potentiel

Le Groupe effectue des transactions en monnaies locales, qui sont principalement le dollar et la naïra nigériane. De plus, les instruments financiers de couverture contre les fluctuations des taux de change peuvent ne pas être disponibles pour certaines devises. Cela crée une exposition aux fluctuations des taux qui peuvent avoir un impact sur le résultat financier libellé en euro.

### Gestion du risque et opportunités

En dehors des instruments courants de couverture de change à terme de devises pour les transactions opérationnelles qui restent relativement limités, la principale politique du Groupe est, compte tenu des investissements importants réalisés dans les plantations, de financer ses projets de développements en devises locales dans la mesure du possible, ainsi que de réduire ses emprunts.

## **\* Risque de taux d'intérêts**

### Risque potentiel

Pour le Groupe, ce risque comprend d'une part, le risque de variation des flux de trésorerie afférent aux emprunts à court terme, donc souvent à taux variable et d'autre part le niveau relativement élevé des taux d'intérêts de base sur les marchés en développement lorsqu'il s'agit d'emprunter en devises locales.

### Gestion du risque et opportunités

Le premier risque est mis sous contrôle par une politique active de surveillance de l'évolution des marchés financiers locaux et parfois de consolidation de dettes à court terme vers le long terme, s'il y a lieu. Le second risque quant à lui est pris en compte par une politique systématique de mise en compétition des banques locales et internationales avec les bailleurs de fonds internationaux pouvant offrir de réelles opportunités d'investissement et de développement à des taux attractifs.

## **Risque de crédit**

### Risque potentiel

Le risque de crédit provient d'une éventuelle incapacité des clients à satisfaire à leurs obligations contractuelles.

### Gestion du risque et opportunités

Pour gérer ce risque, le Groupe s'assure du paiement au comptant des ventes locales ou de la garantie de la recouvrabilité des créances par l'obtention de lettres de change avalisées. Les ventes à l'exportation des plantations sont centralisées dans la structure commerciale du Groupe qui applique soit une politique de paiement au comptant soit une politique de crédit commercial dont les limites sont définies par son Conseil d'Administration.

Des informations sur les dépréciation d'actifs et de passifs financiers, incluant l'évaluation des pertes de crédit attendues, sont détaillées en Note 1.18.

## **Risque de liquidité**

### Risque potentiel

Le risque de liquidité est défini comme étant le risque que le Groupe ne puisse pas satisfaire à ses obligations à temps ou à un prix raisonnable. Ce risque est principalement localisé sur les plantations qui sont à la fois la source principale de la trésorerie et des besoins de financement.

## Gestion du risque et opportunités

Compte tenu de l'environnement économique et technologique spécifique de chaque plantation, le Groupe gère ce risque de manière décentralisée. Toutefois, tant la trésorerie disponible que la mise en place des financements sont supervisées par la Direction du Groupe.

Le Groupe choisit, dans la mesure du possible, de maintenir ses engagements financiers et de conserver ses liquidités (comme indiqué respectivement en Notes 22 and 18) auprès d'établissements dont le risque de crédit est faible.

## Risque lié aux marchés émergents

### Risque potentiel

L'instabilité politique actuelle ou future dans certains pays dans lesquels le Groupe opère peut affecter la capacité à faire des affaires, générer du chiffre d'affaires et impacter la rentabilité du Groupe.

Le système politique dans certains des marchés du Groupe reste relativement fragile et demeure potentiellement menacé par des conflits transfrontaliers ou des guerres entre groupes rivaux.

## Gestion du risque et opportunités

Les activités du Groupe contribuent à l'amélioration de la qualité de vie dans les pays dans lesquels le Groupe exerce ses activités, l'amélioration de la stabilité de ses marchés pourra conduire à une appréciation de la valeur des sociétés du Groupe implantées localement.

La diversification de la répartition géographique des pays, des économies et des monnaies dans lesquels le Groupe génère ses revenus et ses flux de trésorerie réduit son exposition au risque lié aux marchés émergents.

Le Groupe est conscient de la responsabilité environnementale et sociale qu'il a envers les populations locales et il met en place des initiatives en ce sens.

## Risque d'expropriation

### Risque potentiel

Certains pays dans lesquels le Groupe est implanté ont des régimes politiques qui peuvent remettre en cause les intérêts commerciaux étrangers en limitant leurs activités et peuvent tenter d'imposer leur contrôle sur les actifs du Groupe.

## Gestion du risque et opportunités

La diversification de la répartition géographique des pays dans lesquels le Groupe génère ses revenus et ses flux de trésorerie réduit son exposition à ce risque.

## Risque de crédibilité

### Risque potentiel

Le Groupe est exposé au risque de perte de confiance des marchés financiers par rapport à sa capacité à garder une santé financière solide considérant :

- son impact environnemental,
- sa responsabilité sociale et
- les risques économiques et géopolitiques auxquelles certaines entités du Groupe peuvent faire face.

## Gestion du risque et opportunités

Le Groupe a publié sa politique de gestion responsable en 2017, mise à jour en 2022. Celle-ci complète les engagements de développement durable du Groupe formalisés dès 2012.

Les initiatives du Groupe visant à prendre en compte ce risque sont détaillées dans les informations fournies dans le rapport annuel de développement durable disponible sur demande au siège du Groupe.

## Sensibilité aux risques

### \* Risque de change

Le Groupe est exposé aux variations de valeur découlant des fluctuations des taux de change générées par ses activités d'exploitation. Néanmoins, étant donné que les ventes locales sont réalisées en monnaie locale et les ventes export sont réalisées sur des marchés en dollar, l'exposition du Groupe est limitée aux fluctuations du dollar par rapport à l'euro. L'impact sur le résultat d'une variation du taux EUR/USD de 5% en plus ou en moins sur les instruments financiers en devises s'élève à 0.6 million d'euros.

Dans le cas où la monnaie de vente n'est pas la devise fonctionnelle de la société et que cette devise est liée à une monnaie forte, la conversion est assurée au moment de la conclusion du contrat. Les ventes locales en 2021 (incluant le dollar) s'élèvent à 311.4 millions d'euros. Les ventes globales (conclues principalement en dollars) en 2021 s'élèvent à 215.3 millions d'euros.

### \* Risque de taux d'intérêts

La répartition emprunts à taux fixe et emprunts à taux variable est décrite à la Note 22. Suite à l'emprunt à taux variable conclu par Socfinaf en 2021, le Groupe est exposé au risqué de taux d'intérêt. Afin de contrôler ce risque, la Direction surveille attentivement l'évolution des taux d'intérêt.

### \* Risque de crédit

Au 31 décembre 2021, les créances commerciales des clients globaux et des clients locaux s'élèvent à 20 millions d'euros et 8.2 millions d'euros respectivement. Les créances sur les clients globaux sont principalement des créances liées à la vente de caoutchouc. L'huile de palme est vendue localement à des acteurs locaux (large panel de clients). La commercialisation du caoutchouc est confiée à Sogescol FR (société mise en équivalence). Celle-ci intervient soit sur les marchés physiques soit directement auprès de clients finaux.

	<b>2021</b>	<b>2020</b>
	<b>EUR</b>	<b>EUR</b>
Créances commerciales	30,060,830	28,809,811
Provision au titre du modèle de perte de crédit attendue sur la durée de vie	-1,875,498	-1,778,445
Autres créances	8,995,522	13,619,891
<b>Total net des créances</b>	<b>37,180,854</b>	<b>40,651,257</b>
Montant non échu	36,392,777	40,241,499
Montant échu depuis moins de 6 mois	12,761	291,321
Montant échu depuis plus de 6 mois et moins d'un an	755,648	106,543
Montant échu depuis plus d'un an	19,668	11,894
<b>Total net des créances</b>	<b>37,180,854</b>	<b>40,651,257</b>

## Note 34. Passifs éventuels

La Société des caoutchoucs du Grand Bereby ("SOGB"), société anonyme de droit ivoirien et filiale du Groupe est impliquée dans un litige avec la Caisse Nationale de Prévoyance Sociale ("CNPS") de Côte d'Ivoire. Ce litige porte sur le contrôle de l'imposition des avantages en nature que la SOGB aurait dû verser à la CNPS pour avoir mis à disposition des logements à ses employés.

Suite à une première analyse pour la période allant du 1<sup>er</sup> janvier 2010 au 31 décembre 2013, la CNPS a estimé un montant dû de 182 millions de francs CFA, soit l'équivalent de 277,000 euros. Sur la base des calculs de la SOGB, le montant dû s'établit à 32 millions de francs CFA, soit l'équivalent de 48,000 euros.

Suite à une contrainte, l'affaire a été portée devant le Tribunal de Sassandra. Ce dernier a invité les deux parties à aboutir à un règlement amiable du litige les opposant et à lui produire un accord transactionnel, le cas échéant.

A défaut d'un règlement amiable du litige, il appartiendrait au tribunal de Sassandra de se prononcer sur le fond.

La CNPS a effectué une seconde analyse portant sur les exercices de 2014 à 2018. La CNPS a ajouté au précédent montant, une somme de 1,650 millions de francs CFA, soit l'équivalent de 2.5 millions d'euros. La SOGB a enregistré une provision d'un montant de 250 millions de francs CFA, soit l'équivalent de 381,000 euros, qui correspond au montant qu'elle considère effectivement dû.

La question relative aux logements sur les plantations en zone rurale est une problématique d'ordre général et concerne la plupart des entreprises agricoles et forestières, notamment celles du secteur de l'hévéa, du palmier à huile et de la banane.

C'est la raison pour laquelle des actions ont été menées par des entreprises du secteur, soutenues en cela par l'Union des Entreprises Agricoles et Forestières (UNEMAF) et la Confédération Générale des Entreprises de Côte d'Ivoire ("CGECI"), en vue d'obtenir une position claire de la CNPS à ce sujet.

La CNPS avait toujours accordé une tolérance concernant la détermination des avantages en nature constitués par la mise à disposition de logement en zone rurale.

Une proposition d'arbitrage a été introduite auprès du Ministère de l'Emploi et de la Protection sociale par un groupe de travail regroupant des membres de la CGECI et de l'UNEMAF. Des réunions de travail devaient avoir lieu dans le courant de l'année 2020 mais celle-ci ont été reportées en raison de la situation sanitaire et n'ont pas repris à ce jour.

A la date de clôture des comptes, la procédure amiable est donc toujours en cours. De son issue dépendra la saisine du tribunal de Sassandra qui aura seul le pouvoir de contraindre les parties. Dans la mesure où il n'existe, à ce jour, aucune contrainte légale et sur base des éléments précédents, la Direction est d'avis qu'aucune provision ne doit être enregistrée car la probabilité d'une sortie de ressource financière par le Groupe est faible.

## Note 35. Environnement politique et économique

La Société détient des participations dans des filiales qui opèrent en Afrique.

Etant donné l'instabilité économique et politique dans les pays d'Afrique concernés (Sierra Leone, Liberia, Côte d'Ivoire, Ghana, Nigeria, Cameroun, São Tomé et Principe et République Démocratique du Congo), ces participations présentent un risque en termes d'exposition aux fluctuations politiques et économiques.

## Note 36. Evènements postérieurs à la date de clôture

### Conflit Russie - Ukraine

En février 2022, un certain nombre de pays (dont les États-Unis, le Royaume-Uni et l'Union européenne) ont imposé des sanctions à l'encontre de certaines entités et personnes en Russie à la suite de la reconnaissance officielle de la République populaire de Donetsk et de la République populaire de Lougansk par la Fédération de Russie. Des annonces de sanctions supplémentaires potentielles ont été faites à la suite des opérations militaires lancées par la Russie contre l'Ukraine le 24 février 2022.

En raison des tensions géopolitiques croissantes, on observe depuis février 2022 une augmentation significative de la volatilité sur les marchés des titres et des devises, ainsi qu'une dépréciation importante du rouble par rapport au dollar américain et à l'euro. Il est prévu que ces événements puissent affecter les activités des entreprises russes dans divers secteurs de l'économie.

La société considère ces événements comme des événements qui n'entraînent pas d'ajustements sur les balances à la clôture. Bien que ni les performances, ni la continuité de l'exploitation, ni les opérations de la société, à la date du présent rapport, n'aient été significativement affectées par ce qui précède, le Conseil d'administration continue de surveiller l'évolution de la situation et son impact sur la situation financière et les résultats de la société.

## Note 37. Honoraires du réviseur d'entreprises agréé

	2021 EUR	2020 EUR
Audit (TVAC)	683,798	378,402

Les honoraires d'audit comprennent tous les honoraires versés au commissaire aux comptes indépendant du Groupe EY ainsi que ceux versés aux cabinets membres du réseau EY pour les années concernées. Aucun travail de conseil ou autre service non lié à l'audit n'a été effectué par ce cabinet en 2021 ou en 2020.

# Rapport de gestion social

présenté par le Conseil d'Administration  
à l'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires du 31 mai 2022

Mesdames, Messieurs,

Nous avons l'honneur de vous présenter notre rapport annuel et de soumettre à votre approbation les comptes annuels de notre Société arrêtés au 31 décembre 2021.

## Activités

Socfinaf détient des participations dans des sociétés qui opèrent directement ou indirectement en Afrique tropicale dans les secteurs du caoutchouc et de l'huile de palme.

## Résultat de l'exercice

Le compte de résultat de l'exercice, comparé à celui de l'exercice antérieur, se présente comme suit :

(millions d'euros)	2021	2020
<b>PRODUITS</b>		
Reprises de corrections de valeur	3.0	0.0
Produits des immobilisations financières		
• Dividendes	32.9	22.6
• Cession	0.7	0.0
Produits de l'actif circulant	3.4	2.1
<b>Total des produits</b>	<b>40.0</b>	<b>24.7</b>
<hr/>		
<b>CHARGES</b>		
Corrections de valeur :		
- sur immobilisations financières	12.0	35.0
- sur actifs circulants	0.0	0.7
Autres charges externes	3.3	3.4
Intérêts et autres charges financières	14.2	11.5
Impôts	4.0	2.7
<b>Total des charges</b>	<b>33.5</b>	<b>53.3</b>
<b>BENEFICE / PERTE DE L'EXERCICE</b>	<b>6.5</b>	<b>-28.6</b>

## Dividendes des participations

(millions d'euros)	2021	2020
<b>Dividendes</b>		
Socapalm	18.0	11.6
Befin	4.6	4.1
Sogescol FR	1.9	3.2
Okomu	6.4	2.9
Safa	0.6	0.6
Socfinco FR	1.0	0.0
Autres	0.4	0.2
<b>Total des dividendes</b>	<b>32.9</b>	<b>22.6</b>

Les intérêts sur créances s'élèvent à 2.1 millions d'euros et les gains de change à 1.3 millions d'euros. De plus, suite à la liquidation de Gaummes, et Socfin Research, des reprises de correction de valeur pour un montant total de 3 millions d'euros ont été comptabilisées, ainsi qu'un boni de liquidation de Socfin Green Energy de 0.7 million d'euros.

Le bénéfice de l'exercice s'élève à 6.5 millions d'euros contre une perte de 28.6 millions d'euros au 31 décembre 2020. Ce dernier résultat avait été impacté par des réductions de valeur non récurrentes sur participations.

## Bilan

Au 31 décembre 2021, le total du bilan de Socfinaf s'établit à 500 millions d'euros contre 518.1 millions d'euros au 31 décembre 2020.

L'actif de Socfinaf se compose principalement d'immobilisations financières à hauteur de 199.5 millions d'euros, de créances long terme pour 269.6 millions d'euros, de créances sur entreprises liées et d'autres créances pour 20.7 millions d'euros et d'avoirs en banque pour 10 millions d'euros.

Les fonds propres, avant affectation du résultat, s'élèvent à 258.8 millions d'euros.

## Portefeuille

### Mouvements

Au cours de l'exercice, les liquidations de Gaummes, Socfin Green Energy et Socfin Research ont été clôturées. D'autre part, une réduction de valeur de 3 millions d'euros sur STP Invest a été comptabilisée.

### Evaluation

Les participations sont estimées à une valeur globale de 503.1 millions d'euros et présentent une plus-value latente de 303.5 millions d'euros par rapport à leur valeur d'acquisition comptable éventuellement corrigée.

## Investissements

Les principales participations directes et indirectes ont évolué comme suit durant les derniers mois :

## Projets en exploitation au 31 décembre 2021

CHIFFRE D'AFFAIRES	En millions d'euros	AFRIQUE										TOTAL AFRIQUE	
		Sierra Leone		Liberia		Côte d'Ivoire		Ghana		Nigeria			
		SAC	LAC & SRC	SOGB	SCC	PSG	OKOMU	SOCAPALM	SAFACAM	AGRIPALMA	BRABANTA		
Réalisé 2020	14 994	29 310	99 304	40 284	13 725	65 222	108 245	25 490	3 828	11 923	412 326		
Réalisé à fin Décembre 2020	14 994	29 310	99 304	40 284	13 725	65 222	108 245	25 490	3 828	11 923	412 326		
Réalisé à fin Décembre 2021	46 769	36 789	124 400	49 439	26 305	79 148	114 731	32 801	4 777	13 111	528 271		
Budget 2021	22 092	31 501	93 160	40 533	13 535	62 181	109 176	28 288	6 205	11 815	418 486		
RÉSULTAT NET													
Réalisé 2020	-1 105	-3 764	11 666	4 379	-3 482	17 891	17 624	1 037	-2 175	-346	41 725		
Réalisé à fin Décembre 2020	-1 105	-3 764	11 666	4 379	-3 482	17 891	17 624	1 037	-2 175	-346	41 725		
Réalisé à fin Décembre 2021	16 395	3 659	22 453	5 340	11 248	29 725	20 952	3 778	-1 938	-2 201	109 412		
Budget 2021	-719	-1 882	7 477	2 470	540	15 600	17 473	2 230	-543	406	43 052		
SURFACES (HA)													
<b>PALMIER</b>													
Mature	12 349	-	7 471	-	6 140	19 060	29 943	5 251	2 100	6 072	88 386		
Immature	-	-	-	-	-	-	-	2 541	76	-	2 617		
Total	12 349	-	7 471	-	6 140	19 060	32 484	5 327	2 100	6 072	91 003		
PRODUCTION FFB													
Réalisé 2020	144 455	-	154 427	-	70 754	214 281	490 591	72 182	22 640	81 630	1 250 960		
Réalisé à fin Décembre 2020	144 455	-	154 427	-	70 754	214 281	490 591	72 182	22 640	81 630	1 250 960		
Réalisé à fin Décembre 2021	222 488	-	163 663	-	103 054	222 035	491 049	77 275	23 928	62 766	1 366 258		
Budget 2021	150 338	-	152 409	-	88 893	270 081	474 744	76 308	31 500	87 841	1 332 114		
PRODUCTION HPB													
Réalisé 2020	30 748	-	36 228	-	18 892	45 445	145 898	16 539	5 097	20 438	319 284		
Réalisé à fin Décembre 2020	30 748	-	36 228	-	18 892	45 445	145 898	16 539	5 097	20 438	319 284		
Réalisé à fin Décembre 2021	52 307	-	38 935	-	27 538	46 480	152 323	16 948	5 636	15 993	356 161		
Budget 2021	34 578	-	35 597	-	22 223	56 447	146 122	17 264	7 245	20 255	339 730		
TAUX D'EXTRACTION													
Réalisé 2020	22.77	-	22.44	-	26.70	21.28	22.03	22.77	22.42	24.48	22.51		
Réalisé à fin Décembre 2020	22.77	-	22.44	-	26.70	21.28	22.03	22.77	22.42	24.48	22.51		
Réalisé à fin Décembre 2021	23.51	-	22.74	-	26.72	20.82	22.02	21.67	23.56	24.32	22.62		
Budget 2021	23.00	-	22.50	-	25.00	20.90	22.21	22.50	23.00	22.80	22.33		
CHIFFRE D'AFFAIRES													
Réalisé 2020	14 994	-	25 287	-	13 725	57 094	107 939	19 861	3 828	11 923	254 651		
Réalisé à fin Décembre 2020	14 994	-	25 287	-	13 725	57 094	107 939	19 861	3 828	11 923	254 651		
Réalisé à fin Décembre 2021	46 769	-	36 370	-	25 914	67 450	112 425	23 596	4 777	13 111	330 411		
Budget 2021	22 092	-	22 195	-	13 319	51 391	107 172	19 862	6 205	11 815	254 052		
<b>CAOUTCHOUC</b>													
SURFACES (HA)													
Mature	-	13 825	11 413	-	386	5 649	2 079	3 317	-	-	36 668		
Immature	-	3 331	4 752	-	556	1 686	-	1 108	-	-	11 433		
Total	-	17 156	16 165	-	942	7 335	2 079	4 425	-	-	48 101		
PRODUCTION CTC													
Réalisé 2020	-	28 363	67 594	35 882	-	7 341	-	5 276	-	-	144 456		
Réalisé à fin Décembre 2020	-	28 363	67 594	35 882	-	7 341	-	5 276	-	-	144 456		
Réalisé à fin Décembre 2021	-	26 872	67 727	39 273	-	9 285	-	6 919	-	-	150 076		
Budget 2021	-	29 532	66 500	38 000	-	8 925	-	7 899	-	-	150 856		
CHIFFRE D'AFFAIRES													
Réalisé 2020	-	29 310	74 017	40 288	-	8 128	-	5 629	-	-	157 372		
Réalisé à fin Décembre 2020	-	29 310	74 017	40 288	-	8 128	-	5 629	-	-	157 372		
Réalisé à fin Décembre 2021	-	36 789	88 031	49 439	392	11 698	-	9 205	-	-	195 554		
Budget 2021	-	31 501	70 965	40 533	216	10 790	-	8 426	-	-	162 431		

Les données de production correspondent aux quantités en tonnes de caoutchouc usiné et d'huile de palme brute. Ce tableau n'inclut pas les données relatives à la production d'huile raffinée (SPFS). La production et le chiffre d'affaires caoutchouc sont présentés après élimination des transactions intercos. Les chiffres consolidés peuvent toutefois diverger.

## Affectation du résultat

Le bénéfice de l'exercice de 6,499,115.32 euros, augmenté du report bénéficiaire antérieur de 124,914,492.68 euros forment un solde bénéficiaire de 131,413,608.00 euros qu'il vous est proposé de reporter à nouveau.

A l'issue de cette affectation, l'ensemble des réserves s'élèvera à 135,669,284.92 euros et se présentera comme suit :

<b>Réserves</b>	<b>EUR</b>
Réserve légale	3,567,330.00
Autres réserves	628,717.42
Réserve disponible	59,629.50
Report à nouveau	<u>131,413,608.00</u>
	<b>135,669,284.92</b>

## Actions propres

La Société n'a pas procédé à des rachats d'actions propres, au cours de l'exercice 2021.

## Recherche et développement

Au cours de l'exercice 2021, Socfinaf n'a engagé aucun frais en matière de recherche et développement.

## Instruments financiers

Au cours de l'exercice 2021, la Société n'a pas eu recours à des instruments financiers.

Les politiques de gestion des risques financiers sont décrites dans les annexes des comptes consolidés de la Société.

## Succursale

La Société dispose d'un établissement stable à Fribourg (CH).

## Mentions requises prévues à l'Art. 11(1) points a) à k) de la loi du 19 mai 2006 concernant les Offres Publiques d'Acquisition

- a) b) f) Le capital social souscrit de la Société est fixé à 35,673,300 euros représenté par 17,836,650 actions sans désignation de valeur nominale, entièrement libérées. Chaque action donne droit à une voix sans limitation ni restriction.
- c) Le 01/02/2017, Socfin a déclaré détenir une participation directe de 58.85% dans le capital de Socfinaf.

Le 03/09/2014, Compagnie du Cambodge a déclaré détenir une participation directe et indirecte de 9% dans le capital de Socfinaf 7.07% sont détenus par Compagnie du Cambodge, 1.08% par Société Industrielle et Financière de l'Artois, 0.49% par Bolloré et 0.36% par Compagnie des Glénans.

- h) Art. 13. des statuts : « *La Société est administrée par un Conseil composé de trois membres au moins, personnes physiques ou morales.*

*Les Administrateurs sont nommés pour une période de six ans par l'Assemblée Générale des actionnaires. Ils sont rééligibles.*

*Les Administrateurs sont renouvelés par voie de tirage au sort, de manière qu'un Administrateur au moins soit sortant chaque année ».*

Art. 23. des statuts : « *En cas de décès ou de démission d'un Administrateur, il pourra être pourvu provisoirement à son remplacement en observant à ce sujet les formalités prévues par la loi. Dans ce cas l'Assemblée Générale lors de sa première réunion procède à l'élection définitive ».*

Art. 32. des statuts : « *Les présents statuts peuvent être modifiés par décision de l'Assemblée Générale spécialement convoquée à cet effet, dans les formes et conditions prescrites par les articles 450-3 et 450-8 de la loi sur les sociétés, telle que modifiée ».*

- i) Les pouvoirs des membres du Conseil d'Administration sont définis aux Art. 17 et suivants des statuts de la Société. Ils prévoient notamment que : « *Le Conseil d'Administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour l'administration de la Société. Tout ce qui n'est pas expressément réservé à l'Assemblée Générale par les statuts ou par la loi est de la compétence du Conseil* ».

En outre, les statuts prévoient à l'Art. 6 : « *En cas d'augmentation du capital, le Conseil d'Administration détermine les conditions d'émission des actions.*

*Les actions nouvelles à libérer en numéraire, sont offertes par préférence aux anciens actionnaires, conformément à la loi.*

*En cas d'émission d'actions par apport en numéraire ou en cas d'émission d'instruments qui entrent dans le champ d'application de l'article 420-27 de la loi sur les sociétés et qui sont payés en numéraire, y compris et de manière non exhaustive, des obligations convertibles permettant à leur détenteur de souscrire à des actions ou de s'en voir attribuer, les actionnaires disposent de droits préférentiels de souscription au prorata de leur participation en ce qui concerne toutes ces émissions conformément aux dispositions de la loi sur les sociétés.*

*L'Assemblée Générale appelée à délibérer, aux conditions requises pour la modification des statuts, soit sur l'augmentation du capital, soit sur l'autorisation d'augmenter le capital conformément à l'article 420-23 de la loi sur les sociétés, peut limiter ou supprimer le droit de souscription préférentiel ou autoriser le Conseil à le faire de la manière et dans les conditions prévues par la loi ».*

Les autres points de l'Art. 11(1) sont non applicables, à savoir :

- la détention de titre comprenant des droits de contrôle spéciaux ;
- l'existence d'un système d'actionnariat du personnel ;
- les accords entre actionnaires pouvant entraîner une restriction au transfert de titres ou aux droits de vote ;
- les accords auxquels la Société est partie et qui prennent effet sont modifiés ou prennent fin en cas de changement de contrôle de la Société suite à une OPA ;
- les indemnités prévues en cas de démission ou de licenciement des membres du Conseil d'Administration ou du personnel suite à une OPA.

## Politique de gestion responsable

Le 30 mars 2022, le Groupe a approuvé la mise à jour de sa politique de gestion responsable renouvelée et renforcée en 2021 afin de répondre aux éléments de la politique de GPSNR (Global Platform for Sustainable Natural Rubber). Cette politique de gestion responsable se base sur les 3 piliers d'engagement du Groupe, en parallèle de son engagement spécifique de transparence : le développement rural, les travailleurs et les communautés locales, et l'environnement. Ces engagements constituent la base d'initiatives clés visant à améliorer les performances économiques à long terme, le bien-être social, la santé, la sécurité et la gestion des ressources naturelles.

Un plan d'implémentation de cette politique a été défini et mis en œuvre tout au long de l'exercice 2021.

Les efforts et actions entreprises par le Groupe Socfin en la matière sont détaillés dans un tableau de bord régulièrement mis à jour ainsi que dans un rapport annuel distinct (« Rapport développement durable »).

La politique de gestion responsable, le tableau de bord ainsi que le rapport annuel de développement durable sont disponibles sur le site web du Groupe.

## Valeur estimée de l'action (comptes sociaux)

La valeur estimée de Socfinaf au 31 décembre 2021 avant affectation du résultat de l'exercice, s'élève à 562.3 millions d'euros, soit 31.53 euros par action contre 27.89 euros au terme de l'exercice précédent. Cette évaluation intègre les plus-values latentes du portefeuille.

Pour rappel, le cours de bourse de l'action s'élève à 12.00 euros au terme de l'exercice 2021 contre 11.10 euros un an plus tôt.

## Événements importants survenus après la clôture de l'exercice

Le 25 février 2022, la Société a remboursé un montant de 25,000,000 US dollars (22,409,466 euros) à Socfin au titre de remboursement partiel de son avance.

En février 2022, un certain nombre de pays (dont les États-Unis, le Royaume-Uni et l'UE) ont imposé des sanctions à certaines entités et personnes en Russie à la suite de la reconnaissance officielle de la République populaire de Donetsk et de la République populaire de Lougansk par la Fédération de Russie. Des annonces de sanctions supplémentaires potentielles ont été faites à la suite des opérations militaires lancées par la Russie contre l'Ukraine le 24 février 2022.

En raison des tensions géopolitiques croissantes, depuis février 2022, il y a eu une augmentation significative de la volatilité sur les marchés des valeurs mobilières et des devises, ainsi qu'une dépréciation significative du rouble par rapport au dollar américain et à l'euro. On s'attend à ce que ces événements affectent les activités des entreprises russes dans divers secteurs de l'économie.

La Société considère ces événements comme des événements sans ajustement après la période de reporting.

Bien que ni la performance et la continuité de l'exploitation ni les opérations de la Société, à la date du présent rapport, n'aient été significativement impactées par ce qui précède, le Conseil d'administration continue de suivre l'évolution de la situation et son impact sur la situation financière et les résultats de la Société.

## Principaux risques et incertitudes

Il faut souligner que les investissements du Groupe en Afrique peuvent être soumis à des risques politico-économiques. Les dirigeants et les cadres sur place suivent l'évolution de la situation au jour le jour.

En outre, la Société peut être exposée à des risques de change sur les avances à long terme accordées aux filiales. L'évaluation de ce risque est décrite dans les notes aux comptes annuels statutaires de la Société.

## Impact de la crise sanitaire de la Covid 19

Les prévisions financières de la Société et de ses filiales directes et indirectes pour les exercices 2021 et 2022, les niveaux soutenus des prix de marchés dans cette première partie de l'année, indiquent que l'activité générera des liquidités suffisantes pour faire face aux obligations du Groupe et assurer la perspective de continuité de l'exploitation.

## Perspectives

Le résultat de l'exercice 2022 dépendra dans une large mesure des distributions des dividendes des filiales.

## Nominations statutaires

Le mandat de Monsieur Hubert Fabri, administrateur sortant, vient à échéance cette année. Le Conseil proposera à la prochaine Assemblée Générale le renouvellement de ce mandat pour une durée de six ans, venant à expiration au cours de l'Assemblée Générale ordinaire de 2028.

Le Conseil d'Administration prend acte de la démission de Messieurs Fulgence Koffy, Philippe de Traux et Luc Boedt de leur mandat d'Administrateur. Il ne sera pas proposé à l'Assemblée Générale de pourvoir à leur remplacement.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

# Rapport d'audit sur les états financiers sociaux

Aux actionnaires de  
**Socfinaf S.A.**  
4, Avenue Guillaume  
L-1650 Luxembourg

Les comptes annuels au 31 décembre 2021 (version anglaise) de la Société ont été audités par un auditeur indépendant qui a émis une opinion d'audit non-modifiée en date du 29 avril 2022. Ce rapport d'audit avec une opinion non-modifiée n'est pas traduit en français. Il est consultable (en anglais) dans la version anglaise auditée du rapport annuel. Les comptes annuels ci-après n'ont pas été audités mais forment une traduction française de la version anglaise auditée.

## Etats financiers sociaux

### 1. Bilan au 31 décembre 2021

ACTIF	Note	2021	2020	
		EUR	EUR	
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>				
<i>Immobilisations financières</i>				
Parts dans des entreprises liées		199,522,760.65	204,471,182.44	
Créances sur des entreprises liées		269,552,427.50	308,818,543.42	
		<b>469,075,188.15</b>	<b>513,289,725.86</b>	
<b>ACTIF CIRCULANT</b>				
<i>Créances</i>				
Créances sur des entreprises liées dont la durée résiduelle est inférieure ou égale à un an		17,607,793.72	1,642,810.47	
Autres créances dont la durée résiduelle est supérieure à un an		0.00	1,260,052.43	
dont la durée résiduelle est inférieure ou égale à un an		2,333,506.60	484,160.00	
		<b>19,941,300.32</b>	<b>3,387,022.90</b>	
<i>Valeurs mobilières</i>				
Parts dans des entreprises liées		248,406.09	248,406.09	
<i>Avoirs en banques, avoirs en compte de chèques postaux, chèques et encaisse</i>				
		<b>9,960,182.80</b>	<b>1,192,846.04</b>	
<b>TOTAL DU BILAN (ACTIF)</b>		<b>499,225,077.36</b>	<b>518,118,000.89</b>	

L'annexe fait partie intégrante des comptes annuels.

PASSIF	Note	2021	2020
		EUR	EUR
<b>CAPITAUX PROPRES</b>	4		
Capital souscrit		35,673,300.00	35,673,300.00
Primes d'émission		87,453,866.21	87,453,866.21
<b>Réserves</b>			
Réserve légale		3,567,330.00	3,567,330.00
Autres réserves, y compris la réserve de juste valeur			
Autres réserves disponibles		688,346.92	688,346.92
		<b>4,255,676.92</b>	<b>4,255,676.92</b>
Résultats reportés		124,914,492.68	153,563,826.44
Résultat de l'exercice		6,499,115.32	-28,649,333.76
		<b>258,796,451.13</b>	<b>252,297,335.81</b>
<b>DETTES</b>			
Dettes envers des établissements de crédit			
dont la durée résiduelle est inférieure ou égale à un an		41.50	33.70
Dettes sur achats et prestations de services			
dont la durée résiduelle est inférieure ou égale à un an		110,860.00	98,280.00
Dettes envers des entreprises liées	5		
dont la durée résiduelle est supérieure à un an		186,463,934.52	80,000,000.00
dont la durée résiduelle est inférieure ou égale à un an		12,317,062.61	144,632,022.78
Dettes envers des entreprises avec lesquelles l'entreprise a un lien de participation	6		
dont la durée résiduelle est inférieure ou égale à un an		20,201,643.84	0.00
dont la durée résiduelle est supérieure à un an		20,201,644.00	40,402,185.84
Autres dettes			
Dettes fiscales		1,125,420.00	600,395.00
Autres dettes			
dont la durée résiduelle est inférieure ou égale à un an		8,019.76	87,747.76
		<b>240,428,626.23</b>	<b>265,820,665.08</b>
<b>TOTAL DU BILAN (PASSIF)</b>		<b>499,225,077.36</b>	<b>518,118,000.89</b>

L'annexe fait partie intégrante des comptes annuels.

## 2. Compte de profits et pertes au 31 décembre 2021

	Note	2021 EUR	2020 EUR
<b>Matières premières et consommables et autres charges externes</b>			
Autres charges externes		-2,553,559.66	-2,768,190.30
<b>Corrections de valeur</b>			
sur éléments de l'actif circulant		-12,463.34	-739,054.17
<b>Autres charges d'exploitation</b>		-646,464.19	-645,045.99
<b>Produits provenant de participations provenant d'entreprises liées</b>	7	33,539,007.13	22,562,929.95
<b>Autres intérêts et autres produits financiers provenant d'entreprises liées</b>	8	3,124,153.86	2,126,012.09
autres intérêts et produits financiers		255,759.64	2,639.72
<b>Corrections de valeur sur immobilisations financières et sur valeurs mobilières faisant partie de l'actif circulant</b>	3	-8,947,506.25	-34,985,416.74
<b>Intérêts et autres charges financières</b>			
concernant des entreprises liées		-12,610,509.22	-9,140,689.59
autres intérêts et charges financières		-1,618,065.61	-2,325,238.41
<b>Impôts sur le résultat</b>		-3,506,212.04	-2,136,885.32
<b>Résultat après impôts sur le résultat</b>		7,024,140.32	-28,048,938.76
<b>Autres impôts ne figurant pas ci-dessus</b>		-525,025.00	-600,395.00
<b>Résultat de l'exercice</b>		<b>6,499,115.32</b>	<b>-28,649,333.76</b>

### Proposition de répartition bénéficiaire

	2021 EUR	2020 EUR
Report à nouveau	131,413,608.00	124,914,492.68
Du solde :		
10% au Conseil d'Administration	0.00	0.00
90% aux 17,836,650 actions	0.00	0.00
	<b>131,413,608.00</b>	<b>124,914,492.68</b>
<b>Dividende par action</b>	<b>0.00</b>	<b>0.00</b>

L'annexe fait partie intégrante des comptes annuels.

### **3. Annexe aux comptes sociaux de l'exercice 2021**

#### **Note 1. Généralités**

SOCFINAF, ci-après la "Société", a été constituée le 22 octobre 1961 sous forme d'une société anonyme et a adopté le statut de "soparfi" le 10 janvier 2011.

La durée de la Société est illimitée et son siège social est établi à Luxembourg. La Société est inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B6225 et est cotée à la Bourse de Luxembourg sous le numéro ISIN LU0056569402.

La Société a pour objet (i) l'acquisition, la détention et la cession, sous quelque forme que ce soit et par tous moyens, par voie directe ou indirecte, de participations, droits, et intérêts, ainsi que les obligations de sociétés luxembourgeoises ou étrangères, (ii) l'acquisition par voie d'apport, d'achat, de souscription, ou de toute autre manière, ainsi que l'aliénation par vente, cession échange ou de toute autre manière, de titres de capital, parts d'intérêts, obligations, créances, billets et autres valeurs ou instruments financiers de toutes espèces.(notamment d'obligations ou de parts émises par des fonds communs de placement luxembourgeois ou étrangers, ou tout autre organisme similaire), de prêts ou toute autre ligne de crédit, ainsi que les contrats y relatifs et (iii) la détention, l'administration, le développement et la gestion d'un portefeuille d'actifs (composé notamment des actifs décrits aux points (i) et (ii) ci-dessus).

La Société peut également acquérir et mettre en valeur tous brevets et autres droits se rattachant à ces brevets ou pouvant les compléter.

La Société peut emprunter sous quelque forme que ce soit. Elle peut être partie à tout type de contrat de prêt et elle peut procéder à l'émission de titres de créance, d'obligations, de certificats, d'actions, de parts bénéficiaires, de warrants et de tous types de titres de dettes et de titres de capital, y compris en vertu d'un ou plusieurs programmes d'émissions. La Société peut prêter des fonds, y compris ceux résultant d'emprunts et/ou d'émissions de titres, à ses filiales, à ses sociétés affiliées et à toute autre société.

Bien que la Société soit intégrée dans les comptes consolidés de la Société Financière des Caoutchoucs, en abrégé « Socfin » et qui constitue l'ensemble le plus grand dans lequel la Société est consolidée, la Société établit également des comptes consolidés qui font l'objet d'une publication selon les modalités prévues par la loi et qui sont disponibles au siège social de la Société (4, avenue Guillaume à L-1650 Luxembourg) ou sur le site internet : [www.socfin.com](http://www.socfin.com).

L'exercice social commence le 1<sup>er</sup> janvier pour se terminer le 31 décembre.

#### **Note 2. Principes, règles et méthodes comptables**

##### **Continuité d'exploitation, y inclus impact de la pandémie COVID-19**

Au 31 décembre 2021, le besoin en fond de roulement est négatif à hauteur de 3,613,159 euros, les passifs dus sous 12 mois (33,763,048 euros) excédant les actifs réalisables sous 12 mois (30,149,889 euros).

La Direction estime qu'il n'existe pas d'éléments qui indiqueraient que le prêt de 20 millions d'euros dû à Bolloré Participations S.E (Note 6) ne soit pas étendu au 31 décembre 2023.

Durant l'année 2021, suite à l'impact de la pandémie COVID-19 sur les activités des filiales directes et indirectes de la Société, la Direction s'est adaptée aux nouvelles restrictions et suit constamment l'évolution du risque lié à cette crise sanitaire. La propagation du virus demeure active et imprévisible, ce qui vole le développement économique à un avenir incertain.

En tenant compte des mesures décrites ci-dessus et de l'impact de l'épidémie de COVID-19 sur base des informations disponibles à ce jour, la Société a préparé un plan de trésorerie évaluant sa position de liquidité sur base des meilleures estimations de la Direction. En considérant les dividendes à recevoir des filiales sur l'exercice 2022 et la capacité de la Société à tirer sur le cash pooling du Groupe (Socfinde), ce plan de trésorerie montre des liquidités suffisantes pour lui permettre de faire face à ses obligations et confirment l'hypothèse de la continuité d'exploitation pour au moins les douze mois suivant la date d'approbation de ses états financiers 2021.

## Principes généraux

Les comptes annuels sont établis conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur au Luxembourg selon la méthode du coût historique.

Les politiques comptables et les principes d'évaluation sont, en dehors des règles imposées par la loi du 19 décembre 2002, déterminés et mis en place par le Conseil d'Administration.

La préparation des comptes annuels implique le recours à un certain nombre d'estimations comptables déterminantes. Elle impose aussi au Conseil d'Administration d'exercer leur jugement dans l'application des principes comptables. Tout changement dans les hypothèses peut avoir des répercussions significatives sur les comptes annuels de la période durant laquelle ces hypothèses ont changé. Le Conseil d'Administration estime que les hypothèses sous-jacentes sont adéquates et que les comptes annuels donnent ainsi une image fidèle de la situation financière et des résultats de la Société.

## Conversion des devises

La Société tient sa comptabilité en euros (EUR) et les comptes annuels sont exprimés dans cette devise.

Les transactions effectuées dans une devise autre que la devise du bilan sont converties dans la devise du bilan au cours de change en vigueur à la date de la transaction.

A la date de clôture du bilan :

- le prix d'acquisition des titres de participation inclus dans les immobilisations financières ainsi que les créances y rattachées, exprimés dans une autre devise que la devise du bilan, restent convertis au cours de change historique, à l'exception de la part à moins d'un an des créances immobilisées qui est évaluée individuellement au plus bas de leur valeur au cours de change historique ou de leur valeur déterminée sur base du cours de change en vigueur à la date de clôture du bilan ;
- les avoirs bancaires exprimés dans une autre devise que la devise du bilan, sont évalués sur base du cours de change en vigueur à la date de clôture du bilan. Les gains et pertes non réalisés sont comptabilisés dans la période en cours ;
- tous les autres postes de l'actif exprimés dans une autre devise que la devise du bilan, sont évalués individuellement au plus bas de leur valeur au cours de change historique ou de leur valeur déterminée sur base du cours de change en vigueur à la date de clôture du bilan ;
- tous les postes de passif exprimés dans une autre devise que la devise du bilan, sont évalués individuellement au plus haut de leur valeur au cours de change historique ou de leur valeur déterminée sur base du cours de change en vigueur à la date de clôture du bilan.

Les gains et pertes de change réalisés sont comptabilisés dans le compte de profits et pertes. A la date de clôture, par application du principe de prudence, seules les pertes de change non réalisées sur les postes en devises sont portées au résultat.

S'il existe un lien économique entre deux transactions, les écarts de change non-réalisés sont comptabilisés à hauteur de la perte de change latente correspondante.

## Evaluation des immobilisations financières

Les parts dans des entreprises liées sont évaluées au coût d'acquisition, qui comprend les frais accessoires. Les créances sur des entreprises liées sont évaluées à leur valeur nominale, qui comprend les frais accessoires.

En cas de dépréciation qui, de l'avis du Conseil d'Administration, revêt un caractère durable, ces immobilisations financières font l'objet de corrections de valeur afin de leur donner la valeur inférieure qui est à leur attribuer à la date de clôture du bilan, telle que déterminée par le Conseil d'Administration.

Afin de déterminer les corrections de valeur présentant un caractère durable à la date de clôture, le Conseil d'Administration procède pour chaque investissement, sur une base individuelle, aux analyses suivantes :

1/ Pour les participations dont les titres sont cotés, le Conseil d'Administration compare la valeur nette comptable de la participation à la leur valeur de marché sur base du cours de bourse à la date de clôture. Lorsque la valeur de marché est supérieure ou égale à la valeur nette comptable, le Conseil d'Administration estime qu'aucune correction de valeur n'est à comptabiliser à la date de clôture. En revanche, lorsque la valeur de marché est inférieure à la valeur nette comptable, le Conseil d'Administration procède au test de la valeur nette comptable par rapport à la quote-part dans l'actif net réévalué de la participation.

2/ Dans le cas où le test de la valeur nette comptable par rapport à la valeur de marché n'est pas concluant, ainsi que pour les participations dont les titres ne sont pas cotés, le Conseil d'Administration compare la valeur nette comptable de la participation à la quote-part détenue dans l'actif net réévalué de la participation ainsi que dans l'actif net consolidé (i.e. capitaux propres attribuables aux propriétaires de la société mère) si la filiale objet du test prépare des comptes consolidés.

Si une de ces valeurs est supérieure ou égale à la valeur nette comptable de la participation, aucune correction de valeur n'est comptabilisée.

3/Quand les deux valeurs sont inférieures à la valeur nette comptable de la participation :

- pour les sociétés de support (autres que plantations ou sociétés industrielles), le Conseil d'Administration acte la correction de valeur qui résulte de la plus petite différence entre la valeur nette comptable de la participation et la quote-part détenue dans l'actif net réévalué ou dans l'actif net consolidé.
- pour les participations dans des plantations ou sociétés industrielles, le Conseil d'Administration acte une correction de valeur pour aligner la valeur de la participation sur la quote-part de la valeur de l'entreprise calculée sur base des flux de trésorerie futurs actualisés disponibles aux actionnaires, qui tiennent compte des évolutions prévisibles des affaires de la participation objet du test.

Le Conseil d'administration peut toutefois prendre d'autres éléments en considération et notamment, compte tenu de la très longue période d'immaturité d'une jeune plantation, il considère que la correction de valeur n'est pas durable pour une plantation dont plus de la moitié de sa surface plantée n'est pas exploitée.

Les créances sur des entreprises liées font l'objet d'une correction de valeur dans le cas où le test de la valeur nette comptable par actualisation des flux futurs de trésorerie aux actionnaires ne supporte pas le remboursement intégral de la créance.

Ces corrections de valeur ne sont pas maintenues lorsque les raisons qui ont motivé leur constitution ont cessé d'exister.

### Créances

Les créances sont enregistrées à leur valeur nominale. Elles font l'objet de corrections de valeur lorsque leur recouvrement est compromis. Ces corrections de valeur ne sont pas maintenues si les raisons qui ont motivé leur constitution ont cessé d'exister.

### Valeurs mobilières

Les valeurs mobilières sont évaluées au plus bas de leur coût d'acquisition, incluant les frais accessoires, ou de leur valeur de marché. Une correction de valeur est enregistrée lorsque la valeur de marché est inférieure au coût d'acquisition.

### Dettes

Les dettes sont inscrites à leur valeur de remboursement. Lorsque le montant à rembourser sur les dettes est supérieur au montant reçu, la différence est portée au compte de profits et pertes à l'émission de la dette.

Note 3. Financial fixed assets

EUR	Parts dans des entreprises liées		Créances sur des entreprises liées		Total	
	2021	2020	2021	2020	2021	2020
Prix d'acquisition/ Valeur nominale au début de l'exercice	244,779,050.37	244,349,925.24	308,818,543.42	304,096,770.27	553,597,593.79	548,446,695.51
Augmentations	1.00	429,125.13	3,274,229.42	4,969,241.68	3,274,230.42	5,398,366.81
Diminutions	-4,980,517.82	0.00	-33,560,744.06	-247,468.53	-38,541,261.88	-247,468.53
Prix d'acquisition / Valeur nominale à la fin de l'exercice	239,798,533.55	244,779,050.37	278,532,028.78	308,818,543.42	518,330,562.33	553,597,593.79
Corrections de valeur au début de l'exercice	-40,307,867.93	-5,322,451.19	0.00	0.00	-40,307,867.93	-5,322,451.19
Dotations	-3,000,090.00	-34,985,416.74	-8,979,601.28	0.00	-11,979,691.28	-34,985,416.74
Reprises	3,032,185.03	0.00	0.00	0.00	3,032,185.03	0.00
Corrections de valeur à la fin de l'exercice	-40,275,772.90	-40,307,867.93	-8,979,601.28	0.00	-49,255,284.18	-40,307,867.93
Valeur nette comptable à la fin de l'exercice	199,522,760.65	204,471,182.44	269,552,427.50	308,818,543.42	469,075,188.15	513,289,725.86

Informations sur les entreprises dans lesquelles la Société détient au moins 20% du capital

Dénomination	Pays	% détenu	Valeur nette comptable EUR	Exercice clôturé au	Devises des comptes annuels	Fonds propres en devises au 31/12/2021 (y inclus résultat net) *	Résultat net en devises au 31/12/2021 *
Plantations Socfinaf Ghana	Ghana	100,00	32,503,775	31.12.2021	GHS	225,168,097	77,289,093
Socfin Agricultural Company	Sierra Leone	93,00	20,445,954	31.12.2021	USD	16,376,492	19,372,491
Liberian Agricultural Company	Liberia	100,00	13,793,904	31.12.2021	USD	57,140,499	4,744,936
Salala Rubber Corporation	Liberia	64,91	0	31.12.2021	USD	2,861,133	-421,173
Bereby-Finances "BEFIN"	Ivory Coast	87,06	13,604,405	31.12.2021	XAF	15,983,921,022	5,557,643,910
Socapalm	Cameroon	67,46	40,640,840	31.12.2021	XAF	71,120,117,643	13,743,634,055
Okomu Oil Palm Company	Nigeria	65,23	20,785,984	31.12.2021	NGN	39,416,747,556	11,316,334,412
Brabanta	Congo (DRC)	99,80	17,805,468	31.12.2021	CDF	71,046,617,108	-5,175,012,473
Induservices	Luxembourg	30,00	30,000	31.12.2021	EUR	239,523	3,393
Management Associates	Luxembourg	20,00	400,000	31.12.2021	EUR	2,699,652	262,563
Socfinde	Luxembourg	20,00	801,000	31.12.2021	EUR	5,883,254	9,970
Terasia	Luxembourg	33,28	246,705	31.12.2021	EUR	584,487	29,567
SAFA	France	100,00	26,535,600	31.12.2021	EUR	20,535,234	871,557
Induservices FR	Switzerland	50,00	642,202	31.12.2021	EUR	993,334	-291,070
Socfinco FR	Switzerland	50,00	486,891	31.12.2021	EUR	15,598,403	6,288,105
Sogescol FR	Switzerland	50,00	1,985,019	31.12.2021	USD	16,035,029	7,151,449
Socfin Green Energy	Switzerland						
Socfin Research	Switzerland						
Sodimex FR	Switzerland	50,00	621,424	31.12.2021	EUR	4,047,180	413,732
Centrages	Belgium	50,00	4,074,577	31.12.2021	EUR	3,554,850	440,347
Immobilière de la Pépinière	Belgium	50,00	3,015,798	31.12.2021	EUR	3,645,669	-125,576
Socfinco	Belgium	50,00	879,550	31.12.2021	EUR	2,450,365	941,214
Sodimex	Belgium	50,00	102,200	31.12.2021	EUR	306,748	133,827
STP Invest	Belgium	100,00	0	31.12.2021	EUR	1,774,802	-1,241
<b>199,401,096</b>							

(\*) Sur base de données financières non-auditées au 31 décembre 2021.

#### Evaluation des parts dans des entreprises liées :

Au 31 décembre 2021, le Conseil d'Administration a décidé de réduire la valeur d'acquisition de STP Invest de 3,090,000 euros, suite à l'offre d'achat de la plantation d'Agripalma.

Au 31 décembre 2021, le Conseil d'Administration estime qu'il n'existe pas d'autre indicateur de perte de valeur durable concernant les autres parts dans des entreprises liées.

#### Evaluation des créances sur des entreprises liées :

Au 31 décembre 2021, les créances sur des entreprises liées se composent comme suit :

Contrepartie	Devise	Solde Devise	Solde EUR	Gain / (Perte) de change latente * EUR
Induservices	EUR	130,000	130,000	0
Management Associates	EUR	460,000	460,000	0
Salala Rubber Corporation	USD	44,364,218	37,007,114	2,163,130
Brabanta	USD	87,110,525	67,939,644	8,972,351
Socfin Agricultural Company	USD	106,709,256	87,491,004	6,725,185
Liberian Agricultural Company	USD	33,281,379	29,542,238	(157,302)
Plantations Socfinaf Ghana	USD	34,000,000	28,882,480	1,136,944
Agripalma	EUR	18,099,947	18,099,947	0
<b>Situation au 31 décembre 2021</b>			<b>269,552,427</b>	<b>18,840,308</b>

\* Conformément aux dispositions légales et réglementaires luxembourgeoises et aux pratiques comptables généralement admises, les créances sur des entreprises liées restent converties au taux historique et le résultat de change latent n'est pas comptabilisé dans le compte de profits et pertes, à l'exception de la part à moins d'un an des créances immobilisées qui est évaluée individuellement au plus bas de leur valeur au cours de change historique ou de leur valeur déterminée sur base du cours de change en vigueur à la date de clôture du bilan.

Au 31 décembre 2021, le Conseil d'Administration est d'avis que ces créances ne présentent pas de pertes de valeur qui revêtent un caractère durable et par conséquent aucune dépréciation n'a été comptabilisée.

Note 4. Capitaux propres

EUR	Capital souscrit	Prime d'émission	Réserve légale	Autres réserves	Résultats reportés	Résultat de l'exercice
<b>Situation au 1<sup>er</sup> janvier 2020</b>	<b>35,673,300.00</b>	<b>87,453,866.21</b>	<b>3,567,330.00</b>	<b>688,346.92</b>	<b>131,986,469.61</b>	<b>21,577,356.83</b>
Affectation du résultat de l'exercice 2019 suivant décision de l'Assemblée Générale tenue en date du 26 mai 2020 :					21,577,356.83	-21,577,356.83
• Résultats reportés						-28,649,333.76
Résultat de l'exercice						
<b>Situation au 31 décembre 2020</b>	<b>35,673,300.00</b>	<b>87,453,866.21</b>	<b>3,567,330.00</b>	<b>688,346.92</b>	<b>153,563,826.44</b>	<b>-28,649,333.76</b>
Affectation du résultat de l'exercice 2020 suivant décision de l'Assemblée Générale tenue en date du 25 mai 2021					-28,649,333.76	28,649,333.76
• Résultats reportés						6,499,115.32
Résultat de l'exercice						
<b>Situation au 31 décembre 2021</b>	<b>35,673,300.00</b>	<b>87,453,866.21</b>	<b>3,567,330.00</b>	<b>688,346.92</b>	<b>124,914,492.68</b>	<b>6,499,115.32</b>

### Capital souscrit

Au 31 décembre 2021 et 2020, le capital souscrit et entièrement libéré est de 35,673,300.00 euros représenté par 17,836,650 actions sans désignation de valeur nominale.

### Prime d'émission

Au 31 décembre 2021 et 2020, la prime d'émission s'élève à 87,453,866.21 euros.

### Réserve légale

Selon la législation en vigueur, il doit être fait annuellement sur les bénéfices nets, après absorption des pertes reportées éventuelles, un prélèvement de 5%, affecté à la réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve atteint 10% du capital social.

### Note 5. Dettes envers des entreprises liées

Au 31 décembre 2021, ce poste se compose principalement :

- d'une dette envers la société Socfin d'un montant nominal de 120,000,000 d'euros (2020 : 90,000,000 d'euros), plus intérêts courus d'un montant de 708,333.33 euros (2020 : 1,077,041.10 euros). Cette dette porte intérêts à un taux fixe de 4.25% l'an et est remboursable anticipativement ou au plus tard le 10 novembre 2026.
- d'une dette envers la société Socfin d'un montant nominal de 75,293,176.97 euros (2020 : 0 euro), plus intérêts courus d'un montant de 518,720.55 euros (2020 : 0 euro). Cette dette porte intérêts à un taux LIBOR USD 3 mois +6.95% l'an et est remboursable anticipativement ou au plus tard le 10 novembre 2026.
- de dettes envers la filiale Socfinde correspondant à la balance sur compte courant d'un montant de 2,247,085.02 euros (2020 : 17,341,476.07 euros).
- Au 31 décembre 2021 et 2020, la maturité des dettes sur des entreprises liées se présente comme suit :

EUR	2021	2020
<b>Dettes envers des entreprises liées dues :</b>		
- à moins de un an	12,317,062.61	144,632,022.78
- entre un et cinq ans	186,463,934.52	60,000,000.00
- à plus de 5 ans	0.00	20,000,000.00
	<b>198,780,997.13</b>	<b>224,632,022.78</b>

### Note 6. Dettes envers les entreprises avec lesquelles l'entreprise a un lien de participation

Au 31 décembre 2021, ce poste se compose principalement :

- d'une dette envers la société Bolloré Participations d'un montant nominal de 20,000,000 d'euros (2020 : 20,000,000 d'euros), plus intérêts courus d'un montant de 200,542 euros (2020 : 200,542 euros). Cette dette est remboursable au 30 juin 2023 et porte intérêts à un taux fixe de 4.00% l'an ;
- d'une dette envers la société Palmboomen Cultuur Maatschappij (en abrégé « MOPOLI ») d'un montant nominal de 20,000,000 d'euros (2020 : 20,000,000 d'euros), plus intérêts courus d'un montant de 201,643.84 euros (2020 : 201,643.84 euros). Cette dette porte intérêts à un taux fixe de 4.00% l'an et est à durée indéterminée. Bien que les remboursements puissent être effectués à première demande, MOPOLI s'est engagée à ne pas demander remboursement cette l'avance avant le 30 juin 2024.

### Note 7. Produits provenant de participations

EUR	2021	2020
Dividendes reçus	32,868,363.78	22,562,929.95
Plus-value sur cession d'immobilisation financière	670,643.35	0.00
	<b>33,539,007.13</b>	<b>22,562,929.95</b>

### Note 8. Autres intérêts et autres produits financiers

EUR	2021	2020
Intérêts sur créances sur entreprises liées	3,124,153.86	2,126,012.09 (*)

(\*) Ce montant était précédemment présenté sous la rubrique : "Résultat net des participations". Pour assurer la comparabilité, les chiffres de l'année précédente sont modifiés en conséquence.

### Note 9. Impôts

La Société est sujette à tous les impôts auxquels les sociétés commerciales luxembourgeoises sont soumises.

### Note 10. Rémunération du Conseil d'Administration

Au cours de l'exercice 2021, les membres du Conseil d'Administration ont perçu 11,562.50 euros (2020 : 10,687.50 euros) de jetons de présence et 630,000 euros (2019 : 629,660 euros) de tantièmes.

Le 18 novembre 2019, la Société a conclu un contrat au titre duquel elle s'est engagée à transférer les intérêts économiques de 32,732,432 actions d'Okomo Oil Palm à M. Oyebode (Administrateur de la Société). Conformément aux termes du contrat, une première tranche de 10,910,810 actions d'Okomo Oil Palm a été transférée en date du 18 novembre 2019 à M. Oyebode, qui dispose jusqu'au 18 novembre 2022 pour s'acquitter de la créance résultant de la vente d'un montant de 1,546,210.34 d'US dollars (soit 1,365,186.60 d'euros au 31 décembre 2021). Cette créance est présentée sous la rubrique « Autres créances dont la durée résiduelle est inférieure à un an ».

Au cours de l'exercice 2021, aucun autre crédits ou avances n'a été accordés aux membres des organes de gestion ou de surveillance.

### Note 11. Environnement politique et économique

L'essentiel des participations sont détenues directement ou indirectement dans des sociétés qui opèrent en Afrique, plus particulièrement dans les pays suivants :

- Sierra Leone,
- Liberia,
- Côte d'Ivoire,
- Ghana,
- Nigeria,
- São Tomé et Principe,
- Cameroun,
- Congo (RDC).

Etant donné l'instabilité politique qui existe dans ces pays et leur fragilité économique (dépendance vis-à-vis de l'aide internationale, inflation dans certains cas, situation de guerre civile,...), les titres détenus par la Société présentent un risque en termes d'exposition aux fluctuations politiques et économiques.

#### **Note 12. Engagements hors bilan**

Au 31 décembre 2021 et 2020, la Société n'a pas d'engagements hors bilan significatifs.

#### **Note 13. Evènements importants survenus après la clôture de l'exercice**

Le 25 février 2022, la Société a remboursé un montant de 25,000,000 d'US dollars (22,409,466 euros) à Socfin au titre de remboursement partiel de son avance.

En février 2022, un certain nombre de pays (dont les États-Unis, le Royaume-Uni et l'UE) ont imposé des sanctions à certaines entités et personnes en Russie à la suite de la reconnaissance officielle de la République populaire de Donetsk et de la République populaire de Lougansk par la Fédération de Russie. Des annonces de sanctions supplémentaires potentielles ont été faites à la suite des opérations militaires lancées par la Russie contre l'Ukraine le 24 février 2022.

En raison des tensions géopolitiques croissantes, depuis février 2022, il y a eu une augmentation significative de la volatilité sur les marchés des valeurs mobilières et des devises, ainsi qu'une dépréciation significative du rouble par rapport au dollar américain et à l'euro. On s'attend à ce que ces événements affectent les activités des entreprises russes dans divers secteurs de l'économie.

La Société considère ces événements comme des événements sans ajustement après la période de reporting.

Bien que ni la performance et la continuité de l'exploitation ni les opérations de la Société, à la date du présent rapport, n'aient été significativement impactées par ce qui précède, le Conseil d'administration continue de suivre l'évolution de la situation et son impact sur la situation financière et les résultats de la Société.